

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

L'ADMINISTRATION DU VILLAGE

SOUS L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le lundi 20 Février 1899, à une heure

PAR

ALEXANDRE FLEURQUIN

Avocat à la Cour d'Appel de Douai

Président : M. CHÉNON, *professeur.*

Suffragants { MM. BERTHÉLÉMY, *professeur.*
PILLET, *agrégé.*

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, 16

1899

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

L'ADMINISTRATION DU VILLAGE

SOUS L'ANCIEN RÉGIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le lundi 20 Février 1899, à une heure

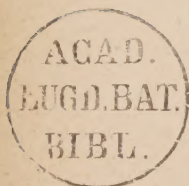
PAR

ALEXANDRE FLEURQUIN

Avocat à la Cour d'Appel de Douai

Président : M. CHÉNON, professeur.

Suffragants { MM. BERTHÉLÉMY, professeur.
PILLET, agrégé.



PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, 16

1899



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

1. Notre but. — 2. Ce que nous entendons par « administration ». — 3. Par « village ». — 4. Par « ancien régime ». — 5. Division du sujet.

1. Le problème actuel des libertés qu'il convient d'accorder ou de restituer aux communes, nous convie à faire porter nos efforts sur un point très particulier des institutions de l'ancien régime : sur l'administration du village.

Ce fut dans les villages que se développa dès la plus haute antiquité la vie publique ; puis, les villages l'emportaient en nombre sur les villes : à ce double point de vue, ils méritent de fixer l'attention. Pourtant ils furent peu étudiés jusqu'à nos jours ; l'histoire rapporte la vie des rois, les hauts faits des capitaines ; elle descend bien aux origines des villes, mais elle s'arrête au seuil des villages. Leur vie administrative rudimentaire, leur peu d'influence dans l'ordre politique, la pénurie de matériaux, et la diversité de leur organisation doivent être pour beaucoup dans le silence qui les entoure.

Plusieurs auteurs ont néanmoins, dans ces derniers temps surtout, pris à tâche, soit de retracer leur physionomie générale, soit d'éditer de très instructives monographies ; ces travaux laissent cependant place à une étude sur l'administration du village sous l'ancien régime.

2. Le mot administration si fréquemment employé de nos jours attend encore une définition sur laquelle tous les esprits puissent s'accorder ; mais il désigne, de l'avis commun, l'ensemble des services publics destinés à pourvoir aux besoins généraux du pays.

Sous l'ancien régime, le mot administration n'était pas d'un fréquent emploi, mais les services publics n'en existaient pas moins. L'on conçoit en effet que la vie commune, même dans la plus petite bourgade crée des besoins auxquels il doit être nécessairement pourvu. Aussi les services de justice, police, assistance, instruction, finances, sont-ils remplis à divers degrés de perfectionnement dès le berceau de toute civilisation. L'organisation et le fonctionnement des services administratifs nous paraissent d'autant plus intéressants à étudier qu'ils précéderent la centralisation exagérée contre laquelle de bons esprits s'élèvent ; ils donnent en outre la mesure des libertés communales que plusieurs revendiquent de nos jours.

3. Fixés sur le sens attaché au mot « administration », il est utile de préciser ce que nous entendons par village ou communauté d'habitants, et d'indiquer le type auquel nous nous attachons.

Chez tous les peuples dont l'histoire nous a été conservée apparaissent dès l'origine des groupements attestant leur sociabilité. Il arrive un moment où, dans les textes, ces groupements prennent des noms différents. C'est ainsi que, dans notre ancien droit, dès le ^{xiii}^e siècle nous voyons paraître toute une floraison d'appellations dues la plupart à des diversités d'organisations communales. Un grand nombre d'auteurs ont tenté de préciser les caractères essentiels qui distinguaient ces différentes organisations. Nous allons rapporter certaines de leurs appréciations pour préciser nous-mêmes le sens que nous attacherons aux mots.

Au ^{xiii}^e siècle, Beaumanoir parlant des compagnies qui se font par raison de communauté oppose la ville où il y a commune, à la « vile bateice » où il n'y en a pas (1). Plus loin nous le voyons comparer la situation des « bones viles » à celle des « viles

1. « L'autre manière de compagnie qui se fit par reson de communalte, si est des habitants es viles ou il n'a pas communes, c'on apele *viles bateices* ». Philippe de Beaumanoir, *Les Coutumes du Beauvoisis*, Paris, 1842, nouvelle éd. par le comte Beugnot. T. I ; ch. XXI ; p. 317.

campestres » (1). Il y a tout lieu de supposer que la ville « bateice » correspond à la « campestre » et la ville ayant commune, à la « bone vile ». Toutefois Beaumanoir n'indique de différences qu'entre la ville bateice et celle ayant commune : cette dernière seule a sa charte et ses magistrats (2).

Pour M. Leber, peuvent seules être qualifiées communes, les sociétés qui avaient obtenu des chartes. Hors de là, il n'y a que villes, bourgs et communautés d'habitants (3).

La concession d'une charte était donc le caractère auquel on distinguait jadis la commune ; encore fallait-il que cette charte concédât aux habitants et le droit de nommer des magistrats spéciaux et l'exercice des droits politiques (4).

1. « Aucun uzage sunt es bones viles de mesonner et de plusors autres cozes qui ne sunt pas es viles campestres ; car es viles campestres nul ne pot mesonner si pres de moi que li degous de me meson ne me demeure toz frans ». Beaumanoir, *op. cit.*, T. I, ch. XXIV, p. 350.

2. « Et ce que noz avons dit de tix establis qui sont fet por commun de vile, entendons noz por viles bateices, hors de commune, li quel sont establi por le commune et pœut perdre et gaaigner, selonc le francise qu'ilor est donnée par les points de lor chartres ». Beaumanoir, *op. cit.*, t. I, ch. IV, p. 88.

3. C. Leber. *Histoire critique du Pouvoir Municipal*. Paris, 1828. in-8. 2^e partie, ch. I, p. 463.

4. Lucien Merlet, *Des Assemblées de communautés d'habitants dans l'ancien comté de Dunois*. Châteaudun, 1887, p. 8.

Il était utile pour éviter toute confusion d'indiquer les caractères de l'ancienne commune. Mais comme, sous l'ancien régime où nous nous plaçons elle avait depuis longtemps disparu, il nous suffit à présent de préciser parmi les différentes formes d'administration subsistantes, celle à laquelle nous nous attachons. Or ces formes étaient nombreuses, ce qui n'est pas pour faciliter la clarté.

Boerius signale des « *communitates* » ou communautés et des « *civitates* » ou villes ; ces dernières seules ont le pouvoir de s'imposer par leurs propres agents (1).

Pour M. Flach qui oppose la ville au village, l'accroissement de la population ne suffisait pas pour transformer l'un en l'autre. Il fallait en outre 1° une protection matérielle résultant de travaux de fortification ; 2° une protection religieuse amenée par la résidence d'un évêque ; 3° une activité commerciale se manifestant par la tenue d'un marché hebdomadaire (2).

Pour M. Pirenne, l'acquisition d'un droit municipal distinct de celui du plat pays caractérise la ville au sens juridique du mot. Ce n'est point, dit-il, un degré plus ou moins complet d'autonomie, car s'il

1. Nicolai Boerii. *Decisiones supremi senatus Burdegalensis*. Decisio 60 Nos 12 et 13. Genève, 1690.

2. Jacques Flach. *Les origines de l'Ancienne France*, Paris, Larose et Forcel, 1893, II, ch. VIII, p. 329.

en était ainsi, l' « on serait forcé d'admettre que les rois de France, quand ils ont supprimé les communes jurées, ont, par là même, supprimé les villes » (1).

M. Leber indique bien une différence entre les communautés rurales et les villes : tandis que celles-ci n'interviennent dans les affaires publiques que par voie de représentation, dans les premières, tous les chefs de familles à des époques déterminées se réunissent pour délibérer sur leurs intérêts ; mais la diversité de l'organisation communale dépend uniquement, dit-il, du chiffre de la population (2).

M. Hégel dont nous empruntons la traduction à M. Esmein s'exprime comme suit : « La vie et la qualité même de la ville reposent sur le commerce et l'industrie ; c'est par là qu'elle se distingue au-dessus du plat pays ; c'est par là que naissent le mouvement de son marché, ses relations avec les étrangers et les hôtes. Mais c'est le seigneur qui lui a conféré son droit et sa première constitution. Le point de départ est la formation d'une circonscription judiciaire distincte pour la ville et pour les biens de la ville ou ceux qui en dépendent... C'est un ca-

1. H. Pirenne. *L'origine des constitutions urbaines au moyen âge. Revue historique*. Paris, Felix Alcan, 1893, t. LIII, p. 67.

2. C. Leber, *op. cit.* 2^e partie, ch. II, p. 477 et 478.

ractère essentiel des villes que de posséder une juridiction à part et municipale, comme c'est un droit essentiel des bourgeois de ne pouvoir être actionnés que devant cette juridiction » (1). La vérité paraît à M. Esmein se trouver dans cette dernière opinion (2).

Nous connaissons à présent les caractères de l'ancienne commune et les différences qui séparaient les villes des villages. Mais dans l'ancienne France il était difficile de trouver l'uniformité, et, bien qu'il y ait eu de notables progrès en ce sens depuis le règne de Louis XIV, progrès le plus souvent réalisés du reste au détriment de la liberté, il exista jusqu'à la fin de l'ancien régime d'assez grandes diversités dans l'administration des villages eux-mêmes (3) pour que nous soyons obligés de laisser dans l'ombre certaines particularités. Nous prenons comme type d'étude le village dans lequel les habitants se réunissent en assemblée générale, ont un syndic, un curé, un seigneur, en d'autres termes le village

1. Karl Hegel. *Städte und Gilden der Germanischen völker im Mittelalter*, Leipzig, Duncker et Humblot, 1891, t. II, p. 506.

2. Esmein, *Cours élémentaire d'Histoire du droit français* ; 3^e édition, Paris, Larose, 1898, ch. V., p. 287.

3. « Dans l'ensemble du plat pays qui reste soumis aux rigueurs du régime féodal, ce sont autant d'ilôts qui émergent et dont chacun a sa physionomie propre. » Esmein, *op. cit.* p. 296.

chef-lieu de paroisse. C'était du reste la condition normale, en sorte que nous ne négligeons que les exceptions, à savoir, outre les villes, certaines petites localités n'ayant pas de syndic sinon temporaire et spécial, et demeurant soumises à l'autorité directe du seigneur.

4. Encore sommes-nous contraints de limiter notre étude à une époque déterminée. En effet les institutions évoluent, se modifient à travers les siècles. Les divisions qu'on donne de l'histoire ne peuvent avoir une rigueur de principe ; toutefois si l'on s'attache à certains caractères dominants, on peut la scinder en parties plus ou moins homogènes, toujours artificielles. Nous circonscrivons notre étude à la période communément appelée ancien régime, période caractérisée surtout par le mouvement qui emporte la monarchie vers la centralisation et l'absolutisme. Elle s'étend des dernières années du xvi^e siècle à la Révolution et embrasse ainsi les règnes de Henri IV, Louis XIII, Louis XIV, Louis XV et Louis XVI, mais elle s'arrêtera pour nous à l'année 1787. A partir de ce moment, la réforme de l'organisation communale déjà tentée avec succès dans la Haute-Guyenne et le Berri fut étendue à la Champagne (1),

1. Règlement du 23 juin 1787, Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, XXVIII, p. 366. Ce règlement fut pris en application de l'édit de juin 1787, qui pose

puis dans les pays d'Election (1), enfin dans les pays d'Etat (2).

5. Notre étude se divise en trois parties : dans une première passeront successivement sous nos yeux les différents rouages de l'administration locale. Ce seront, dans la paroisse : l'assemblée générale, le curé, les marguilliers ; dans la communauté : une assemblée générale, un syndic ; enfin le seigneur et ses officiers. Dans une deuxième partie nous examinerons par qui et comment il est pourvu aux principaux services publics locaux. Les services publics concernent soit les personnes, soit les choses, aussi parlerons nous des uns et des autres dans deux chapitres différents : l'un sera consacré à la justice, à la police, à l'assistance et à l'instruction, l'autre, à l'administration des biens paroissiaux et des biens communaux. Une troisième partie plus restreinte, exposera les rapports de la communauté avec le pouvoir central.

la règle ; il avait été précédé d'une ordonnance de l'Intendant Rouillé d'Orfeuil rendue pour la paroisse de Marais, subdélégation de Troyes en date du 16 mars 1787.

1. Edit de juin 1787 art. 1^{er}, Isambert, XXVIII, p. 364.

2. Décret du 14 décembre 1789. *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis au Conseil d'Etat*. J. B. Duvergier, t. I, p. 75.

PREMIÈRE PARTIE

Organisation du Village.

L'administration du village n'a pas toujours présenté les caractères que nous lui connaissons aujourd'hui. Elle a suivi la loi d'une évolution lente et générale. Dans une première phase, l'administration du village n'est qu'à l'état embryonnaire, et c'est à peine si les textes nous permettent d'y distinguer l'élément civil de l'élément religieux ; c'est la situation normale jusqu'au ^{xvi}^e siècle. Mais à partir de cette époque jusqu'à la Révolution se manifeste de plus en plus la distinction entre la paroisse et la communauté. Cette distinction, sans être absolue comme elle l'est présentement est néanmoins suffisamment accusée pour que l'une et l'autre fassent l'objet de deux chapitres distincts ; un troisième sera réservé au seigneur et à ses officiers.

CHAPITRE PREMIER

LA PAROISSE

6. Origine et définition. — 7. Conditions d'érection.

Section I. L'Assemblée générale de Paroisse. — 8. Electeurs. — 9. Nombre d'électeurs nécessaire. — 10. Assistance obligatoire. — 11. Autorisation. — 12. Convocation. — 13. Publication. — 14. Lieu de réunion. — 15. Epoque des réunions. — 16. Liberté des suffrages. — 17. Modes des suffrages. — 18. Présidence. — 19. Compétence. — 20. Procès-verbal. — 21. Contrôle.

Section II. Le curé. — 22. Origine et définition. — 23. Nomination. — 24. Conditions requises. — 25. Obligations. — 26. Peines disciplinaires. — 27. Nature de sa fonction.

Section III. Les Marguilliers. — 28. Définition. — 29. Cas de dispenses et cas d'exclusion. — 30. Election. — 31. Durée de la fonction. — 32. Leur situation.

6. La paroisse (parrochia, parochia, plus anciennement parœcia et titulus) est dans l'ordre chronologique la dernière circonscription religieuse créée (1) ; elle est aussi la plus petite.

« Avant la distribution du monde chrétien en diocèse et en paroisses, chaque prêtre était redeva-

1. Achille Luchaire, *Manuel des Institutions françaises*. Paris. Hachette, 1892, p. 3,

ble de son ministère à tous les fidèles ; cette obligation vague et générale était sujette à bien des inconvénients ; le principal était que plusieurs enfants de l'Eglise risquaient de se trouver sans secours spirituels, et abandonnés par la multiplicité même des Ministres, qui pouvaient se renvoyer mutuellement les uns sur les autres d'un devoir dont chacun d'eux n'était ni plus spécialement ni plus particulièrement chargé ; ce fut ce qui obligea à faire la division, d'abord en diocèses, et ensuite en paroisses ; d'assigner à chaque paroisse un prêtre qui en serait le chef, qui serait chargé du soin des âmes de ses paroissiens, qui puissent les connaître, et de qui seul ils puissent recevoir licitement les Sacrements. » (1) Cette division ne fut pas une œuvre arbitraire et simultanée ; elle se fit progressivement suivant les besoins et surtout suivant les circonstances. M. Flach pense que l'histoire de la paroisse de St-Nicolas d'Auriol fut celle de beaucoup de villages (2). Un solitaire se retire au fond d'un bois et s'y établit, vivant dans le recueillement et la prière. Sa présence une fois signalée attire des paysans ; un hameau naît autour de l'ermitage qui lui sert de sau-

1. « Qui eas cognoscere valeat, et a quo solo licite sacramenta suscipiant. » V. dans Fréminville. *Traité général du Gouvernement des biens et affaires des Communautés d'Habitants*. Paris, Grosey, 1760, p. 467.

2. Jacques Flach, *Les origines de l'ancienne France*. Paris, Larose et Forcel, 1893, t. II, p. 147, n° 2.

vegarde, et dès lors cette agglomération est facilement érigée en paroisse. — C'est ce qui explique pourquoi les forêts ne faisaient d'ordinaire partie d'aucune paroisse : étant le plus souvent désertes, il n'était pas besoin de les englober dans les limites paroissiales (1).

Le travail de la division des diocèses en paroisses fut terminé dès le début du XI^e siècle. Sans aucun doute il y eut des modifications ultérieures, mais elles ne se présentèrent que dans deux cas :

1^o La réduction de la population paroissiale au-dessous du minimum légal pouvait nécessiter l'extinction de la paroisse ou l'union à la paroisse voisine.

2^o L'augmentation de cette même population pouvait entraîner le démembrement (*divisio*) (2) de la paroisse soit qu'il fut créé une nouvelle paroisse indépendante, soit qu'il fut assigné une partie de la paroisse trop étendue à une paroisse voisine.

Ainsi donc, au début de l'ancien régime, les diocèses, depuis trois siècles déjà étaient divisés en paroisses. Mais qu'était au juste la paroisse ? — C'est, dit M. Marie, « une certaine portion de territoire déterminée, comprenant une population catholique qui y demeure, sous la protection d'une église

1. J. Flach, *op. cit.* T. II, p. 147, n^{te} 1 et références.

2. A. Luchaire, *op. cit.*, p. 4, n^{te} 1.

et l'autorité d'un curé : *locus in quo degit populus alicui ecclesiæ deputatus, certis finibus limitatus* (1) ».

A cette définition je préfère celle de M. Luchaire : « La paroisse est la division la plus élémentaire du diocèse. Elle comprend le territoire dont les habitants sont attribués par l'autorité épiscopale à une église particulière et confiés aux soins spirituels d'un prêtre institué d'une manière permanente dans une église et subordonné à l'évêque (2) ». Cette définition est plus compréhensive quant aux habitants, et précise mieux les rapports de la paroisse avec l'autorité épiscopale.

7. Deux conditions étaient nécessaires à la constitution d'une paroisse ; il fallait :

- 1° Une certaine portion de territoire déterminé,
- 2° Une population suffisante (3).

A l'évêque seul il appartenait de délimiter le territoire paroissial ; il pouvait à son gré modifier les circonscriptions existantes, les unir ou les démembrer. Ce pouvoir lui est formellement reconnu par le concile de Trente (4).

A l'Evêque seul également, il appartenait de juger

1. J. Marie, *Traité du régime légal des Paroisses catholiques*. Rennes, Fougeray, 1892, p. 35.

2. Luchaire, *op. cit.*, p. 3.

3. Luchaire, *op. cit.*, p. 4.

4. Conc. Triden. Sessio XXI. *De reformatione*, cap. IV, Labbé et Cossart, t. XIV, p. 849 et 850.

si la population était suffisante ; il y avait néanmoins un minimum nécessaire que le concile de Tolède tenu en 693 fixa à dix familles (1).

Une autre règle canonique était que l'érection ne pouvait avoir d'autre cause légitime que la nécessité ou l'utilité spirituelle des fidèles (2). Il fut également toujours admis que la division des paroisses se doit faire par territoire et non par classes de personnes. Portalis rapporte entre autres un arrêt du grand conseil du 21 juillet 1676 qui cassa la transaction passée entre les curés de Nantes, transaction par laquelle ils « s'étaient divisé leurs paroisses par les différentes classes qui existaient entre les paroissiens, et non par le territoire (3) ».

Il semble bien qu'à l'origine l'Evêque n'avait aucune autorisation à rapporter du pouvoir civil pour l'érection des paroisses. L'article 24 de l'édit d'avril 1695 lui reconnaît encore ce droit (4) ; mais d'après

1. « Ea scilicet ratione ut ecclesia, quæ usque ad decem habuerit mancipia, super se habeat sacerdotem, quæ vero minus decem mancipia habuerit, aliis jungatur ecclesiis. » Concile de Tolède. Cap. V. *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, par Jean Mansi, T. XII, p. 72., E. Florence, 1766.

2. Concile de Constance de 1416. Sessio XXV. Labbé et Cossart, T. XII, p. 206, E. Paris, 1677.

3. Jean-Etienne-Marie Portalis. *Discours, rapports et travaux inédits sur le concordat de 1801* par le Vicomte Frédéric Portalis. Paris, Joubert, 1845, p. 277.

4. « Les archevêques et évêques pourront, avec les solennités et procédures accoutumées, ériger des cures dans les

l'article 1^{er} de l'édit d'août 1749 l'érection dut être expressément autorisée par lettres patentes enregistrées dans les Parlements ou Conseils supérieurs (1).

SECTION I

Assemblée générale de Paroisse.

Aussitôt que la paroisse fut érigée, de nouveaux besoins, des intérêts à elle particuliers furent en jeu. Comme ces intérêts étaient communs à tous les habitants, le besoin de réunions se fit sentir. Mais il est difficile de croire que ce besoin n'ait pas été ressenti déjà, et dès la plus haute antiquité, pour la question des biens de la communauté. Cette question sur laquelle on n'est pas entièrement fixé, suppose admise l'existence de la propriété collective chez les Germains. Sans entrer le moins du monde dans cette célèbre controverse, il paraît aujourd'hui impossible de nier l'existence de biens communaux à cette époque, d'où l'on conclut en général à la présence d'assemblées d'habitants éparses dans les campagnes, assemblées dans lesquelles les intérêts com-

lieux où ils l'estimeront nécessaire. » Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XX, p. 251.

1. Isambert, t. XXII, p. 228.

muns étaient agités et résolus. — Au contraire, on possède dès la formation des paroisses des documents précis sur les assemblées générales paroissiales, au point qu'il n'est pas téméraire d'affirmer, que si les habitants avaient coutume dans les premiers temps de se réunir pour gérer les biens communaux, il y eut dès l'apparition des paroisses un tel renouveau dans ces assemblées, une telle vitalité, que celles-ci devinrent de beaucoup les plus importantes. L'abondance des textes et la qualification généralement donnée par les auteurs d' « assemblées générales de paroisse » le témoignent suffisamment.

Nous ne croyons pas cependant que l'assemblée tenue par les habitants pour la gestion des biens communaux se soit fondue totalement dans l'assemblée de paroisse. Il en fut ainsi très probablement dans un certain nombre de cas, mais là n'est point la règle. Aussi nous paraît-il jusqu'à un certain point défectueux de fondre ces assemblées sous le titre d'assemblées d'habitants. Cette expression peut embrasser à la fois l'assemblée de paroisse et l'assemblée de communauté, mais il faudrait se garder de l'employer comme qualifiant une seule et même assemblée. Il existe en effet selon nous entre les assemblées de paroisse et de communauté des différences suffisantes pour justifier la place distincte que nous leur donnons. — L'assemblée générale de paroisse étant la mieux connue, c'est en l'étudiant

que nous exposerons les règles relatives à la composition et au fonctionnement des assemblées des habitants en général, nous réservant de parler des différences qui la séparent de l'assemblée de communauté quand nous aborderons les organes de celle-ci.

8. Quelles personnes avaient voix délibérative dans les assemblées de paroisse ? — C'est là un point douteux. En effet, s'il nous est assuré que le suffrage était universel, nous voyons que des doutes s'élevaient sur le droit des célibataires même domiciliés et imposés au rôle des tailles (1), aussi, croyons-nous plutôt que seuls avaient le droit de voter, ceux qui étaient chefs de famille, et, c'est ainsi qu'on peut expliquer la présence et le vote dans ces assemblées d'un certain nombre de femmes veuves et de filles majeures ayant un domicile distinct (2).

1. Arch. de l'Aube, c. 2096, Albert Babeau, le *Village sous l'ancien régime*. Paris, Didier et Cie, 1878.

2. V. dans Lucien Merlet, *des Assemblées de communautés d'habitants dans l'ancien comté de Dunois*, Châteaudun, Pouillier, 1887 : (assemblée de Mignières, 10 août 1389, 45 hab. dont 9 veuves, p. 147 ; Mignières, 30 août 1390, 97 hab. dont 12 veuves ; Douy, 20 juillet 1647, 25 hab. dont 1 veuve, p. 237 ; Ruan, 1663, 1 veuve, p. 278 ; Ouzouer-le-Doyen, 16 février 1681, 53 hab. dont 13 veuves, p. 271 ; La Gahandière, 26 mai 1697, 22 hab. dont 3 veuves, p. 263 ; La Gahandière, 27 octobre 1697, 15 hab. dont 1 veuve, p. 264.) V. Dans Maurice Clément, *Etudes sur les communautés d'habitants*

Du reste l'expression « chefs de famille » figure dans les procès-verbaux des assemblées des protestants, et il n'est aucune raison pour que les conditions d'électorat fussent différentes pour eux (1). — Mais s'il paraît probable que tous les chefs de famille avaient à l'origine voix délibérative dans ces assemblées, il est certain qu'à partir du xvii^e siècle on restreignit le droit de suffrage. Toutefois, cette restriction fondée sur la difficulté de réunir des assemblées nombreuses, ne s'étendit guère qu'aux villes, bien qu'elle ait atteint certaines paroisses rurales. En Champagne notamment, on prit de bonne heure l'habitude de n'appeler aux assemblées que les notables. — Un arrêt du Parlement du 16 avril 1690 rendu pour la paroisse d'Argenteuil près Paris, ordonne qu'aux assemblées de paroisse tenues pour l'élection des marguilliers... « ne seront appelés que le curé, les marguilliers en charge, le syndic, les officiers de justice, et, comme notables habitants, les anciens qui ont passé par les charges de marguilliers, ceux qui ont été syndics, les personnes exemptes et privilégiées demeurant actuellement dans la paroisse et les plus notables habi-

dans la province de Berry, Châteauroux, Majesté, 1893. Assemblée de Meneton-Salou, 1573, p. 75 ; *Arch. du Cher*, E. 945.

1. L. Merlet, *op. cit.* (assemblée tenue à Dangeau le 3 nov. 1647), p. 213.

tants qui ne sont réputés tels, que quand ils sont cotisés à cent livres de taille et au-dessus » (1). Mais, ailleurs la cotisation requise n'était point si importante : elle était en certains endroits fixée à 15 livres (2), en certains autres, elle n'était que de douze (3). Dans certaines localités cependant le suffrage devait appartenir à tous les hommes même non chefs de famille ni imposés à la taille ainsi qu'il résulte du cahier de Waziers (4). Bien entendu, le curé avait le droit d'assister à ces assemblées comme tout autre habitant, mais aucun autre ecclésiastique n'avait ce droit, même en cas d'empêchement du curé et pour le remplacer (5).

9. Il est malaisé de formuler une règle générale sur le quantum d'habitants dont la présence était

1. Jousse, *Traité du Gouv. spirituel et temporel des Paroisses*. Paris, 1769, p. 123.

2. Arrêt de Règlement du 7 août 1762 — autre du 25 février 1763, v. Jousse, *op. cit.* p. 124.

3. Arg. de l'ord. de l'Intendant de Paris, Bertier de Sauvigny du 1^{er} novembre 1770, v. L. Merlet, *op. cit.* p. 61.

4. « Qu'à l'avenir nul ne puisse être appelé à délibérer dans les assemblées paroissiales à moins qu'il ne soit né Français ou naturalisé, âgé de 25 ans, domicilié dans la paroisse et compris dans les rôles d'impositions sans être aucunement assisté par la table des pauvres. » Cahier de doléances de la paroisse de Waziers au bailliage de Douai, 1789. — *Arch. parlementaires*, III, 240.

5. Arrêt du Parlement, 13 décembre 1752, art. 7. v. Jousse, *op. cit.* p. 126.

nécessaire à la validité des délibérations. D'une part en effet, ce quantum variait suivant l'objet de la délibération, et d'autre part, pour les délibérations ordinaires elles-mêmes, le nombre minimum n'était que généralement et non pas toujours le même dans les diverses localités.

Pour les objets ordinaires, il paraît bien qu'en principe la délibération était valide quand elle avait été prise par une assemblée régulièrement convoquée, composée au moins de dix personnes. « Dix est un nombre qui, en matière d'habitans fait un peuple » (1). C'est ce qui résulte également du chapitre 1^{er}, article 7, de la Coutume de Nivernais : « Peuple et sujets, outre le nombre de dix, s'ils n'ont de ce charte et privilège, ou s'ils n'ont corps et communauté approuvée, ne se peuvent assembler, passer procuration, ne imposer, ni faire assiette sur eux pour quelque affaire que ce soit, sans l'autorité du seigneur haut justicier ; et à son refus ou délai doivent avoir recours au supérieur immédiat. Et s'ils le font, l'acte est nul et sont amendables d'amende arbitraire envers ledit seigneur haut justicier » (2). C'est également l'avis de Jean le Pain :

1. *Mémorial alphabétique des choses concernant la Justice, la Police et les Finances de la France sur le fait des Tailles*. Paris, Mouchet, 1762, mot : Dix, p. 159.

2. Guy Coquille, la *Coutume de Nivernais*, par M. Dupin. Nouv. édition. Paris, Henri Plon, 1864, p. 124.

sans le nombre de dix « les personnes seraient réputées particulières » (1). La Vieville dans son traité des Elections, chap. 36 dit que ce nombre est conforme aux maximes et aux arrêts de la Cour des Aydes (2).

Mais ce chiffre de dix « ne doit être admis que pour les choses qui concernent le bien de la communauté en général, tel que donner un pouvoir à un procureur pour poursuivre et négocier quelques choses convenables au bien commun, ou qu'il s'agisse de nomination de Syndics, Asséurs, Sergens Messiers, Marguilliers et Fabriciens, parce que ces choses sont de pure police, et non permanentes pour toujours, quoique le surplus des habitans en quelque grand nombre qu'il puisse être ne peuvent se plaindre, l'assemblée ayant été indiquée, sonnée au son de la cloche, ou au bruit du tambour selon l'usage, c'est à eux à s'imputer la faute de ne s'y être pas trouvés. » (3) — C'est également le sentiment de Beaumanoir (4).

1. Jean le Pain, de Bourges, *Praticien François*, éd. 1622, ch. 27. p. 142.

2. La Poix de Fréminville, *Tr. du Gouv. des biens et affaires des communautés d'habitans*, p. 190.

3. V. La Poix de Fréminville, *op. cit.* p. 190.

4. « Il ne convient pas, quant on veut fere aucune coze por le profit d'une vile, c'on le laist à fere por ce, s'il ne s'i voient tuit accorder ; anchois soufist, se le grengnor partie a le quele partie, il ait des mix soufisans, s'i accorde... » Philippe de

Mais quand une délibération a été prise par moins de dix électeurs, le surplus des habitants peut s'opposer à son exécution. C'est ainsi qu'une assemblée tenue le 11 mai 1755 dans la paroisse de St-Lubin d'Isigny à laquelle assistaient seize habitants, désavoue la décision prise par les assemblées des 8 octobre 1752 et 5 août 1753 (1). On trouve d'ailleurs des délibérations prises par moins de dix habitants contre lesquelles ne s'élève aucune réclamation (2). Nous voyons dans l'un de ces cas le notaire barrer les mots « faisant et représentant la plus grande et saine partie des habitants » qu'il avait comme d'ordinaire, écrits à l'avance sur la feuille du procès-verbal (3). Ainsi donc le chiffre dix n'était pas universellement nécessaire ; il n'était à l'inverse pas universellement suffisant, même pour les objets de délibération ordinaires. C'est ainsi qu'un arrêt du Parlement de Bretagne du 17 janvier 1688 dé-

Beaumanoir. *Les Coutumes du Beauvoisis*, par le Comte Beugnot. Paris, 1842, Ch. XXI, n° 28. Tome I. p. 318.

1. L. Merlet. *Des ass. de com. d'hab. dans l'ancien comté de Dunois*, p. 195, v. aussi ds Clément, *op. cit.* p. 98, assemblée de Chavannes du 1^{er} janvier 1780 où il n'y a que 9 délibérants. *Arch. du Cher*, G. 30.

2. L. Merlet, *op. cit.* (St Claude Froimontel, assemblée du 28 janv. 1601, 9 hab. p. 314 ; Brévainville, assemblée du 14 février 1616, 9 hab. ; p. 305 ; Ouzouer-le-Doyen, assemblée du 30 juillet 1684, 9 hab. ; p. 271) ; M. Clément, *op. cit.*, paroisse de Fontaugier, assemblée du 12 juin 1601, 7 hab. ; p. 76.)

3. L. Merlet, *op. cit.*, p. 134 (Nte 1).

cide « qu'aucunes délibérations des assemblées de paroisse ne seront valables qu'elles ne soient composées de douze personnes qui sauront signer » (1). Une délibération prise dans une assemblée de paroisse à St-Médard de Chateaudun en 1678, est annulée parce que dix habitants seulement y étaient présents (2).

Mais il est des objets de délibération qui requéraient un nombre d'électeurs supérieur à dix. Il en était ainsi pour faire un emprunt considérable, contracter une dette, transiger, terminer un procès, etc. ; en ce cas, le suffrage des deux tiers des habitants était requis (3). Dans la Prévôté et Vicomté de Paris par exemple, le seigneur ne pouvait prétendre au droit de banalité que s'il apparaissait par un contrat écrit passé entre lui et tous ses sujets dûment assemblés, que deux tiers au moins de ceux-ci s'y étaient obligés « volontairement, sans contrainte aucune, pour bonne, juste et légitime cause »..... « Il est nécessaire que les deux tiers des habitants prestent consentement et soient dénommez au contrat pour obliger l'autre tiers, non pas que le tiers ou la moitié des habitans puisse obliger le corps et université des habitans (4) ». Il fallait, suivant une

1. Rapporté par Merlet, *op. cit.*, p. 135, note 1.

2. L. Merlet, *op. cit.*, p. 18.

3. Freminville, *op. cit.*, p. 190-191.

4. Jean Bacquet, *Traité des droits de justice, haute, moyenne et basse*, par Claude Joseph de Ferrière. Nouv.

autre expression, que le seigneur eut « titre valable » c'est-à-dire un contrat « portant consentement du plus grand nombre des habitants (1) ». C'est également ce que dit Louis le Grand pour le bailliage de Troyes : « pour passer un contrat et reconnaissance de bannalité, il est nécessaire que les deux tiers des habitans y prêtent consentement et soient dénommez au contrat pour obliger l'autre tiers. Et le tiers, ou la moitié des habitans n'est pas suffisant (2) ».

Dans certains cas il fallait même, paraît-il, l'assentiment de tous (3). Il en était ainsi pour aliéner les communaux, imposer quelque nouveau droit ou quelque nouvelle charge aux habitants, dans ces cas, l'opposition d'un seul habitant suffisait pour empêcher l'effet de la délibération jusqu'à ce que la justice en ait décidé (4). C'est ainsi que dans la paroisse de Morée, le 29 décembre 1585, vingt-six habitants ayant décidé qu'on imposerait une taxe spéciale,

édition. Lyon, Duplain, 1744. I, ch. xxix, nomb. 22 et 23, p. 430.

1. Jean Tronçon. *Le droict françois et Coustume de la Prévosté et Vicomté de Paris*. 4^e édition. Paris, 1664, I, art. 71, p. 154 et 155.

2. Louis le Grand. *Coutume du Bailliage de Troyes*, 4^e éd. Paris, Montalant, 1737, t. IV, art. 64, nombre 34, p. 230, 1^{re} col.

3. La Poix de Freminville. *Tr. du Gouv., des biens et aff. des com. d'hab.*, p. 191.

4. Jousse, *Tr. du Gouv. spir. et temp. des paroisses*, p. 133; « quod singulos tangit, debet a singulis approbari. »

nous voyons le tabellion se transporter « devers les personnes qui ensuyvent et en leurs hostels et maisons » afin de recueillir l'approbation de ceux qui n'étaient point présents à l'assemblée (1).

Hors ces cas l'opposition d'un particulier ou d'une minorité ne pouvait empêcher l'effet d'une délibération qui n'était pas contraire au bon ordre ou à l'intérêt de la paroisse (2).

10. L'assistance aux assemblées était-elle obligatoire ? La Poix de Freminville dit qu'il est enjoint par les ordonnances aux habitants, de se trouver aux assemblées à peine de cinq livres d'amende « à laquelle le maire ou le juge qui tient ladite assemblée doit condamner les refusans d'y assister... chacun devant se prêter aux besoins de la communauté (3) ». Selon M. Merlet, l'assistance n'était pas obligatoire dans le comté de Dunois. Mais il rapporte qu'à Fon-

1. L. Merlet. *op. cit.*, p. 298 et 299, note 1 ; Maurice Clément, *op. cit.* ; *Idem*, le 30 août 1575 à l'occasion d'un partage de communaux ; *Arch. du Cher*, E, 945.

2. ... « Il ne convient pas ne ne doit on souffrir que li mains et plus povre puissent empecier ce que le greigneur partie et le mix soufisant accordent ». Philippe de Beaumanoir, *Les coutumes du Beauvoisis*, ch. IV, n° 34. Nouv. éd. par le Comte Beugnot. Tome 1^{er}, p. 88 ; V. aussi Jousse, *op. cit.*, p. 131 ; M. Clément, *op. cit.*, p. 100. Le 23 août 1573, en seconde délibération, à Meneton-Salou, un abandon de communaux est consenti malgré l'opposition de 13 membres sur 313 électeurs. *Arch. du Cher*, E, 945.

3. La Poix de Freminville, *op. cit.*, p. 193.

tès, village du diocèse de Béziers, une ordonnance de l'intendant du 23 décembre 1742 punissait d'une amende de 10 livres tous habitants qui, sans excuse légitime, manquaient aux assemblées. A quelques années de là, le 24 novembre 1776, les habitants eux-mêmes requièrent une amende de cinq livres contre les absents « dûment avertis par le cri du précon fait la veille, selon l'usage, et au son des cloches. » M. Merlet cite également une ordonnance de l'Intendant Bertier de Sauvigny, du 1^{er} novembre 1770, édictant une amende de 10 livres contre tout habitant payant douze livres de taille et au-dessus qui aurait négligé de se rendre à l'assemblée dûment convoquée (1).

11. En principe nulle assemblée générale ne pouvait se tenir sans l'autorisation du seigneur haut justicier (2). Cette règle était générale en France tant en pays de droit coutumier que dans ceux de droit écrit, mais elle supportait quelques restrictions dans certaines coutumes. Ainsi, tandis que dans la coutume de Bourgogne le refus du seigneur était un empêchement radical, sauf aux habitants à se pourvoir au prince, c'est-à-dire à ses officiers du bailliage ou de la sénéchaussée, ce qui était la

1. L. Merlet, *op. cit.*, p. 19 et 20 ; p. 61.

2. Boutheiller, *Somme rural*, par Charondas le Caron, titre XIX, p. 795.

règle pour les communautés du royaume ; dans les coutumes d'Auvergne et de la Manche, l'autorisation du seigneur était toujours exigée en principe, mais s'il la refusait, les habitants pouvaient néanmoins se réunir à condition de ne traiter « que de choses licites et honnêtes » (1). Mais à supposer le principe de l'autorisation préalable exact (2), il nous semble certain que les habitants agissaient en fait, comme si elle était inutile.

12. Au premier marguillier appartenait le droit de convocation (3), que ne paraît jamais avoir eu le curé, du moins à partir du xvi^e siècle (4). Et toutefois, lorsque le marguillier en charge venait à décéder, une assemblée était convoquée pour le remplacer, ordinairement par le curé. — Les habitants prenaient parfois eux-mêmes l'initiative de la convocation (5).

1. La Poix de Fréminville, *op. cit.*, p. 186 et 187. Esmein. *Cours élémentaire d'hist. du dr. français*, p. 614 ;

2. V. en sens contraire de Tocqueville, l'*Ancien Régime et la Révolution*, éd. 1887, p. 39 ; Maurice Clément, *Etude sur les communautés d'habitants*, p. 80 et ss.

3. Jousse, *Tr. du Gouv. spir. et temp. des paroisses*, p. 124.

4. M. Maurice Clément, *op. cit.*, rapporte quelques exemples contraires : à Chavin, le 25 juin 1747, *Arch. de l'Indre*, H. 590 ; le 29 avril 1759, *Arch. de l'Indre*, H. 591 ; à Saint-Martin de Verton, le 7 juillet 1748, *Arch. de l'Indre*, G ; à Verneuill, le 1^{er} novembre 1723, *Arch. de l'Indre*, G.

5. Clément *op. cit.*, à Aire, 11 juin 1673, *Arch. de l'Indre*

13. La publication revêtait des formes variées : le curé, au prône de la messe paroissiale indiquait le jour et l'heure de l'assemblée (2). Parfois il était envoyé des billets à ceux qui avait le droit d'y assister, et ce, deux jours avant la réunion, sauf le cas de pressante nécessité. Enfin, suivant les localités, les « à sçavoir » se faisaient par cloches, clochettes, bassins, tambours ou sergents « suivant l'usage pratiqué » (3).

14. Pendant longtemps les assemblées générales de paroisse se tinrent sur la voie publique ou dans l'Eglise. Parfois on en trouve aussi dans la cour du presbytère, dans la sacristie, sous le chapiteau de l'église, devant la grille du cimetière, sous les halles, mais c'était l'exception ; le plus souvent elles se tenaient devant ou dans l'église. Les synodes et conciles protestèrent contre la licence que ces assemblées engendraient dans le saint lieu (4). On voit alors des assemblées se tenir soit chez le curé, soit

G. 202 ; à Maillac, le 11 mai 1642, *Arch. de l'Indre*, E. 609 ; le 20 septembre 1728, *Arch. de l'Indre*. E. 576.

2. Aux termes de l'art. 32 de l'Edit d'avril 1695, les curés sont déchargés de ces publications aux prônes. Isambert, *Recueil général des anc. lois fr.* Tome XX, p. 252.

3. La Poix de Freminville, *op. cit.*, p. 192.

4. Statut Synodal d'Oudard Hennequin, év. de Troyes, 1530 ; il défend à tous curés « de faire ou souffrir en l'Eglise ou cymetière d'icelle aucunes festes... ou autres assemblées illicites... » rapporté ds Merlet, *op. cit.*, p. 26, note 1.

chez un particulier (1) ; c'était tomber dans un autre abus.

Aussi, dès Henri II est-il fait défense de tenir aucunes assemblées en lieux privés ou particuliers à peine de nullité (2).

On voulait empêcher par là les brigues, monopoles et cabales des particuliers et contraindre les assemblées à siéger en lieu public « *in loco majorum* » (3).

13. A l'origine les assemblées se tenaient tant et si nombreuses fois qu'il était utile sans périodicité. Peu à peu l'usage s'établit de les tenir au moins deux fois l'an à certains jours marqués : la première fois pour l'élection des marguilliers, la seconde pour arrêter le compte du marguillier en exercice de comptable l'année précédente. Mais on les convo-

1. Lucien Merlet, *op. cit* , p. 29 ; Paroisse de Morée, le 1^{er} novembre 1589, p. 286 ; Paroisse de Membrolles, le 6 février 1667, p. 265.

2. « Et pour obvier aux monopoles et particulières intelligences qui se pourroient faire entre aucuns de nos dits et sujets ; nous faisons défenses à tous nos dits officiers et sujets de faire icelles assemblées, traiter ne délibérer d'affaires publiques en maison ou lieu privé et particulier... et ce sur peine de nullité des dites assemblées et crime de faux ». Déclaration de juin 1559, art. 7. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.* Tome XIII, p. 543.

3. Loiseau, *des Seigneuries*, ch. X, nomb. 87 ; Fréminville, *op. cit.*, p. 188.

quait en outre toutes les fois que cela était nécessaire, comme pour l'élection d'un commissaire des pauvres, d'un maître d'école, pour l'administration des biens de fabrique, etc... Ces réunions avaient rarement lieu en semaine ; le plus souvent elles se tenaient les dimanches à l'issue de la messe paroissiale ou des vêpres. Au XVIII^e siècle elles furent interdites les dimanches et fêtes pendant les offices publics de l'Eglise.

16. Outre la défense faite aux habitants de se réunir en lieux privés pour délibérer sur les affaires communes, on avait pourvu à la liberté du vote en édictant des peines contre ceux qui formaient « bende, monopole ou assemblée », proféraient des « injures ou reproches, » ou simplement « prenaient parti » avant qu'on leur eut demandé leur avis en plein conseil. Les infracteurs étaient pour toujours exclus des charges municipales et frappés d'amende arbitraire (1).

17. En règle, le vote avait lieu au suffrage universel et à la majorité ; en cas de partage d'opinions, la voix du premier marguillier prévalait. On votait d'ordinaire à haute voix ; les suffrages étaient don-

1. *Archives départementales de la Hte-Loire*, série E ; protocole du notaire Jean Maltrait, rég. 1, f. XVIII-XX.

nés un à un, sans interruption ni confusion. On procédait différemment dans certaines coutumes : ceux qui votaient pour la proposition se rangeaient d'un côté, ceux qui votaient contre se plaçaient en face. Ailleurs les votes étaient recueillis dans un chapeau qui servait d'urne électorale. En aucun cas le suffrage des absents n'était admis.

18. La présidence des assemblées générales de paroisse appartenait au premier marguillier (1). C'est lui qui proposait le sujet de l'assemblée. Les curés ou autres personnes qui avaient des propositions à faire pour le bien de l'Eglise et de la fabrique les soumettaient au marguillier pour être mises par lui en délibération (2). C'était encore au marguillier à diriger les débats, à recueillir les suffrages. En règle, le curé ne devait point présider ; nous trouvons cependant un certain nombre d'exceptions dans le comté de Dunois (3). Mais il avait droit à la première place, et donnait sa voix immédiatement avant

1. Jousse, *Tr. du Gouv. spir. et temp. des paroisses*, p. 125.

2. Jousse, *op. cit.*, p. 126.

3. Paroisse de Nottonville, assemblées des 11 janv. 1761, 1^{er} janv. 1764, 14 janvier 1770, 27 décembre 1775, 29 mai 1777, 26 décembre 1777, 29 décembre 1782, 27 décembre 1785. Merlet, *op. cit.*, p. 252 et 253. Paroisse de la Colombe, 29 mai 1690, 30 juin 1697. Merlet, p. 261. Paroisse de St-Hilaire la Gravelle, 3 assemblées. Merlet, p. 314. Paroisse de Patay, ass. du 15 janvier 1690. Merlet, p. 318.

celui qui présidait. Il paraît même que le curé, dans le cas exceptionnel où, par suite de la mort du premier marguillier ou de sa sortie de la paroisse, convoquait une assemblée pour procéder à son remplacement, ne la présidait point.

Le seigneur haut justicier pouvait assister aux assemblées, et à son gré les présider et recueillir les suffrages. Ainsi jugé pour la paroisse de Courcité, diocèse du Mans, par arrêt du 7 septembre 1758 (1). Il pouvait aussi se faire remplacer par le juge ou bailli (2). Cette opinion commune qui fait des seigneurs les présidents nés des assemblées d'habitants a été récemment combattue (3).

1. Rapporté dans Jousse, *op. cit.*, p. 126.

2. P paroisse de Saint-Lubin de Brou, 6 mars 1701, dans Merlet, *op. cit.*, p. 210.

3. « Si le seigneur prenait part aux délibérations de la communauté, c'était à titre personnel, comme résidant en la paroisse. Ordinairement il présidait, mais cette présidence lui venait de son influence locale ; on la lui accordait, elle ne lui était pas due... Lorsque les premières assemblées de la communauté s'étaient constituées, à l'origine même des villages, le seigneur n'existait pas encore ; on n'avait donc pu lui faire une part spéciale, et si, plus tard, dans quelques localités, il tenta d'abuser de son pouvoir pour confisquer à son profit les assemblées populaires, ces tentatives n'eurent pas de suite : l'assemblée de communauté demeura toujours la libre expression de la volonté de la majorité des habitants. » Lucien Merlet, *op. cit.*, p. 67 ; de Tocqueville, *l'ancien Régime et la Révolution*, éd. 1887, p. 39 ; Maurice Clément, *Etude sur les communautés d'habitants*, p. 95 et 207.

19. Il est très certain que l'assemblée générale de paroisse jouissait d'une grande liberté et que sa compétence était des plus étendues, embrassant à la fois la gestion des biens de la fabrique, de l'école et des pauvres. — Elle devait être convoquée pour la nomination des marguilliers, maîtres d'école, commissaires des pauvres, clercs, sacristains, etc. ; pour tous les actes ordinaires de la vie civile : acquisition à titre gratuit ou onéreux, aliénation de biens meubles ou immeubles, emprunts, échanges, transactions, emplois et remplois, comparution en justice en demandant ou en défendant, sauf pour le recouvrement des revenus ordinaires que le marguillier pouvait poursuivre sans y être spécialement autorisé. L'assemblée générale de paroisse recevait en outre les comptes des marguilliers, c'est elle enfin qui fixait les règlements intérieurs de l'église, en ce qui concernait par exemple la taxe des chaises, le gage des officiers de l'église, etc.

20. Au ^{xviii}^e siècle, les délibérations des assemblées devaient sans divertir être consignées sur registres tenus doubles ; elles devaient être écrites à la suite les unes des autres, sans laisser entre elles de blancs ou lacunes. Il suffisait que ces procès-verbaux fussent dressés par un marguillier ou par toute autre personne sachant écrire et choisie par l'assemblée ; mais très souvent ils l'étaient par un no-

taire (1). — Toutes personnes présentes devaient signer le procès verbal, au moins celles le sachant, sinon, il était réputé signé par elles (2).

Dans tout le comté de Dunois, M. Merlet ne trouve qu'un seul registre de délibérations, tenu par le curé. Cela tendrait à prouver que les procès-verbaux ne furent très longtemps rédigés que sur feuilles volantes et que cette coutume se maintint durant le XVIII^e siècle dans un certain nombre de localités (3).

21. Dès le début du XVIII^e siècle certains actes des assemblées furent soumis au contrôle comme l'étaient les actes des notaires (4). Il en était ainsi pour les délibérations portant nomination de Maires, Echevins, Capitouls, Jurats, Consuls, Procureurs, Syndics, Secrétaires, Greffiers, Receveurs et Administrateurs municipaux des villes, communautés d'habitants et autres. Pour chaque acte il était payé douze sols, compris quatre sols pour livre. Le contrôle était fait dans la quinzaine de la date des actes à la diligence des greffiers, secrétaires et échevins à peine

1. A Denizon, le 13 avril 1788, le procès-verbal est rédigé par le prieur curé. *Arch. du Cher*, G.

2. Jousse, *op. cit.*, p. 131 ; Fréminville, *op. cit.*, p. 193.

3. L. Merlet, *Des Ass. de Com. d'hab. dans l'Ancien Comté de Dunois*, paroisse de Romilly, p. 248.

4. Déclaration portant règlement pour la perception des droits du contrôle des actes des notaires, 20 mars 1708.

de 200 livres d'amende (1). Etaient seules dispensées du contrôle les délibérations concernant la police de l'administration intérieure des communautés, les résolutions prises pour intenter ou soutenir les procès relatifs aux biens communaux (2). Comme nous le verrons plus loin, les délibérations des assemblées furent parfois à cette époque soumises à l'approbation des Intendants pour être rendues exécutoires, et toutefois, malgré ces restrictions apportées à leur libre fonctionnement, ce fut encore dans les assemblées générales que se concentra la vie la plus active des habitants des villages jusqu'à la chute de l'ancien régime.

SECTION II

Le Curé.

22. Dans la paroisse rurale de l'ancien régime, le curé était l'un des personnages les plus influents. Il n'exerçait pas seulement une action spirituelle, dans bien des circonstances nous le voyons prendre une part active dans l'administration de sa paroisse : c'est à ce titre qu'il s'impose à notre examen.

1. Fréminville, *op. cit.* p. 195. Arrêt du Conseil, 4 mars 1720.

2. *Ibidem.* Arrêt du Conseil, 30 décembre 1727.

La place importante que le curé occupait dans le village n'est point pour surprendre. En ces temps où la culture intellectuelle était peu développée, l'autorité du curé s'imposait avec tout l'ascendant qu'a le savoir sur l'ignorance. Si l'on songe en outre à la foi du peuple à cette époque, et au besoin qu'il avait de protection, on ne s'étonnera guère de le voir se grouper autour du curé à la fois ministre de Dieu et défenseur des faibles.

Les curés sont très anciens dans l'Église ; ils y occupent un rang qui est après celui des évêques (1). Dès le ^{xii}^e siècle, on trouve un curé par paroisse ; les textes lui donnent les noms de *presbyter*, *presbyter curatus*, *parochus*, *curatus parochiæ*, *rector*, *capellanus*, *capellanus regens parochialem ecclesiam*, *plebanus*. Le mot *curatus* employé seul est rare avant le ^{xiv}^e siècle (2).

Citoyen jouissant comme les autres citoyens de la plénitude des droits civils (3), le curé est « un prêtre

1. Conc. Triden. Sess. XXII. De Sacramento ordinis can. VII *Sacrosancta concilia*, Labbé et Cossart, tome XIV, p. 864, C.

2. Achille Luchaire, *Manuel des Institutions françaises*, Paris, Hachette, 1892, p. 6.

3. La capacité de recevoir par donation entre vifs et par testament fut néanmoins restreinte par une jurisprudence très ancienne interprétant largement l'art. 131 de l'ordonnance de 1539. Isambert, XII, p. 627. D'autre part les Canons défendirent toujours aux prêtres de faire le commerce « *negotiatorem clericum et ex inope divitem quasi quam-*

tre préposé pour faire la fonction d'un bon et véritable pasteur dans l'étendue de la paroisse où il est établi » (1).

M. Luchaire en donne cette autre définition : « c'est un prêtre qui a reçu de l'autorité ecclésiastique la charge d'âmes (*cura animarum*) et qui exerce le ministère pastoral sur les fidèles d'une paroisse » (2).

23. En principe il appartenait à l'évêque seul de recruter son clergé et d'en nommer les dignitaires(3). Au cas où plusieurs candidats se présentaient, l'évêque devait choisir le plus capable et préférer « celui du diocèse et natif du lieu à l'étranger » (4)

A cette règle que les évêques pourvoyaient seuls aux cures, il y avait une double exception : par tradition de ce qui avait dû se passer aux origines de l'Église chrétienne, les fidèles de certaines paroisses conservèrent longtemps le droit d'élire eux-mêmes leur curé. Il subsiste des vestiges de cet antique

dam fuge ». V. dans Marie, p. 11. V. aussi art. 1. Edit du 4 avril 1540, Isambert XII, p. 671.

1. Jousse, *Traité du Gouv. spir. et temp. des Paroisses*, p. 246 et 247.

2. Luchaire, *op. cit.*, p. 6.

3. Esmein, *Cours élémentaire d'Histoire du droit français*, 3^e édition. Paris, Larose, 1898, p. 161 ; Art. 4, ord. d'Orléans, janvier 1560 ; Isambert XIV, p. 65 ; Art. 14, ord. de janvier 1629 (Code Michaud) ; Isambert, XVI, p. 229.

4. Art. 13. Ordonnance de janvier 1629, Isambert, XVI, p. 229.

usage jusqu'à la fin du xvi^e siècle comme le témoigne un procès-verbal du 15 mai 1580 (1). D'autre part, des églises et chapelles furent érigées en grand nombre aux frais de propriétaires qui réclamèrent, pour eux et leurs successeurs, le droit de désigner les ecclésiastiques qui devaient desservir ces établissements.

24. Parmi les conditions requises pour entrer dans le clergé, il n'en est qu'une qui fut pour un temps imposée par le pouvoir central. Il fallait en effet, sous les Mérovingiens, une autorisation royale constatant que le candidat ne devait point le *casus* personnel. Cette exigence maintenue par la législation de Charlemagne tomba d'ailleurs en désuétude au cours du ix^e siècle (2).

L'autorité ecclésiastique était pour le surplus absolument indépendante. Toutefois les conditions qu'elle exigeait des candidats aux cures furent peu à peu requises par l'autorité royale elle-même.

Ceux qui sont nommés pour être pourvus de cures

1. A Morée, soixante et onze habitants se réunissent devant la principale porte de l'Eglise et disent... « qu'ilz se contentent de Jehan Aurain et qu'ils l'ont pour agréable pour leur curé comme estant capable et suffisant pour exercer ladicte cure,... et en tant que besoing est ou seroit l'ont nommé et esleu pour leur curé ». L. Merlet, *Des Assemblées de Communautés d'habitants dans l'ancien comté de Dunois*, Châteaudun, 1887, p. 300.

2. Esmein, *op. cit.*, p. 161.

doivent présenter certaines qualités morales et physiques. Ils doivent être de bonne vie, mœurs, religion, littérature (1), âgés de vingt-cinq ans accomplis (2), constitués dans l'ordre de prêtrise. Cette dernière condition ne fut pas toujours exigée, mais l'Eglise en tout temps, recommanda à ceux qui ont charge d'âme de s'y faire promouvoir (3).

Les cures et autres bénéfices qui sont à charge d'âmes ne pouvaient être obtenus par des religieux mendiants. Les religieux non mendiants en étaient également exclus en principe, sauf dans le cas où la cure était affectée à leur ordre par la fondation même. Il advint aussi que ces religieux, par suite de l'infériorité du clergé séculier, furent appelés à desservir certaines cures ; ce fut l'origine des prieurés-cures. Outre les religieux mendiants ou non, étaient aussi exclus des cures les étrangers, à moins qu'ils n'aient obtenu des lettres de « naturalité » (4). Les curés ne pouvaient posséder ni prébende, ni cano-

1. Art. 4. Ord. d'Orléans, janvier 1560. Isambert. *Rec. anc. lois fr.* XIV, p. 65 ; art. 14. ord. janvier 1629 (Code Michaud). Isambert. *Rec. anc. lois fr.*, XVI, p. 229 ; art. 3. Edit. d'avril 1695. Isambert XX, p. 244.

2. Conc. Triden. Sessio XXIII, Decretum de reformatione, cap. XII. Labbé et Cossart, p. 869, A.

3. Luchaire, *op. cit.*, p. 6.

4. Art. 4, 2^e ord. de Blois, mai 1579 ; Isambert, XIV, p. 383, *idem* pour les pays réunis. Edit. de janvier 1681. Isambert, XIX, p. 259.

nicat, ni autre bénéfice sujet à résidence ; ils ne pouvaient être promoteurs ou officiaux (1).

Les curés devaient posséder un degré suffisant d'instruction dont l'évêque était juge (2). S'ils étaient désignés par un patron, ils ne pouvaient s'immiscer dans les fonctions spirituelles « sans mission et institution canonique », sans obtenir le visa de l'évêque diocésain ou de son grand vicaire (3).

Il faut remarquer que les cures ne pouvaient à la fin de l'ancien régime être desservies par prêtres amovibles (4).

Pour que le curé fut investi légalement du pouvoir curial, il fallait qu'il fut présenté (s'il échéait), par le fondateur ou patron de l'église paroissiale à l'évêque du diocèse. Le récipiendaire devait avoir subi un examen (5) et reçu l'institution canonique de l'évêque.

Le curé recevait ensuite l'investiture par l'anneau, prêtait serment (*fidelitatis, homagium*) au chef du diocèse, souvent aussi au patron de l'église paroiss-

1.... Art. 14. Ord. de janvier 1629 ; Isambert, *Rec. des anc. lois fr.* XVI, p. 229.

2. Art. 14. Ord. de janvier 1629. Isambert, XVI, p. 229.

3. Mémoires du Clergé. Tome II, part. I, p. 95 ; Tome II, part. 2, p. 40, 61 et ss. ; art. 7. Ord. de janv. 1629. Isambert, XVI, p. 227.

4. Déclaration du 29 janvier 1686 ; Isambert, XIX, p. 543 ; art. 24, édit. d'avril 1695 ; Isambert, XX, p. 254.

5. Art. 14. Ord. de 1629 ; Isambert, XVI, p. 229.

siale ; il était installé par l'archiprêtre, parfois appelé doyen rural, qui pouvait se faire remplacer par les notaires apostoliques auxquels il adressait ses lettres à cet effet (1).

25. Le curé institué et installé devait garder une exacte résidence ; c'est ce qui est prescrit en termes formels par les ordonnances d'Orléans, art. 5 et 21 ; de Blois, art. 14 et 18, et de Melun, art. 5 (2). Il ne pouvait s'absenter que pour cause juste, connue et approuvée de l'évêque, et après s'être fait remplacer par un vicaire (3).

S'il était seul prêtre, il devait dire la messe solennelle les dimanches et fêtes, à heure fixe, notwithstanding défenses contraires émanant des seigneurs ou autres personnes. Il devait également aux mêmes jours faire le prône à ses paroissiens, les instruire des choses nécessaires à leur salut « *cum brevitate et facilitate* » (4).

Il ne pouvait prendre un vicaire qu'en cas de nécessité, mais quand il en avait un, les deux messes

1. Jousse, *Tr. du gouv. spir. et temp. des paroisses*, p. 321.

2. Ord. d'Orléans, janvier 1560, Isambert, XIV, p. 65 ; ord. de Blois, mai 1579, Isambert, XIV, p. 385 ; Edit. de Melun, février 1580, Isambert, XIV, p. 466.

3. Conc. Trident. Sess. XXIII, cap. I, Labbé et Cossart, p. 866, A.

4. Conc. Trident, Sess. V, chap. II. Labbé et Cossart, 755, B.

devaient se dire à des heures différentes réglées pour la commodité des habitants, et la fixation n'en devait pas être dérangée (1).

26. Le curé ne pouvait être suspendu ou destitué que par l'autorité ecclésiastique. Il faut remarquer en effet que l'immovibilité qui fut la règle dès le milieu de l'ancien régime, ne signifie ni la perpétuité absolue du titre, ni l'irrévocabilité du titulaire. Le Concile de Trente permet en effet aux évêques de déposer les curés reconnus indignes de leurs charges, pourvu qu'ils se conforment aux constitutions ecclésiastiques (2).

Le droit de coercition était ordinairement exercé par l'évêque dans le synode (3); mais le pouvoir civil n'était pas complètement désarmé devant les écarts possibles du clergé. Il était de règle très ancienne en effet qu'il pouvait agir par voie de saisie du temporel. C'est en sa qualité d'Evêque du de-

1. La Poix de Fréminville, *Traité du gouvernement des biens et affaires des communautés d'habitans*, p. 468.

2. Conc. Triden Sess. XXI, cap. VI « ... eos vero qui turpiter et scandalose vivunt postquam præmoniti fuerint, coerceant ac castigent. Et si, adhuc incorrigibiles in sua nequitia perseverent, eos beneficiis, juxta sacrorum canonum constitutiones exemptione et appellatione quacumque remota, privandi facultatem habeant ». Labbé et Cossart, p. 850. D.

3. Luchaire, *Manuel*, p. 10, reportant au journal des visites d'Eudes Rigaud, p. 379.

hors, que le roi de France exerçait cette action sur le clergé.

Et toutefois, la saisie du temporel ne pouvait s'exercer que dans des cas limitativement prévus, en sorte qu'en principe on ne devait pas craindre les saisies arbitraires (1). En outre, notons que le droit de saisie appartenait aux Parlements, à la requête des Procureurs généraux (2). « La saisie des biens ne se fait en aucun cas dans ce Royaume que par l'autorité du Juge Royal... On admet en France cet autre privilège des ecclésiastiques qu'on ne puisse saisir le revenu de leur bénéfice sans leur laisser de quoi vivre, *deducto ne egeant... Publice enim expedit ne homines ejus ordinis, vel miniam paupertatem vel ignominiam patiantur* (3). »

27. Les fonctions curiales devaient être exercées par le curé lui-même à peine de saisie du temporel (4). S'il avait un ou plusieurs « adjoints ou vicaires »

1. Ord. d'Orléans, janvier 1560, art. 5, 8, 12, 13, 21 et 23. Isambert, *Rec. des anc. lois fr.* XIV, p. 65 et s.; ord de Blois, mai 1579, art. 8, 10, 14 et 52. Isambert, XIV, p. 384 et ss.

2. Art. 2. Déclaration royale du 16 avril 1571 ; Isambert, XIV, p. 234 ; art. 16. Ord. de Blois, mai 1579 ; Isambert, XIV, p. 386.

3. Durand de Maillane, *Dictionnaire de Droit canonique et de Pratique bénéficiale*, 2^e édition. Tome IV. Mot : Saisie. Lyon, Duplain, 1770, p. 425, 2^e col.

4. Art. 5. Ord., janvier 1560, Isambert, XIV, p. 65.

choisis par lui et approuvés par l'évêque, il pouvait sans doute, en cas de légitime empêchement se décharger sur eux de partie de ses obligations, mais il ne devait pas s'en rapporter entièrement à eux (1). Ses fonctions sont en effet personnelles, et il y est obligé de droit divin (2). A côté de lui, et pour l'exercice du ministère sacré, on trouvait parfois des ecclésiastiques chargés de confesser ou de prêcher dans la paroisse (3), enfin de simples clercs chargés des offices intérieurs de l'Eglise. Mais ces divers auxiliaires ne jouèrent aucun rôle dans l'administration locale, aussi nous suffit-il de mentionner leur existence. Il en fut autrement des marguilliers à l'étude desquels nous arrivons.

SECTION III

Les marguilliers.

28. Les marguilliers, encore appelés *maircgliers*, *gagers*, *gagiers*, ou *gaigers*, *fabriciens*, *procureurs*, *procuriseurs* ou *entremetteurs d'Eglise*, sont ceux qui

1. Conc. Triden. Sess. V, cap. II. Labbé et Cossart, p. 755, B.

2. Conc. Triden. Sess. XXIII, cap. I. Labbé et Cossart, p. 861, B.

3. Jousse, *Traité du gouv. spir. et temp. des paroisses*, p. 185.

ont l'administration des affaires temporelles d'une paroisse et ont soin de la fabrique (1).

29. La règle est que tous paroissiens pouvaient être marguilliers. Il y avait pourtant des cas de dispense et des cas d'exclusion. Étaient dispensés les professeurs des Universités (2) ; les trésoriers de France (3) ; la question était controversé pour les lieutenants de l'Amirauté, les receveurs des consignations, les officiers des eaux et forêts, les officiers de la maison du roi (4). Un arrêt du 1^{er} octobre 1613 étend la dispense à un médecin (5).

Malgré d'anciens usages locaux les femmes furent exclues de ces charges (6), il en fut de même

1. La Poix de Fréminville, *Traité du gouvernement des biens et affaires des communautés d'habitans*, p. 518.

2. Arrêt du 26 février 1673, v. Jousse, *Tr. du gouv. spir. et temp. des par.* ; p. 137.

3. L'arrêt du 26 juin 1704 oblige néanmoins un Trésorier de France à remplir la fonction de marguillier.

4. Jousse, *op. cit.*, p. 137.

5. Sauvageau, *Arrests et Règlements du Parlement de Bretagne* ; Nantes, Maréchal, 1712, part. III, ch. XXX, p. 6.

6. L'arrêt du 24 juillet 1600 fait « inhibitions et défenses aux intimez de plus eslire femmes pour bailleresses, nonobstant la coustume inveterée par eux alléguée, qui estoit et est plustot corruptele, et leur enjoint la Cour de se servir en telles charges du ministère d'homme »... Chenu, *Recueil de réglemens notables tant généraux que particuliers donnés entre ecclésiastiques*, 4^e éd. Paris, Buon, 1611. Tit. I, ch. XI, p. 42 ; Charles Fevret, *Traité de l'abus*, 4^e éd., Lyon, de Ville, 1689. Liv. IV, ch. IX, art. 6, p. 405.

des curés, car seuls les laïques pouvaient être élus marguilliers (1). Cependant nous trouvons une exception à cette règle dans la paroisse de Saint-Valérien de Châteaudun le 7 mai 1671 (2). — Un arrêt du Parlement de Rouen du 8 mars 1736 statuant pour toutes les paroisses de son ressort, fait en outre défense aux habitants de nommer à l'avenir pour trésoriers, les seigneurs et gentilshommes, les juges en chef, avocats et procureurs du roi des bailliages et vicomtés, dans les paroisses dépendantes de leur juridiction (3).

Les liens du sang pouvaient encore être une cause d'exclusion ; il en était ainsi quand il y avait déjà dans la paroisse un marguillier avec qui on était parent au degré de père, fils, gendre, frère, beau-frère, oncle et neveu (4).

Les marguilliers devaient être de bonne vie et mœurs, d'une probité reconnue, savoir lire et écrire, et pouvoir, étant donné leur état et pro-

1. Chenu, *Recueil de réglemens notables tant généraux que particuliers donnés entre ecclésiastiques*; tit. I, ch. XII, p. 42 et ss.

2. Lucien Merlet, *Des Assemblées de communautés d'habitants dans l'ancien comté de Dunois*, Châteaudun. Pouillier, 1887, p. 139.

3. Arrêt rapporté dans Jousse, *op. cit.*, p. 133.

4. Arrêt du Parlement du 30 mai 1718, ch. III, art. 4, v. Jousse, *op. cit.*, p. 136.

fession, remplir avec assiduité les devoirs de leur charge (1).

30. Les marguilliers étaient élus par l'assemblée des paroissiens (2). Longtemps l'élection eut lieu au suffrage universel auquel les femmes veuves paraissent bien avoir pris part. Mais nous avons vu que dès le ^{xvii}^e et surtout au ^{xviii}^e siècle, le droit de suffrage fut parfois restreint aux notables ou aux paroissiens qui payaient un certain minimum de taille. Toutefois, dans la plupart des paroisses rurales, tous les paroissiens continuèrent à voter pour l'élection des marguilliers (3). Le seigneur de la paroisse n'avait pas le droit de nommer les marguilliers (4). En ce sens, arrêt du Parlement de Bretagne du 19 octobre 1617 (5), l'évêque ou l'official ne le pouvait également sans commettre d'abus (6). Mais

1. Art. 11. Règlement du 25 février 1763, rapporté dans Jousse *op. cit.*, p. 135.

2. L. Merlet, *op. cit.*, p. 305.

3. Jousse, *op. cit.*, p. 120 ; Guyot, *Répertoire universel et raisonné de Jurisprudence*, mot : Assemblée de paroisse, tome I, p. 682.

4. V. en sens contraire Boutheiller, *Somme rurale*, p. 70. Son opinion est d'ailleurs combattue par son annotateur, Charondas le Caron, p. 72.

5. Arrêt du Parlement de Bretagne, 19 octobre 1617. V. Jousse, *op. cit.*, p. 135.

6. Charles Fevret, *Traité de l'Abus*, 4^e édition, Lyon, de Ville, 1689. Liv. IV, ch. IX, art. 2, p. 402 ; Chenu, *Recueil*
Fleurquin

il ressort d'un acte de Saint-Denis-les-Ponts du 17 mai 1676 qu'en cas de besoin le bailli pouvait nommer les gagers d'office (1).

L'assemblée, pour l'élection d'un marguillier était convoquée par les marguilliers en charge. S'il s'agissait de remplacer un marguillier décédé ou ayant quitté la paroisse, nous avons vu que le curé, en certaines localités, convoquait l'assemblée.

La nomination était faite à la pluralité des suffrages sans que celui des absents fut admis. Le vote avait lieu à haute voix. Anciennement, les marguilliers nouvellement élus étaient astreints à prêter serment. Cet usage disparut et l'arrêt du 5 mars 1704 consacre cette disparition (2).

31. La durée des fonctions des marguilliers ne paraît pas avoir été réglementée à l'origine. Il est probable que pendant longtemps ils demeurèrent en charge aussi longtemps qu'ils la voulaient bien conserver. Mais peu à peu, l'habitude se prit de procéder à des élections périodiques. Un arrêt du 19 janvier 1716 porte que l'élection se fera tous les ans

de réglemens notables, tant généraux que particuliers.
Tit. I, ch. XII, p. 47.

1. L. Merlet, *op. cit.*, p. 491.

2. *Recueil des actes, titres et mémoires concernant les affaires du Clergé de France.* Paris, Desprez, 1768. Tome III, tit. VI, ch. IV, p. 1570 et 1571.

le jour de Pâques, l'après-midi, après le service divin (1).

Un arrêt de règlement du Parlement du 11 août 1690 également rapporté par Fréminville, avait limité à deux années le service des marguilliers ; mais, supposant qu'il en était plusieurs dans la même paroisse, il décide que l'élection aura lieu chaque année de manière que le marguillier demeurant en charge puisse instruire celui qui y entre.

32. Les fonctions de marguillier n'étaient pas enviées ; il fallait souvent que le curé exerçât une contrainte morale sur l'élu pour le décider à accepter sa charge. En d'autres circonstances les habitants usaient de moyens plus persuasifs : ils promettaient des avantages à l'élu récalcitrant ; c'est ainsi que les habitants de Villebroust, le 7 février 1706 promettent au marguillier qu'il ne sera jamais collecteur et ne paiera que 20 sols pour toute taille (2).

1. La Poix de Fréminville, *Tr. du gouv. des biens et off. des Com. d'hab.*, p. 519.

2. L. Merlet, *op. cit.*, p. 283.

CHAPITRE II

LA COMMUNAUTÉ

Section I. L'Assemblée générale de Communauté. — 33. Origine. — 34. Composition. — 35. Présidence. — 36. Objet des délibérations. — 37. Agent d'exécution. — 38. Conclusion.

Section. II. Le Syndic. — 39. Définition et origine. — 40. Nombre. — 41. Nomination. — 42. Action de la Royauté. — 43. Des Intendants. — 44. Nature juridique des fonctions de syndic. — 45. Situation des syndics.

SECTION I

L'Assemblée générale de Communauté.

Nous avons exposé à propos des assemblées générales de paroisse, les règles communes aux diverses assemblées des habitants. Il nous suffit présentement de justifier la place distincte que nous accordons à l'assemblée générale de communauté en indiquant ce qui la distingue de l'assemblée de paroisse.

Nous n'avons sans doute aucune preuve directe

et d'évidence à opposer aux auteurs qui ne distinguent pas entre ces assemblées, mais notre opinion se fonde sur l'ensemble des considérations suivantes :

33. L'assemblée générale de communauté diffère quant à son origine de celle de paroisse. — Ce fait semble incontestable (sans qu'il soit besoin de rapporter des textes très difficiles à trouver avant l'érection des paroisses), si l'on admet l'existence de biens communaux avant le XII^e siècle. Or, sans rechercher le bien fondé de cette opinion généralement admise aujourd'hui, mais nous étayant sur elle, il est logique, nécessaire même d'admettre que les habitants, avant de se réunir pour délibérer sur les intérêts paroissiaux, s'assemblaient déjà pour traiter de leurs intérêts communaux.

34. D'origine différente, les assemblées de communauté et de paroisse ne différaient-elles pas quant à leur composition ? — La négative est ordinairement soutenue, mais il faut ici se garder d'une confusion. Nous concédons volontiers qu'en fait les règles pour l'admission aux anciennes assemblées de communauté furent aisément adoptées par ceux-là même qui songèrent à créer les assemblées paroissiales ; si l'on proposait aujourd'hui de les réorganiser, il ne serait point surprenant que l'on pensât à y admettre tous les citoyens qui jouissent du

droit de faire partie du corps électoral municipal ; mais de ce que les mêmes conditions furent requises pour siéger aux assemblées de paroisse et de communauté, ne s'ensuit pas nécessairement que les mêmes personnes aient pu, au même titre, prendre part aux délibérations des unes et des autres. L'existence de plusieurs assemblées de paroisse dans une même communauté (1) et le fait plus rare il est vrai d'assemblées de communauté multiples dans une même circonscription paroissiale (2) sont des preuves directes de ce que nous avançons. Il est certain que dans le premier cas, l'électeur communal ne pouvait indifféremment siéger dans l'une ou l'autre assemblée paroissiale, et que dans le second, l'électeur paroissial appartenait à telle com-

1. Il en était normalement ainsi dans les paroisses qui, par suite de leur extension, avaient subi la « divisio ». Ex : La communauté du Pin comprenait 2 groupes paroissiaux ; celui du Pin et celui de Badecon. *Arch du Cher*, G. 30 ; celle de Chavin s'étendait sur le Puichebeau et sur le Nemour. *Description générale du pais et duché de Berry et diocèse de Bourges*, 1567, éd. Aupetit, 1883, p. 162.

2. Ce fait se produisait à l'inverse en cas de jonction de paroisses. Dans la paroisse de Menotey par exemple, se trouvaient trois communautés. V. Abbé Jacques, *Menotey*. La Royauté s'efforça de réunir au « Corps de la Paroisse » les hameaux qui en avaient été désunis. V. *Mémorial alphabétique*, mot Hameau, 1^{re} partie, p. 266. V. plusieurs demandes de jonctions de paroisses dans Clément, *op. cit.*, p. 245, 237, 238, 239.

municipalité et non à telle autre (1). La confusion vient de ce que, dans la très grande majorité des cas, les paroisses s'ajustèrent en quelque sorte sur les communautés ; dès lors les électeurs des unes furent électeurs des autres. Mais si fréquent qu'eût été ce fait, il ne doit pas nous empêcher de discerner le principe. D'ailleurs la plupart des auteurs admettent une tendance de différenciation vers la fin du xvii^e siècle qui va s'accusant au cours du xviii^e. Cette séparation des deux domaines religieux et communal s'explique aisément si l'on admet qu'ils furent dans leur essence toujours distincts, bien qu'une vie commune de plusieurs siècles ait parfois rendu confuses les limites de leurs attributions respectives ; elle ne trouve que plus difficilement explication si les assemblées étaient de genre unique. L'opinion adverse constate bien la différenciation des deux éléments à la fin de l'ancien régime, elle n'en propose à notre connaissance aucune raison d'être suffisante (2).

35. En outre il est très certain que la présidence de certaines assemblées appartenait aux marguilliers et que la présidence de certaines autres revenait aux syndics. Comment admettre cette dualité quant au droit de présidence s'il n'y avait pas deux as-

1. C'est ce que reconnaît M. M. Clément, *op. cit.*, p. 10.

2. L. Merlet, *op. cit.*, p. 252, n. 1.

semblées distinctes, deux intérêts différents à débattre. « Les habitants des villes et bourgs qui ont des maires ne peuvent tenir d'assemblées qu'elles ne soient convoquées de leur autorité à moins qu'ils ne soient absens, ou malades, auquel cas le premier échevin a le droit de la tenir; mais si ces habitans par cabale ou autrement faisaient tenir une assemblée devant un notaire ou autre officier de police dans un tems où les Maire, Syndic, Echevins ou Juges du lieu ne seroient pas absens, il est certain que cette assemblée seroit nulle suivant les ordonnances »... (1) Pourquoi n'est-il pas fait mention des marguilliers dans cette liste, si ce n'est parce qu'il s'agit dans l'espèce de présider une assemblée de communauté et non de paroisse.

36. L'objet des assemblées différerait également (2). A part certaines exceptions où, comme nous l'avons dit déjà, le fonctionnement parallèle et simultané des deux institutions avait pu produire une notable fusion surtout du XII^e au XV^e siècle, nous trouvons constamment dans les actes et procès-verbaux d'assemblées, les questions paroissiales agitées dans

1. Arrêt du Conseil du 24 mai 1733 qui casse une assemblée d'habitants et la délibération par eux faite sans la participation du syndic. Fréminville, *Tr. du gour. des biens et aff. des Com. d'hab.*, p. 493.

2. C'est ce que reconnaît M. Merlet lui-même, p. 42 et p. 252, n. 1.

des assemblées présidées par le marguillier et les affaires communales résolues dans celles que préside le syndic (1).

Puis, si l'assemblée générale se confondait avec l'assemblée de communauté, si « l'Église était une part du patrimoine commun » il devait y avoir assimilation complète entre les biens communaux et de fabrique. Monsieur Merlet donne à l'appui de sa thèse des exemples qui ne paraissent ni heureux, ni concluants. Prenons le plus topique : « En 1703, à St-Claude Froidmentel, les habitants, n'ayant aucun argent pour payer les frais d'un procès pendant avec les habitants de la Bazoches-Gouet, décident qu'on empruntera la somme nécessaire, et comme ils ne trouvent pas à faire d'emprunt, ils mandent aux gagiers de livrer au syndic les sommes qu'ils ont entre les mains » (2). — Il s'agit d'un procès avec la communauté voisine, affaire purement communale. La communauté doit payer les frais de procès; elle s'enquiert si elle a de l'argent (Or, notons tout de suite que le marguillier dispose de sommes liquides). La communauté constate qu'elle n'en a point et décide un emprunt. Cet emprunt ne pouvant se réaliser,

1. Dans les premières on parle des dîmes (Merlet, p. 168), des affaires de la fabrique (Merlet, p. 170) ; dans les secondes on parle des tailles (p. 168), des nominations d'assesseurs et collecteurs (p. 169), etc.

2. L. Merlet, *op. cit.*, p. 36 et 37.

elle ordonne alors au marguillier de verser l'argent entre les mains du *syndic*. — Si le patrimoine de la fabrique était tout un avec celui de la communauté, pourquoi les habitants constatent-ils d'abord qu'ils n'ont « aucun argent » ? Celui qui doit et possède de l'argent disponible constate-t-il qu'il n'en a pas et doit emprunter ?... La vérité est que les habitants ne se faisaient pas scrupule en cas de nécessité de pratiquer d'indélicates expropriations. Nous avons du reste lu avec attention les procès-verbaux des diverses assemblées d'habitants, et toujours nous y avons vu opposer les biens de la fabrique aux biens de la communauté, appelée paroisse dans les textes. C'est ainsi que le 22 février 1637, 24 habitants de Nottonville donnent pouvoir aux collecteurs de délivrer au *syndic* la somme de 30 livres « pour vaquer aux affaires et procès de la *paroisse* » ; (1) au contraire 20 habitants de Thiville consentent le 8 décembre 1608 « que les *gagiers* des-chargent moyennant la somme de 45 livres la veuve Estienne Tricquet, des réparations qu'elle est tenue faire en une petite mesure... appartenant à la *fabrique* » (2).

37. Enfin les assemblées avaient-elles même

1. Lucien Merlet, *Des Ass. de com. d'hab. dans l'anc. comté de Dunois*, p. 252.

2. L. Merlet, *op. cit.*, p. 197.

agent d'exécution ? Non encore, et il est très certain que le marguillier agissait pour la paroisse et le syndic pour la communauté (1).

Parmi les procès-verbaux d'assemblée que nous avons pu lire, aucun n'accuse l'état de confusion que suppose la thèse adverse.

38. D'ailleurs nous voyons certains auteurs qui assimilent l'assemblée de communauté à l'assemblée de paroisse, les biens de fabrique aux biens communaux, témoigner d'une certaine indécision ou du moins apporter de larges tempéraments au principe qu'ils formulent d'abord (2).

Après avoir exposé page 36 que la paroisse et la communauté étaient au xiv^e siècle une seule et même chose, que l'Eglise était une part du patri-

1. En voir une confirmation dans l'exemple plus haut cité de St-Claude Froidmentel ; « les habitants mandent aux *gagers* de livrer au *syndic* les sommes qu'ils ont entre leurs mains ». Merlet, *op. cit.*, p. 36 et 37. C'est ce que reconnaît aussi M. Clément, *op. cit.*, p. 120 « au xviii^e s. on trouve dans presque toutes les paroisses un syndic ou quelquefois deux. Le syndic est le premier fonctionnaire de la communauté. Le procureur de la fabrique n'a plus que des attributions strictement limitées aux besoins du culte ».

2. L. Merlet, *op. cit.*, p. 252, n. 1. « Cette observation que nous croyons parfaitement exacte pour toutes les assemblées antérieures au xviii^e siècle nous paraît moins vraie dans les dernières années de la monarchie » ; Maurice Clément, *Etude sur les communautés d'habitants dans la province du Berry*, Châteauroux, Majesté, 1893, p. 89 et 189.

moine commun, M. Merlet, page 38, distingue très bien à propos de l'édit de 1667 entre les « communaux » et les « biens de fabrique ».

Nous nous croyons donc fondés à dire que l'expression d'assemblée d'habitants est exacte si l'on comprend par là les assemblées de paroisse et de communauté ; mais elle doit se garder de laisser supposer leur assimilation, ce qui serait une erreur surtout à la fin de l'ancien régime. Il ne se crée pas entre elles une séparation, mais la séparation s'accroît de plus en plus.

SECTION II

Le Syndic.

39. « Les Syndics ou Procureurs syndics sont ceux qui sont élus dans les communautés ou corps pour avoir le soin des procès et des affaires de la communauté » (1). Comme ceux qui composent une communauté, ne peuvent pas agir tous ensemble pour leurs affaires communes, « ils peuvent proposer des personnes qui en prennent soin, auxquelles on donne ordinairement le nom de syndics » (2).

1. Domat. *Les lois civiles dans leur ordre naturel*, nouvelle éd. Paris, Bailly, 1777. Tome II, tit. XV, sect. IX, p. 105. 2^e col.

2. Claude Joseph de Ferrière, *Dictionnaire de droit et de pratique* ; nouv. édit. Dupleix, 1773, mot : Syndic. Tome II, p. 804.

L'apparition des syndics ne fut pas universelle et concomitante. Dans certaines régions il y eut des syndics permanents, dans d'autres ils furent temporaires, dans d'autres enfin, on n'en vit que dans un temps très avancé. En France les premiers syndics apparaissent au ^{xiii}^e siècle sous le nom d'establis (1), mais ils reçurent peu à peu des qualifications nouvelles ; leur nom et leurs attributions variaient suivant les provinces et les localités (2). En Bourgogne on ne les distingue guère des anciens « Corniers » et des « Prud'hommes » (3).

Il est assez difficile vu l'état des sources de dire à quel propos furent élus les premiers syndics. Il est probable que le seigneur du village ne pouvant ou ne voulant entreprendre des travaux d'utilité générale, les habitants s'entendirent pour les réaliser eux-mêmes et à frais communs, nommant des représentants dont les fonctions étaient limitées à une affaire déterminée (4).

1. Albert Babeau, *Le Village sous l'ancien régime*, Paris, Didier et Cie, 1878, p. 47.

2. La Poix de Fréminville, *Tr. du Gouv. des biens et aff. des com. d'hab.*, p. 145.

3. Joseph Garnier, *Chartes de communes en Bourgogne*, II, 281, 424.

4. Les représentants ou procureurs devaient au ^{xiii}^e s. être « mis et établi de par le seigneur qui a justice de le vile et par l'acort de tout le monde ». Philippe de Beaumanoir, *les Coutumes de Beauvoisis*, par le comte Beugnot, nouv. édit., ch. IV, n. 17, tome I, p. 80.

Le choix de ces procureurs, dit Beaumanoir, était fait en présence du seigneur, et en cas d'opposition de sa part, en présence du seigneur supérieur. Pour M. Garnier, le droit d'avoir des représentants résultait fréquemment pour les habitants d'une concession du seigneur (1).

Nous estimons que l'apparition des syndics fut dans un certain nombre de cas la conséquence d'une longue évolution. Il existait dans la cité Franke des boni homines, héritiers des anciens décurions. Ces boni homines étaient des hommes d'âge, expérimentés et sages. Louis le Débonnaire ordonna aux missi de choisir dans chaque comté les meliores et les veraciores pour les enquêtes et le service d'assistants aux plaids du comte. — Les seigneurs s'adressèrent à ces mêmes hommes pour assister aux jugements ; ils leur témoignaient en toutes occasions une considération singulière ; aussi les villageois eurent-ils naturellement l'idée de mettre cette bienveillance à contribution, en leur confiant leurs désirs et leurs revendications. — Assigner une date précise aux premières élections des syndics est difficile. Il existe pourtant un texte de 1257 qui nous montre les serfs de Bengy s'assembler pour nommer quatre procureurs (2). Il est éga-

1. Joseph Garnier, *op. cit.*, II, 280 ; *Rec. des Ord.*, t. IV, p. 675.

2. Gaspard Thaumas de La Thaumassière, *Coutumes lo-*

lement difficile de préciser l'époque où les syndics devinrent permanents ; cela dépendit d'ailleurs des provinces. Mais dans certaines régions on n'en trouve pas avant le xviii^e siècle (1), et l'ordonnance du 6 août 1746 permet même de douter que tous les villages en fussent pourvus à cette époque (2). Mais le juge, en cas de procès pouvait contraindre la communauté à créer un syndic (3).

40. Quand au nombre de syndics, il était variable. D'ordinaire il n'y en avait qu'un ; il en était ainsi dans les petites localités, mais les habitants pouvaient, si le besoin s'en faisait sentir, en créer un second et même davantage. On trouvait plusieurs syndics dans les agglomérations importantes et surtout dans celles divisées en sections (4).

41. Le droit de présenter et de nommer les syndics n'appartenait pas uniformément aux habitants de tous les villages.

cales de Berry et celles de Lorris commentées. Paris, Charles Osmond, 1680, p. 92.

1. En 1704, dans l'élection de Troyes sur 22 communautés, 9 ont des syndics permanents. *Arch. de l'Aube*, C. 1002 ; (A. Babeau, *le Village*, p. 49).

2. Ord. du 6 août 1746 qui enjoint aux maires, syndics ou *principaux habitants* d'obéir aux réquisitions d'un ingénieur. La Poix de Fréminville, *op. cit.*, p. 166.

3. A. Babeau, *le Village*, p. 54.

4. *Arch. de l'Aube*. C. 2181 (Babeau, *le Village*, p. 53).

Quelquefois le droit de faire les syndics appartenait au seigneur, mais les habitants attachaient une si grande importance à la désignation de bons syndics qu'ils rachetèrent parfois au seigneur le droit de présentation (1). Ailleurs les habitants nomment directement un ou deux syndics, le seigneur jouissant également du droit d'en désigner un ou deux autres (2).

Ailleurs le droit d'élire les syndics appartenait bien aux habitants, mais le seigneur conservait le droit d'approuver l'élection. Ce procédé ne laissait en définitive aux habitants qu'un droit de présentation. En Auvergne, les habitants ne pouvaient s'assembler pour procéder à l'élection de leurs syndics sans l'autorisation du seigneur (3). Ailleurs les habitants nommaient eux-mêmes leurs syndics, mais ceux-ci devaient prêter serment entre les mains du seigneur ou du juge (4). Il en était ainsi surtout dans le Midi.

La liberté des habitants pour la nomination de

1. Inv. des Arch. du Tarn, D. 62 et 74 ; Inv. des Arch. de l'Aveyron C, 5, 57, etc. (Babeau, *le Village*, p. 50).

2. A. Babeau, *le Village sous l'ancien régime*, p. 50.

3. H. F. Rivière, *Histoire des Institutions de l'Auvergne*, Paris, Marescq, 1874, Tome I, p. 292.

4. Alexandre Fauché Prunelle, *Essai sur les anciennes institutions autonomes ou populaires des Alpes Cottiennes Briançonnaises*, Paris, Dumoulin, 1857, Tome II, p. 76.

leurs syndics s'accuse de plus en plus à mesure qu'on se rapproche du xvii^e siècle. Par l'article 209 de l'ordonnance de janvier 1629, Louis XIII reconnut aux habitants le droit d'élection ; il fait défense aux gentilshommes « de troubler et empêcher les habitants des paroisses à la libre nomination de leurs syndics (1)... »

Dès ce moment l'autorité des seigneurs en cette matière s'affaiblit de plus en plus.

Remarquons néanmoins que si l'élection des syndics par les habitants devint la règle à cette époque, il y avait, notamment dans les provinces récemment conquises, des exceptions justifiées.

C'est ainsi qu'en Artois, dans le Hainaut, la Flandre, les agents de la communauté étaient à la nomination des seigneurs (2) ; dans le Roussillon, ils étaient nommés par le roi (3).

En droit commun en effet, l'élection était faite par l'assemblée générale en la manière ordinaire, c'est-à-dire à haute voix et à la majorité des suffrages. Les particularités que nous avons signalées en étudiant les opérations électorales de l'assemblée seraient à rappeler ici (4). — L'unanimité des votants

1. Isambert, *Rec. des anc. lois fr.*, t. XVI, p. 282.

2. Guyot, *Répertoire*, au mot : Echevin.

3. *Compte de l'Administration de Raymond de St-Sauveur*, p. 70.

4. Dans la paroisse de Macaye en Bigorre, tous les habitants
Fleurquin

n'était pas nécessaire pour rendre valables les pouvoirs des élus. En général l'élection se faisait tous les ans à une date régulière (1). Mais cette date variait suivant les localités. Anciennement on procédait à l'élection simultanée du syndic et du marguillier le jour de Pâques : plus tard on nomma le syndic dans une assemblée spéciale tenue en décembre (2) ; parfois ce fut au jour de la Pentecôte (3).

Le pouvoir central s'efforça au XVIII^e siècle d'obtenir une certaine uniformité, mais ses intentions furent presque partout paralysées par la force des usages (4).

Les fonctions des syndics d'abord temporaires devinrent permanentes. En général elles furent limitées à une année, parfois à deux (5), parfois encore

tants se réunissaient dans l'église ; on leur distribuait des grains de millet blanc parmi lesquels se trouvaient quatre grains noirs ; ceux qui recevaient les grains noirs nommaient les syndics. De Lagrèze, *La Féodalité dans les Pyrénées*, Paris, Durand, 1881, p. 86.

1. Inv. Arch. Seine-Inf. C. 10 et 11 (A. Babeau, *le Village*, p. 50).

2. L. Merlet, *op. cit.*, p. 105 ; art. 1^{er}, ord. du 10 nov. 1778 ; v. d'Arbois de Jubainville, *op. cit.*, p. 133.

3. Augustin Thierry, *Rec. des Monuments inédits de l'histoire du Tiers Etat*, Paris, Impr. nat., 1870, p. 656.

4. Pour la Champagne, ord. des 6 octobre 1721 ; 10 novembre 1778 ; 30 mai 1780 ; v. H. d'Arbois de Jubainville, *l'Administration des Intendants*, Paris, Champion, 1880 p. 131 et ss.

5. Augustin Thierry, *op. cit.*, p. 656.

à deux ans un mois et quinze jours (1). En Champagne, les syndics, après un an d'exercice pouvaient être maintenus en fonction pendant une seconde année, mais non contre leur gré (2).

Dans certaines localités il y eut enfin des syndics alternatifs et triennaux (3).

Il était de règle que tous les habitants pouvaient être élus syndics. On pouvait d'ailleurs invoquer des cas de dispense : âge, maladies, grand nombre d'enfants, service militaire, défaut de biens, certains privilèges. Il y avait aussi quelques cas d'indignité assez mal définis, mais le défaut d'instruction ne fut jamais un cas de dispense. On trouve en effet parmi les syndics des vigneron, des manouvriers (4), on en trouve même qui ne savent ni lire ni écrire (5).

En certaines régions ceux-là seuls pouvaient être nommés aux offices municipaux qui payaient une

1. Documents de A. Babeau, *le Village*, p. 345.

2. Ord. de l'Intendant de Champagne du 10 novembre 1778, art. IV et V ; d'Arbois de Jubainville, *op. cit.*, p. 132.

3. A. Babeau, *le Village sous l'ancien régime*, p. 52, n. 2.

4. Lettre de M. de Pommereu à l'Intendant, *Arch. de l'Aube* C. 214 (A. Babeau, *le Village*, 60).

5. Inv. Arch. Marne G. 543, 557. En 1731 un syndic demande à être déchargé de ses fonctions parce qu'il ne sait ni lire ni écrire. Le subdélégué est d'avis de le débouter de sa demande « d'autres habitants pouvant invoquer les mêmes prétextes ». *Arch. de l'Aube*, C. 344. Le subdélégué de Barsur-Aube informe l'intendant qu'il n'y a pas un quart des syndics qui sachent lire et écrire. (Bab., *Village*, p. 60).

cote foncière déterminée (1). Il en était ainsi en Provence. Mais ces conditions semblent avoir été exceptionnelles.

42. La Royauté qui avait créé dans les villes un grand nombre d'offices tenta, dès le commencement du xvin^e siècle d'agir de la même manière dans les villages. Un édit de 1702 (2) permit en effet aux habitants d'acquérir les offices municipaux ; il permettait également aux seigneurs d'acheter ces charges et de les confier aux personnes qui leur plairaient (3). Mais la situation était différente dans les campagnes et dans les villes. Les paysans, peu aptes à tirer parti d'un titre honorifique, attachés à un labeur dont ils ne pouvaient sans préjudice distraire un temps précieux, la plupart dans une situation de fortune précaire, ne se soucièrent guère d'acquérir des charges qu'ils refusaient parfois même d'accepter quand elles étaient gratuites (4). Aussi la Royauté dut-elle rapporter l'édit de 1702 (5) et les habitants privés momentanément du droit d'élire leurs syndics reprirent leurs anciennes habitudes. Du reste, on remarque que dans la plupart des communautés

1. Dr H. Grégoire, *Hist. de Puget Ville*, Ch. VI.

2. Edit de mars 1702. *Anc. lois*, t. XX, p. 408.

3. Arch. de l'Aube, C. 1513. Le seigneur nomme un commis pour gérer la charge (Babeau, *Village*, p. 49).

4. V. plusieurs exemples de refus dans Lemaire, p. 430-431.

5. Déclaration de 1716. *Anc. lois*, t. XXI, p. 117.

rurales, les habitants n'avaient en fait jamais abandonné leurs anciennes pratiques.

43. Rétablies en droit dans le pouvoir d'élire leurs syndics, les communautés rurales, n'eurent plus guère à craindre les seigneurs et leurs juges (1). Quelques-uns ayant essayé de nommer et de révoquer les syndics, on réduisit leurs prétentions à coups d'arrêts du Conseil (2). Mais l'ancienne liberté des communautés allait être combattue avec persévérance sur ce point par les agents royaux qui devaient finir par l'anéantir. — Les intendants et sub-délégués ne manquèrent bientôt pas d'occasions pour intervenir dans les affaires de la communauté et dans les élections des syndics (3). Soit pour réprimer un abus, soit pour trancher une contestation, soit pour obéir aux ordres supérieurs, les intendants sollicitent les voix des habitants, puis leurs désirs se manifestent sous forme d'ordres, auquel il ne paraît pas qu'on eut coutume de résister. Certains procès-verbaux mentionnent même que les habitants obéissent « avec joie et plaisir aux ordres du gouverneur ou de l'intendant » (4).

1. Babeau, *le Village*, p. 43.

2. Arrêts du Conseil, 11 mars 1763, 13 nov. 1764, 16 août 1773, 20 mars 1775, 22 fév. 12 mars, 31 juill. 1776, V. Arch. de l'Aube, C. 1957 (Babeau, *le Village*, p. 51, note I).

3. Babeau, *le Village*, 50.

4. Max Quantin, *Vermanton*, procès-verbal de 1703.

Peu à peu les intendants s'arrogèrent un droit plus étendu dans les élections des syndics : ils allèrent jusqu'à les nommer d'office (1) et les révoquer. Ils n'agirent d'abord ainsi, que dans des cas exceptionnels (2), mais en certaines provinces, les intendants se virent accorder le droit d'approuver les élections (3), de révoquer et de nommer d'office (4).

La candidature officielle était générale au début du XVIII^e siècle.

44. Dans les communautés rurales, délibérer et décider était le propre des assemblées générales, agir était le fait des syndics. Le syndic n'était qu'un agent, un délégué, un mandataire élu par l'assem-

1. Inv. Arch. Marne, C. 609. Dans une communauté de Champagne (Heiltz le Maurupt) des divisions se produisent pour l'élection d'un syndic entre les éleveurs de moutons et les manouvriers. L'int. nomme un syndic d'office, mais les habitants refusent de le reconnaître. Un arrêt du parl. leur donne raison et l'int. finit par homologuer une délibération de l'ass. de la communauté où 76 voix sont données au syndic révoqué et 3 au syndic officiel.

2. Babeau, *le Village*, p. 51.

3. H. D'Arbois de Jubainville, *l'Administration des intendants*, Paris, Champion, 1880, p. 133.

4. Gaspard-Louis Rouillé d'Orfeuil intendant de justice, police et finances en la province de Champagne écrit en 1783 « sur près de 2.200 paroisses ou communautés, il y en a au plus 8 ou 10 où j'ai nommé d'office des syndics parce qu'il est dans mes principes de maintenir les habitants des campagnes dans le droit naturel de se choisir eux-mêmes leurs chefs ». Inv. arch. Marne, C. 555.

blée et responsable devant elle de sa gestion. Cet agent n'était donc pas comme les maires et échevins des communes un magistrat disposant de pouvoirs propres (1), il n'était qu'un intermédiaire tenant ses droits de la volonté des habitants.

Il existait plusieurs sortes de procureurs ou syndics : les uns n'engageaient que ceux qui leur donnaient nommément leurs voix mentionnées sur un acte authentique, les autres engageaient la communauté tout entière (2) ; d'autres étaient spéciaux, c'est-à-dire nommés pour une affaire déterminée, d'autres enfin recevaient un pouvoir général s'étendant à toutes les affaires de la communauté jusqu'à l'époque de leur remplacement.

Ces divers syndics étaient d'ailleurs soumis aux mêmes règles. Leur mandat différait de notre mandat civil tel qu'il est régi par les art. 1984 et ss. du C. C. en ce qu'il se formait sans l'acceptation du mandataire et ne pouvait prendre fin par sa renonciation. A part ces différences, le syndic était un véritable mandataire ; il ne pouvait outrepasser le pouvoir qui lui était donné ; les actes excédant la mesure du mandat n'engageaient pas la communauté. — Il devait

1. H. D'Arbois de Jubainville, *l'Administration des intendants*, p. 124 ; Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 614, n. 6.

2. Philippe de Beaumanoir, éd. Beugnot, t. I, ch. IV, n. 17 et ss., p. 80 et ss.

apporter ses soins à l'exécution du mandat, était tenu de son dol, de sa faute lourde et même légère (1). Il justifiait de son pouvoir devant ceux contre qui il agissait ou avec qui il traitait ; il répondait de sa conduite envers ceux qui l'avaient préposé, et leur faisait ratifier ses actes (2).

En vertu de la théorie du mandat civil, le syndic avait le droit de se substituer un tiers dans l'exécution de son mandat. En ce cas d'ailleurs il répondait du substitué et le mandant pouvait directement agir contre lui. — En vertu de cette même théorie, le syndic était révocable au gré de la Communauté (3). Les habitants « pouvaient changer leurs syndics toutes et quantes fois comme il leur plaisait et bon leur semblait » (4).

— L'inexécution du mandat ou son exécution défectueuse pouvait donner lieu contre le syndic à des amendes ou à des peines (5), rarement exécutées d'ailleurs.

1. Domat, *Les lois civiles dans leur ordre naturel*, tome I, liv. I, tit. III, sect. II, p. 493, 2^e col. ; Claude Joseph de Ferrière, *Dictionnaire de droit et de pratique*, mot : Syndic ; nouvelle édition. Toulouse, Duplex, 1779, tome II, p. 810, 2^e col.

2. De Ferrière, *op. cit.*, p. 810, 1^{re} col.

3. Claude de Ferrière, *Dictionnaire du droit*, mot : Syndic, p. 810, 2^e col.

4. Garnier, *Charles des communes en Bourgogne*, II, 284, 424. Arch. Aube, c. 244.

5. Ordonnance de 1775, *Anc. lois fr.*, XXIII, 287 ; mande-

Nous avons jusqu'ici supposé que les syndics étaient nommés par les habitants comme c'était la règle, mais au cas où cette nomination appartenait au seigneur ou à l'intendant, c'étaient ces derniers qui avaient le droit de révocation (1).

43. Les fonctions communales étaient considérées comme une obligation, une charge, un devoir véritable pour les habitants désignés (2). Ce caractère obligatoire était si bien compris à cette époque que les élus récalcitrants pouvaient être condamnés à la prison (3). Cette règle était constante dans le Midi comme dans le Nord.

Les inconvénients des charges de syndic étaient insuffisamment compensées par quelques rares avantages (4). Les syndics étaient en droit de ne point voir augmenter la taille pendant la durée de leurs fonctions (5) ; ils étaient exempts du guet et de la

ment de l'Int. de Champagne de 1767. Arch. Aube, c. 1060. Babeau, *le Village*, p. 56.

1. H. D'arbois de Jubainville, *l'Adm. des Int.*, p. 136, Arch. de l'Aube, c. 899, 926.

2. Domat, *op. cit.*, tome II, liv. I, tit. XVI, p. 3 et ss.

3. Alexandre Fauché Prunelle, *Essai sur les anciennes Institutions autonomes ou populaires des Alpes Cottienues Briançonnaises*, Paris, Dumoulin, 1857, tome II, p. 84.

4. Docteur Henri Grégoire, *Histoire de Puget-Ville*, ch. VI.

5. Arrêt du Conseil du 1^{er} janvier 1634 ; *Mémorial alphabétique des choses concernant la Justice, la Police et les*

garde des côtes dans les provinces maritimes (1).

Ces avantages étaient médiocres, aussi ne faut-il pas s'étonner que les habitants aient souvent mis peu d'empressement à accepter ces fonctions.

Plusieurs refusèrent même de les accepter (2) ce qui ne rendait point inutile la menace d'emprisonnement. Aussi des plaintes s'élevèrent-elles, surtout aux approches de la Révolution (3).

Finances de France sur le fait des Tailles, 5^e éd., 2^e partie, mot : Syndic, p. 206.

1. Arrêts du Conseil de 1654, 1661, 1694, v. Freminville, p. 349.

2. Achille Luchaire, *Manuel des Institutions françaises*, Paris, Hachette, 1892, p. 430 et 431.

3. « Quoiqu'en général les syndics paroissiaux aient la même mission que les maires des villes... les premiers sont des valets... les seconds ont des valets... les premiers sont exempts de la taille et du logement des gens de guerre... ce n'est que depuis mon élection que j'ai été obligé de loger des troupes... Ainsi, loin de jouir de quelque privilège, je suis plus chargé que je n'étais à la taille. » Lettre de Janny, avocat, député du Tiers Etat aux Etats Généraux, syndic de Brienne, rapportée dans Babeau, *le Village*, p. 58. Arch. de l'Aube, c. 448.

CHAPITRE III

LE SEIGNEUR DE PAROISSE ET SES OFFICIERS

46. Que faut-il entendre par seigneur de paroisse. — 47. Ses rapports avec la communauté. — 48. Droits honorifiques. — 49. — Le juge. — 50. Le procureur fiscal. — 51. Les sergents. — 52. Les notaires. — 53. Les greffiers, le geôlier.

46. La place importante que le seigneur occupait dans l'ancienne société pourrait laisser à penser que son étude est celle qui nous doit retenir davantage ; il n'en est rien. D'une part les questions relatives aux droits féodaux n'ont aucun rapport avec notre sujet ; d'autre part un grand nombre d'attributions des seigneurs de paroisse concernant la justice et la police doivent être étudiées dans notre deuxième partie relative à l'administration des services publics.

La Féodalité était parvenue à son apogée dès le XI^e siècle. Son organisation hiérarchique s'étendait du plus humble vassal jusqu'au roi, souverain fief-feux de tout le royaume ne tenant ses droits de per-

sonne. La justice avait comme la terre, subi des inféodations successives et constituait parfois des fiefs « en l'air ». On distinguait la justice en haute, moyenne mère ou mixte, basse ou verrière, mais seul pouvait se qualifier seigneur de paroisse, celui qui possédait la justice haute.

Toute paroisse était sous la dépendance d'un seigneur haut justicier, mais il n'y avait pas nécessairement un seigneur haut justicier par village. Cela dépendait uniquement de la concession du fief. A tel vassal il avait pu être concédé la haute justice sur un village, à tel autre sur plusieurs. Dans une même paroisse la haute justice pouvait même appartenir à deux ou plusieurs seigneurs, mais en ce cas était seul seigneur de l'endroit, celui qui avait la justice sur le « bourg », et il faut entendre par là, le lieu où se trouvait située l'église (1). — Les seigneurs qui n'avaient pas l'église dans la dépendance de leur haute justice ne pouvaient même pas prendre la qualité de seigneurs de paroisse en partie (2). Il n'y avait d'exception à cette règle que quand le roi était seul haut justicier du bourg (3).

1. Emile Chénon, *Histoire de Sainte-Sévère en Berry*, Paris, Larose et Forcel, 1889, 2^e fascicule, paroisse de Tercillat, p. 406.

2. Guyot, *Répertoire universel et raisonné de Jurisprudence*, mot : Seigneur, tome XVI, p. 468, 1^{re} col. Arrêt du 26 janvier 1735.

3. Guyot, *op. cit.*, mot : Seigneur, p. 469, 2^e col.

Le seigneur de paroisse fut du ^x^e au ^{xvi}^e siècle le chef incontesté de la communauté ; Montaigne au ^{xvi}^e siècle le comparait à un roitelet (4).

Ce roitelet laissait du reste une grande latitude aux habitants pour gérer comme il leur plaisait les affaires de la communauté. Bien qu'il eut à l'origine tout pouvoir, bien que toute assemblée dut être dès l'abord autorisée par lui, il abandonna peu à peu ses droits et prérogatives. C'est ainsi qu'on cherche vainement le nom du seigneur dans les procès-verbaux des assemblées générales. Placé par sa puissance et sa fortune dans une situation qui le mettait bien au-dessus des habitants, il laissait à ceux-ci une liberté qui alla toujours croissant.

La féodalité politique, successivement affaiblie par les croisades et la guerre de cent ans, vit son influence décroître avec l'émancipation progressive des communautés. La politique royale, par son immixtion incessante dans les affaires locales qu'elle s'efforçait de ramener à l'unité, paracheva la décadence des seigneurs qui n'avaient plus au ^{xviii}^e siècle que le titre de « chefs de la communauté », n'en ayant plus la puissance. Le titre même leur fut enlevé par le règlement de 1787 qui, les appelant à prendre part à l'administration municipale en qualité de présidents du Conseil des notables, ne faisait

4. Montaigne ; *Essais*, t. I, ch. XIII.

plus d'eux que les premiers habitants des localités dont ils avaient été longtemps les maîtres. Mais il ne faudrait pas croire que l'autorité du seigneur s'exerçait avec plus de ménagements au fur et à mesure qu'on s'éloignait de la pleine féodalité : le contraire est plutôt vrai. Ce fut au déclin de l'ancien régime, au temps où l'autorité seigneuriale avait perdu sa puissance, qu'elle pesa le plus lourdement sur les habitants.

L'état social et politique des ^x^e, ^x^e, ^x^e siècles nécessitait une étroite solidarité entre le seigneur et ses sujets ; autant le seigneur avait besoin d'hommes, autant les hommes avaient besoin de chef. Il résultait de ce mutuel intérêt des rapports de confiance excluant bien des désaccords. Le seigneur demeurait d'ailleurs sur ses terres, il était le voisin, le protecteur, le conseil de ceux qui étaient deshérités de tout et sujets aux violences fréquentes à cette époque. Toute autre fut la conduite des seigneurs aux ^{xv}^e et ^{xv}^e siècles. Sollicités par le luxe de la cour, ils quittaient leurs châteaux pour rechercher les rayons du « Soleil de Versailles ». Les dépenses excessives qu'exigeait ce nouveau genre de vie les rendaient plus àpres au gain, plus rigoureux dans les impositions dont ils chargeaient leurs sujets. Ceux-ci, du reste, n'avaient plus le même besoin d'aide, de protection et de conseils, que le seigneur, éloigné de son village, ne leur pouvait d'ailleurs

donner. Les fils des seigneurs n'apprenaient plus à lire et à écrire comme au temps de Du Guesclin et de Montaigne sur les bancs de l'école du village ; la vie n'étant plus commune, on perdit confiance en ces maîtres qui dilapidaient l'argent péniblement amassé, pour nourrir « damoiselles », et les haines populaires allaient jusqu'à donner aux seigneurs les noms de « genstuehommes » et de « genspillehommes ».

Notons, avant de passer outre, que cette esquisse beaucoup trop rapide néglige de nombreuses exceptions ; c'est ainsi que l'histoire rapporte plus d'un trait de cruauté des seigneurs du plein moyen âge, comme elle témoigne aussi de l'humanité et de la charité de certains seigneurs des xvii^e et xviii^e siècles.

48. La qualité de haut justicier conférait certains droits et certains privilèges dits honorifiques. « Un banc distingué dans le chœur, le premier rang à la procession, à l'offrande, dans la distribution du pain béni, pour l'eau bénite, pour l'encens, pour la recommandation aux prières nominales, sont les honneurs que l'Église accorde aux patrons et aux seigneurs haut justiciers » (1). Pour ces divers droits

1. Héricourt, *Lois ecclésiastiques*, 3^e partie, chap. IX. Le droit du Haut Justicier aux honneurs de l'Eglise a été nié par Maréchal dans son *Traité des droits honorifiques* qui les revendique exclusivement au profit des Fondateurs. —

honorifiques, le seigneur haut justicier, s'il n'était pas fondateur, passait en second lieu. C'est après le patron qu'il allait à la procession, à l'offrande, au pain béni, etc. ; ses litres (1) et vestures de deuil, armoiries, devaient au moins, « pour le regard du dedans de l'Eglise » être situées sous celles du patron. Au dehors de l'Eglise au contraire, le haut justicier pouvait mettre sa litre au-dessus de celle du fondateur parce que celui-ci n'avait « ni juridiction, ni puissance public ». Encore était-il mis en doute par certains auteurs que ce fondateur eut le droit de placer sa litre sur les murs extérieurs de l'église (2). Le banc du haut justicier devait être situé à gauche de manière à laisser celui de droite au patron ; ses noms et armoiries pouvaient être gravés sur la cloche sauf en l'endroit « éminent » qui était réservé au patron (3).

V. l'exposé et la réfutation de son système dans Guyot, *Répertoire*, mot : Droits honorifiques, tome VI, p. 447 et ss.

1. La litre était une bande ou ceinture noire que les patrons et hauts justiciers avaient le droit de faire peindre autour des églises, en dedans ou en dehors, avec leurs armoiries de distance en distance.

2. Arrêt du 27 août 1615, rapporté par Joseph Boucheul, *Coutumier général ou corps et compilation de tous les commentateurs sur la coutume du comté et pays de Poitou*, Poitiers, Faulcon, 1727, tome I, tit. I, art. 45, p. 6, 2^e col. ; de Lamoignon, *Recueil des Arrêts*, nouv. éd. Paris, Merlin, 1777, 1^{re} partie, tit. VII, art. XV et XVIII.

3. Arrêt du 25 août 1615 rapporté dans Guyot au mot. Droits honorifiques, tome VI, p. 445 et 446.

Le seigneur Haut Justicier ayant la puissance publique et représentant le souverain dans sa justice, on le recommandait aux prières publiques ainsi que sa femme et ses enfants, mais ces derniers, en nom collectif.

Quand la seigneurie appartenait à plusieurs, était seul recommandé au prône le seigneur principal, c'est-à-dire le Haut Justicier du bourg. Si la seigneurie était possédée par indivis, on ne pouvait recommander les seigneurs qu'en qualité de seigneurs en partie. Certains arrêts décidèrent qu'on devait nommer l'ainé d'abord, les autres ensuite (1).

Le Haut Justicier (2) avait en outre le droit de dresser des fourches patibulaires à deux pieds ou piliers, qui attestaient au loin la qualité du maître (3).

49. Les attributions des seigneurs étaient trop nombreuses, trop étendues pour qu'il pût les remplir à lui seul, et ne prît point d'auxiliaires.

1. Arrêt du 1^{er} avril 1631 ; autre du 2 mars 1667, v. Guyot *Répertoire*, au mot : Prière, tome XIII, p. 590.

2. C'est-à-dire haut Justicier simple et qui n'est point Comte, Vicomte, Baron ou Châtelain..., qui ont des fourches à quatre piliers. Jean Lelet, *Observations sur la coutume du comté et pays de Poitou*, Poitiers, Braud, 1683, tome I, titre I, art. XIV, p. 48.

3. Emile Chénon, *Histoire de Sainte-Sévère en Berry*, Paris, Larose et Forcel, 1^{er} fascicule, p. 203, transaction sur ces divers droits et privilèges passée le 8 juillet 1738 entre le Haut Justicier du Bourg de Lignerolles, et la dame Haute Justicière du reste de la Paroisse et verrière du Bourg,

Ceux-ci toutefois ne paraissent pas dès l'origine de la féodalité : plus se développa la puissance et l'autorité seigneuriale, plus s'étendit son action et plus le besoin d'officiers spéciaux se fit sentir.

Pour la justice notamment, les seigneurs l'administrèrent d'abord eux-mêmes, mais distraits par d'autres occupations, ils finirent par la déléguer à un « juge » auquel s'adjoignit bientôt un « procureur fiscal ».

Les juges des seigneurs choisis d'abord par leur maître sans que nulle condition leur fut imposée, suffirent à leur tâche tant que la science du droit ne se fut pas développée. Mais sous l'influence du droit romain épanoui tout à coup en France, les jurisconsultes parurent, et la justice fut rendue dans les grands centres par des hommes instruits. Dans les villages, le recrutement était plus difficile. Si les baillis des châteaux et des justices supérieures étaient dès le ^{xvi}^e siècle presque tous licenciés en droit, et avocats (1), les juges des basses justices étaient pour la plupart dans une ignorance complète du droit. N'étant jamais sortis de leur village, n'ayant suivi aucun cours qui leur put donner des notions même élémentaires, ils rendaient parfois des arrêts où l'ignorance le disputait à la demence (2). Aussi

1. A. Babeau, le *Village sous l'ancien régime*, p. 190.

2. Courtalon, *Hist. manuscrite de Villemaur*, p. 173.

l'autorité royale intervint-elle encore pour régler les conditions d'admissibilité aux places de juges. Les seigneurs ne purent instituer juges que des personnes capables, sujettes du roi et résidant dans le royaume (1). Les candidats à la judicature devaient en outre posséder des biens suffisants pour répondre des abus et malversations qu'ils pourraient commettre dans l'exercice de leurs fonctions (2). Ils devaient avoir 25 ans accomplis (3), et si la justice qu'ils devaient obtenir ressortait du Parlement, ils devaient être licenciés dans quelque université du royaume et reçus au serment d'avocat (4), mais le grade n'était pas requis pour les autres. Dès avant la révocation de l'Edit de Nantes (5), une autre condition nécessaire à un juge de seigneur fut d'être catholique (6). Toutes les autres religions n'étant au

1. Arrêt du Parlement de Flandres du 12 fév. 1735.

2. Guyot, *Répertoire*, mot : Juge des Seigneurs, tome IX, p. 601, 2^e col.

3. Arrêt de la grand'chambre du 9 juil. 1658 ; rapporté au journ. des audiences, Guyot, mot : Juge, tome IX, p. 602, 1^{re} col.

4. Déclaration du 26 janvier 1680. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, tome XIX, p. 229.

5. Edit d'octobre 1685. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.* XIX, p. 530.

6. Arrêt du Conseil du 6 nov. 1679. Isambert XIX, p. 220, confirmant les arrêts des parlements de Toulouse et de Guyenne des 5 février 1665, 25 mai et 27 novembre 1667, 28 juin 1673, 28 février et 28 juillet 1679 qui enjoignaient aux seigneurs hauts justiciers de procéder à la nomination de juges catholiques.

plus que tolérées, il n'était permis de posséder aucune charge, à plus forte raison celle de judicature sans être catholique. « Suivant les anciennes ordonnances, personne ne sera reçu en aucune charge de judicature, tant dans les cours et justices du roi, que dans celles des seigneurs hauts justiciers sans avoir une attestation du curé de la paroisse du domicile du récipiendaire ou des vicaires, en forme de déposition de bonne vie et mœurs, ensemble de l'exercice de la religion catholique, apostolique et romaine » (1).

— Un arrêt du Parlement de Grenoble fait pareillement défense « à tous seigneurs ayant justice, de nommer aucuns châtelains ni autres officiers qu'ils ne soient de la religion catholique, apostolique et romaine, et n'en fassent l'exercice actuel, à peine de 3.000 livres d'amende (2).

Les juges des seigneurs ne pouvaient être ecclésiastiques. C'est une règle tellement constante qu'on la trouve formulée en termes expres dès le ^{xiii}^e siècle (3).

1. Art. 13, déclar. du 13 déc. 1698, enregistrée au parlement le 20 même mois. Isambert XX, p. 318. Ord. de novembre 1287 enregistrée au Parlement à la Toussaint de la même année. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.* T. II, p. 678.

2. Arrêt du Parlement de Grenoble, 1^{er} juin 1740, rapporté dans Guyot, *Répertoire*, mot : Juge, tome IX, p. 601, 2^e col.

3. *Ordinatum fuit, per concilium domini Regis*

Quod duces, comites, barones..., et generaliter omnes, in regno Franciæ temporalem jurisdictionem habentes, ad exercendam dictam temporalem jurisdictionem baillivium, præpositum, et servientes laicos, et nullatenus clericos instituant »

Elle fut confirmée du reste à des époques très différentes (1). Et sa raison d'être est très bien expliquée dans une ordonnance rapportée dans Guyot (2) : « C'est afin que les baillis puissent être punis de leurs prévarications qu'il faut qu'ils soient pris dans l'ordre des laïques ; on sait les privilèges des ecclésiastiques dans ce temps là ».

La même incapacité frappait les fermiers de seigneuries dans le ressort d'icelles : c'est ce qui est établi par la Touloubre pour le ressort du Parlement de Provence et confirmé d'ailleurs par les arrêts de plusieurs autres Parlements (3).

La question de résidence des juges des seigneurs fut plus controversée. Voici ce que contient là-dessus le réquisitoire de M. le Procureur général du Parlement de Dijon du 26 mars 1768 « Les ordonnances obligeaient les officiers des seigneurs de résider et rendre la justice sur les lieux, mais la difficulté, souvent même l'impossibilité d'y en trouver qui eussent les qualités requises déterminèrent la cour à permettre aux seigneurs de choisir pour officiers des personnes

1. Ord. de mai 1288, juin 1338, octobre 1351. Arrêt du parlement de Provence du 22 mars 1643 ordonnant à un chanoine de Grignan de rendre ses lettres de juge du même lieu. Guyot, *Juges* IX, p. 604, 1^{re} col.

2. Guyot, mot : *Juges*, tome IX, p. 604, 1^{re} col.

3. Règlement du Parlement de Dijon, 12 août 1716 ; arrêt du Parl. de Grenoble, 19 nov. 1750 ; arrêt du Conseil souverain d'Alsace, 12 juil. 1692 ; dans Guyot, *Juges*, IX, p. 604.

non domiciliées dans l'étendue de leurs justices. C'est la disposition de l'art. 51 du règlement du 24 janvier 1559 confirmé par lettres patentes homologuées à la cour » (1).

Cette dispense de résidence pour tous les officiers des seigneurs n'était pas accordée dans toute la France. En Provence notamment la dispense s'étendait au juge ou officier principal et non au lieutenant du juge, au greffier, au procureur juridictionnel qui étaient obligés de résider dans le ressort de la justice. « Le seigneur, établira si fait n'a été, un lieutenant de juge, un greffier, un procureur juridictionnel et un sergent suffisans et capables, originaires dudit lieu ou étrangers à son choix, qui seront néanmoins tenus d'y résider; et un juge qui se rendra audit lieu, quand le cas le requerra; à la charge toutefois de ne prendre par ledit juge de plus grands droits, que s'il résidait dans ledit lieu » (2). Le Parlement de Dijon exigeait le domicile dans son ressort pour les juges, mais tolérait la non résidence (3).

Enfin certaines causes d'incompatibilités furent précisées : le père et le fils ne purent être juge et

1. Guyot, *Répertoire*, mot : Juges des Seigneurs, tome IX, p. 602, 2^e col.

2. Arrêt du Parl. de Provence, 11 avril 1711, cité par la Touloubre dans sa *Jurisprudence féodale*, tit. II, art. 6.

3. Règlement du Parlement de Dijon du 12 août 1716, art. 5, Guyot, Juges, tome IX, p. 604, 1^{re} col.

greffier dans la même justice (1) ; plusieurs arrêts portent que le père et les enfants, les frères, l'oncle et le neveu ne peuvent être conjointement officiers de la même justice seigneuriale à peine de nullité des procédures et des jugements (2).

Il faut aussi remarquer que les juges des seigneurs ne pouvaient indistinctement recevoir de leurs seigneurs ou prendre telle dénomination qu'il leur plaisait, mais se qualifier baillis (3), prévôts, juges, gardes, suivant la dignité de la seigneurie (4).

Il faut également remarquer que la nomination des juges qui à l'origine était abandonnée à la discrétion des seigneurs leur fut par la suite imposée. C'est ce que décida une ordonnance du 1^{er} septembre 1679 confirmée pour l'Alsace par arrêt du Conseil d'Etat du 17 octobre 1686 (5). Cet arrêt se fondant sur ce

1. Arrêts cités par la Touloubre, *Jurisprudence féodale*, tit. II.

2. Règlement du Parlement de Dijon, 24 janvier 1559, art. 69 ; règlement du Parlement de Dijon, 12 août 1716, art. 9, dans Guyot, mot : Juge, tome IX, p. 601, 1^{re} col.

3. Suivant les provinces on disait encore juge châtelain, maire, viguier. Babeau, le *Village sous l'Ancien Régime*, p. 198.

4. Guyot, mot : Juges, p. 604, 2^e col. reportant à Loiseau, *des Seigneuries*, ch. VIII.

5. Guyot, *Répertoire*, mot : Juge des Seigneurs, tome IX, p. 600, note 1. V. autre arrêt du Parlement de Dijon, 26 mars 1768 qui ordonne « à tous les seigneurs justiciers du ressort de la cour, d'instituer des officiers pour l'exercice de leurs justices, dans le délai d'un mois », *eod. loc.*, p. 599, 1^{re} col.

que « la plupart des gentilshommes de la province et autres qui y possèdent des terres avec droit de haute, moyenne et basse juridiction, au lieu d'y faire administrer la justice par des officiers, s'ingèrent de la rendre eux-mêmes et de juger en leur propre cause... fait défense à tous les hauts justiciers de ce ressort... de rendre la justice par eux-mêmes, leur enjoint d'établir dans leurs terres des procureurs fiscaux dans le même délai de huit jours. »

Loiseau explique ainsi le changement intervenu dans la situation des seigneurs par rapport à la justice : « En la première antiquité les seigneurs étaient les vrais juges, aussi n'étaient-ils lors que simples officiers du roi ; mais ayant converti leur office en seigneurie, qui est une espèce de dignité distincte spécitiquement de l'office, comme ils ont pris à eux ce qui appartenait au roi, à savoir la propriété de la justice, aussi ils ont laissé à leurs juges ce qui était de leur ancien office, savoir l'exercice de la justice ».

50. A côté du juge seigneurial qui était le premier officier du seigneur, celui qui tenait sa place, le représentait dans le village, nous trouvons le procureur fiscal.

Le procureur fiscal remplissait un rôle analogue à celui de notre procureur de la République. Maintenir l'ordre et la sécurité, poursuivre les crimes,

surveiller la perception des droits seigneuriaux, défendre les intérêts des mineurs, telles étaient ses fonctions. Mais il était à vrai dire l'homme du seigneur, épousant d'ordinaire ses intérêts et obéissant à ses désirs avec un tel esprit de docilité qu'on va jusqu'à le qualifier de « domestique » et de « valet » du seigneur (1).

Juges et procureurs fiscaux nommés du reste par le seigneur ne pouvaient jouir d'une grande indépendance, et les seigneurs eux-mêmes avaient tendance à nommer à ces fonctions ceux qui leur paraissaient de nature à pouvoir accommoder sans trop de scrupule la mission de juger avec le soin de sauvegarder les intérêts du maître.

31. Les sentences du juge des seigneurs étaient exécutées par des sergents. Ces autres officiers seigneuriaux, à l'origine temporaires (2) recevaient avant d'exercer leurs fonctions des lettres d'institution chaque fois que le besoin s'en faisait sentir. Ces lettres d'institution étaient également délivrées aux sergents royaux, mais des ordonnances étant ve-

1. Arch. de l'Aube, B. 18. Cahier de Neuvy-Santour.

2. « Les juges en créaient et commettoient selon qu'ils trouvoient bon être en leur détroit et juridiction, pour exécuter leurs sentences et mandemens. » Joseph Boucheul, *Coutumier général sur la coutume de Poitou*, Poitiers, Faulcon, 1727, tit. XIV, art. 387, n. 3, tome II, p. 642, 1^{re} col.

nues supprimer pour ces derniers la nécessité de la formalité d'institution, il advint que peu à peu les seigneurs aussi prirent l'habitude de ne plus délivrer de lettres à leurs sergents qui devinrent ainsi des officiers permanents.

La question de savoir combien les seigneurs pouvaient nommer de sergents était jadis controversée. Elle avait alors de l'importance, parce que le nombre de sergents, de même que certains signes extérieurs de justice, tels que fourches patibulaires, était proportionné au degré d'éminence des seigneurs justiciers. Cette controverse n'intéresse guère notre sujet, aussi nous contenterons-nous de la résumer : — Un premier point certain est que toutes les coutumes parlant des sergents s'accordent à dire que leur nombre doit être fixe, bien qu'à l'égard de ce nombre il faille distinguer entre les grandes et moindres seigneuries (1). Mais les diverses coutumes d'accord sur le principe ne s'entendaient plus sur le nombre : aussi Guyot, sans vouloir poser une règle générale, pensait que pour les coutumes muettes, on pouvait suivre celles d'Angoumois portant que le comte peut créer jusqu'à 12 sergents, le baron 6, le seigneur châtelain 4 et les autres simples seigneurs 2 seulement (2). — Au contraire, Loyseau voulant se con-

1. Cout. de Poitou, art. 387 ; de Tours, art. 96 ; d'Angoumois, art. 9.

2. Guyot, mot : Juge, p. 605, 1^{re} col.

former à la coutume de Tours qui, art. 76, fixait le nombre de sergents à 6 dans tous les cas, généralisait ce chiffre à toutes les coutumes muettes (1). Mais Guyot fait remarquer le vice de son raisonnement ne tenant pas compte de ce que cette même coutume de Tours « permet aux comtes et aux barons d'en avoir jusqu'à douze ».

52. Les seigneurs pouvaient-ils nommer des notaires authentiques dans leurs terres pour y recevoir toutes sortes d'actes, soit entre vifs, soit de dernière volonté ? Bacquet (2) et Loiseau (3) font remarquer qu'il y a de fortes raisons pour que les seigneurs nomment les notaires. En effet, disent-ils, puisque la justice contentieuse leur est laissée, il semble qu'on devrait, à plus forte raison, les laisser jouir de la volontaire.

Mais par une ordonnance du 23 mars 1302 (4), Philippe le Bel réserve au roi seul et à ses successeurs le droit de créer de nouveaux notaires. Il admet

1. Charles Loiseau, *Livre des Seigneuries*, Paris, Bodin, 1666, chap. X, n. 70, p. 88.

2. Jean Bacquet, *Traité des droits de Justice, haute moyenne et basse*, par Claude Joseph de Ferrière, dernière éd., Lyon, Duplain, 1744 ; traité I, chap. 25, nos 7 et ss. tome I, p. 395, et ss.

3. Charles Loiseau, *Livre des Seigneuries*, chap. VIII, n° 86, p. 82.

4. Ord. 23 mars 1302, art. 24, Isambert, *Recueil des anc. lois franc.* t. I, p. 363.

pourtant une importante restriction à la règle (1) : « *Nolumus tamen, quod prælatis, baronis et omnibus aliis subditis nostris qui de antiqua consuetudine in terris suis possunt notarios facere, per hoc præjudicium generetur* », d'où suit que les seigneurs avaient conservé le droit de tabellionage quand ils y étaient fondés en titres experts, ou en possession immémoriale ou par la coutume particulière des lieux (2).

Conformément à cette ordonnance, un arrêt du 21 novembre 1623 (3) fit défense aux seigneurs de créer des notaires authentiques dans leurs terres à moins qu'ils n'en eussent le pouvoir, à peine d'être procédé contre eux ainsi qu'il appartiendrait.

Mais cela ne regardait que les simples seigneurs hauts justiciers ; en effet les barons, seigneurs, châtelains, et à plus forte raison ceux dont les fiefs étaient de dignité plus éminente, jouissaient de plein droit de cette prérogative suivant l'édit du roi François I^{er} du mois de novembre 1542 vérifié le der-

1. Restriction que Bacquet, *Traité des droits de Justice*, traité I, chap. XXV, n° 8, tome I, p. 396, prétend avoir été omise lors de la confection du recueil des ordonnances de Guénois. Merlin, *Commentaire sur la coutume de Vitry*, art. 1, n° 30 ; p. 10.

2. Guyot, mot : Juge, p. 605, 1^{re} col. V. également édit de François I^{er}, novembre 1542, dans Bacquet *op. cit.*, tome I, p. 396, 1^{re} col.

3. Tiré des registres des délibérations secrètes de la grand' chambre dans Guyot, mot : Juge, p. 605, 2^e col.

nier juillet 1543 : « Seigneurs, Barons et Chastelains, tant des pays réglez par droit écrit, que des pays réglés par coustumes, peuvent et leur est loisible jouyr et user des droits de tabellionnage et de seau en leurs baronnies et chastellenies » (1) c'est ce que confirmation d'ailleurs plusieurs coutumes (2).

Ceux qui avaient ce droit ne pouvaient d'ailleurs créer autant de notaires que bon leur semblait ; le nombre en était fixé par quelques coutumes, mais d'une manière différente (3).

Les seigneurs hauts justiciers pouvaient encore instituer des greffiers, gens nécessaires dans toute justice. Ils avaient pour mission de dresser et enregistrer les jugements, de les expédier aux parties. Ils tenaient le sceau de la justice et avaient le droit d'en sceller les sentences qu'ils délivraient (4).

En principe, ils devaient résider dans le district de leur juridiction. Certains arrêts du parlement de

1. Bacquet, *des droits de Justice*, traité I, ch. XXV, n. 9, tome I, p. 396, 1^{re} col ; Loiseau, *Des Seigneuries*, ch. VIII, n. 85.

2. Coutume de Blois, art. 17 ; de Senlis, art. 93 ; de Touraine, art. 75 ; d'Angoumois, art. 5 ; (Bacquet, *eod. loc.* p. 396).

3. Cout. d'Angoumois, art. 5. ; de Tours, art. 75 ; de Poitou, art. 375, dans Guyot. *Juges*, 605, 2^e col.

4. Charles Loiseau, *Livre des Seigneuries*, chap. X, n. 79, p. 88.

Provence les en dispensèrent pourtant (1) ; « *impossibulum nulla est obligatio* » dit Guyot.

L'arrêt donné aux grands jours de Moulins du 16 octobre 1550 enjoignit aux seigneurs hauts justiciers d'entretenir un geôlier créé et juré pour la garde de ses prisons (2).

1. Arr. janvier 1645 et 17 août 1665, Guyot, mot : Juges, p. 603, 2^e col.

2. Joseph Boucheul, *Coutumier général sur la coutume de Poitou*, tit. I, art. XV, n. 2, tome I, p. 40, 1^{re} col. Loiseau, *des Seigneuries*, ch. X, n. 79, p. 88. Notes de Néron, dernière édition, sur l'ordonnance d'Orléans, art. 55.

DEUXIÈME PARTIE

Administration du Village.

Nous venons d'achever, dans une première partie l'étude des différents éléments qui, dans le village, pouvaient jouer un rôle actif. Nous avons pris ces éléments un à un nous demandant à propos de chacun quel il était, d'où il tirait son origine, la place qu'il occupait dans l'organisation des communautés rurales. Nous avons vu le seigneur dominer et la paroisse et la communauté où il n'intervient guère que par des officiers nommés et revués par lui, puis nous avons distingué dans le village deux éléments qui se compénètrent à première vue : la paroisse et la communauté, mais possèdent chacun, sinon des assemblées totalement distinctes, du moins des intérêts différents et des agents spéciaux : curé et marguillier d'une part, syndic de l'autre, tels sont les rouages principaux que nous y avons reconnus.

Il importe à présent d'étudier comment agissaient ces rouages, mais au lieu de voir successivement leur

action individuelle, il nous a semblé préférable pour l'ordonnance de notre sujet de constater cette action en étudiant sur le vif les principaux services publics dans lesquels elle se manifeste. Cette manière d'opérer nous évitera des redites, et présentera plus de clarté dans l'exposition.

Administrer, au sens large, c'est gouverner, gérer : gouverner les personnes, gérer les biens. Ceci nous donne une division facile : Il s'agira donc, dans un premier chapitre de voir comment et par qui sont dans le village gouvernées les personnes, et dans un second, comment et par qui sont gérés les biens de la communauté. Il nous a semblé que la police, la justice, l'instruction et l'assistance étaient les quatre principaux services publics locaux concernant les personnes, et que la gérance des biens de la communauté se divisait naturellement en gérance de biens communaux et paroissiaux.

CHAPITRE PREMIER

ADMINISTRATION DES SERVICES QUI CONCERNENT LES PERSONNES

Section I. La Police — 54. Définition et distinction. — 55. Police générale. — 56. Police locale. — 57. Attributions des syndics.

Section II. La Justice. — 58. Différentes sortes de justices. — 59. La justice royale. — 60. La justice ecclésiastique. — 61. La justice seigneuriale. — 62. Elle passe quant à son exercice entre les mains des praticiens. — 63. Elle est combattue par les jurisconsultes, les parlements, la royauté ; cas royaux, prévention, appel. — 64. Elle est réglementée par le pouvoir central.

Section III. L'Instruction. — 65. Intérêt de la question. — 66. Les premières écoles et le clergé. — 67. Action de la royauté. — 68. Etat de l'Instruction. — 69. Ecoles de filles. — 70. Le Régent, ses rapports avec les habitants, l'Eglise et le pouvoir central. — 71. Conclusion.

Section IV. L'Assistance. — 72. Les premiers établissements charitables. — 73. Leur décadence. — 74. Intervention royale. — 75. Action des habitants ; des intendants.

SECTION I

La Police.

54. Le mot « police » avait dans notre ancien droit un sens qu'il a perdu depuis. Pour nos an-

ciens auteurs, la police ne se distinguait guère de l'administration, aussi ne les imiterons-nous pas dans leur manière de voir sous peine d'envisager pour le tout de l'administration, ce qui, dans notre division, ne correspond qu'à l'une de ses branches.

La police, pour nous, est la défense sociale par les moyens préventifs (1). Prévenir les malentendus, les discussions entre les citoyens, c'est par là même prévenir des voies de fait qui prenant la nature de délits ou de crimes tombent alors quant à leur répression sous l'empire de la justice. Aussi appelle-t-on parfois police administrative celle qui a pour objet le maintien habituel de l'ordre, et police judiciaire celle qui a pour objet son rétablissement par la recherche des délits et par le châtiement de ceux qui ont troublé l'ordre de la cité ou de l'État. Les perturbations à l'ordre affectent en effet tantôt spécialement la cité, tantôt au contraire l'État, et c'est pourquoi l'on distingue la police municipale de la police générale. La première seule nous intéresse pour le tout, quant à la seconde nous dirons seulement comment elle s'exerçait dans les anciennes communautés d'habitants.

35. Le besoin de la grande police ou police générale ne pouvait se faire sentir que dans un pays

1. Code d'Inst. crim., art. 8.

déjà suffisamment étendu et centralisé, aussi ne la chercherons-nous pas avant que la royauté eût posé les premières assises de l'unité administrative et politique de la France. Mais à partir de ce moment il fut toujours vrai de dire que la police générale appartenait au pouvoir central seul (1) qui y veillait par des officiers commis par lui, et confiait au Parlement le soin de sanctionner les fautes commises.

C'est au xvi^e siècle qu'on voit apparaître cette police générale (2) qui donna l'envie au pouvoir royal, comme nous le verrons dans la suite, de profiter des agents créés par lui et commis à la police de l'État pour capter insensiblement la police municipale elle-même. Ce n'est pas à dire qu'elle n'existât point avant cette époque, mais ce ne pouvait être qu'à l'état embryonnaire. Les gouverneurs des provinces et leurs lieutenants, les diverses cours de justice souveraines et subalternes n'étaient point suffisamment centralisées pour que le pouvoir royal put par leur intermédiaire exercer une mission efficace de police. Mais dès l'arrivée de Richelieu au pouvoir commença ce grand travail d'unification qui devait aboutir à des excès dont nous souffrons encore. Ri-

1. Leber, *Histoire critique du pouvoir municipal*, Paris, 1828, p. 494, note 1.

2. Charles Loiseau, *Livre des Seigneuries*, chap. IX, p. 71.

cheliu accrut le nombre et les pouvoirs des intendants de justice, police et finances qui concentrèrent bientôt dans leurs mains les attributions politiques, judiciaires et administratives, jusqu'alors divisées (1). Colbert fit un pas de plus ; dans un édit du 13 mars 1667 (2), il institua un lieutenant général de police qui devait exercer ses fonctions d'une manière distincte et séparée d'avec le lieutenant civil ; et l'édit d'octobre 1699 (3) établit des lieutenants généraux de police dans toutes les juridictions royales pour « avoir à l'avenir, à l'exclusion de tous autres officiers l'entière administration de la police et en faire toutes les fonctions ».

La police générale était définitivement organisée : elle avait son agent permanent et spécial.

56. En vertu de leur toute-puissance au temps de la pleine féodalité, les seigneurs de paroisse eurent au premier chef dans leurs attributions le droit de police (4). Qui dit maître dit capable de comman-

1. Ferdinand Béchard, *Droit mun. dans les temps modernes*, Paris, Durand, 1866, p. 274.

2. Isambert, *Rec. général des anc. lois fr.*, tome XVIII, p. 400.

3. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, tome XX, p. 346.

4. Charles Loiseau, *Libre des Seigneuries*, chap. IX, n. 16, p. 72, dit que la police consiste principalement en trois points : les denrées, les métiers, les rues ou chemins. Guyot, *Répertoire*, mot : Police, tome XIII, p. 458, indique onze divisions : religion, discipline des mœurs, santé, vivres, sûreté

der, de régir, de sanctionner et de punir. Ce droit de police n'était à l'origine exercé par aucun autre, et les seigneurs en usèrent sans craindre d'autorité supérieure. « Les barons de France ayant la police par droit de seigneurie propre et patrimoniale, le roy, dont ils la relèvent en fief, ne peut par puissance réglée la diminuer par prévention, ni autrement, et moins encore la leur ôter tout à fait (1). »

Mais à la fin du xvii^e siècle quand il y avait au même endroit un juge seigneurial et un juge royal, ce dernier avait, outre la police générale, la prévention de la police particulière dans le ressort de la justice seigneuriale (2). Les règlements de police devaient être inspirés par des vues d'intérêt public et conformes, ou du moins « point contraires » à ceux de l'autorité supérieure (3). Les affaires de police étaient jugées comme affaires sommaires « inconti-

et tranquillité publiques, voirie, sciences et arts libéraux, commerce, manufactures et arts mécaniques, serviteurs domestiques, manouvriers et pauvres.

1. Loiseau, *op. cit.*, ch. IX, n^o 32, p. 72, qui continue ainsi : « Et d'ailleurs quelle apparence y aurait-il qu'un juge royal, éloigné, possible, de dix ou douze lieues d'une ville ducale ou comtale, y peust mettre la même police, qui doit être réglée proprement et sommairement, même que luy, qui ne sçait pas les particularitez du lieu, y puisse faire des réglemens si à propos, que le juge du lieu ? V. aussi Jean Bacquet, *Tr. des droits de Justice*, tr. I. chap. XXVIII, n. 16.

2. Edit. du mois de décembre 1666, v. Guyot, *Répertoire*, verb. Police, tome XIII, p. 158, 1^{re} col.

3. Loiseau, *op. cit.*, ch. IX, n. 7, p. 71.

ment après les délais échus, sur un simple acte pour venir plaider », et les sentences exécutées par provision, nonobstant appel (1).

Les pouvoirs de police des seigneurs variaient d'ailleurs suivant les coutumes. Ils avaient en général, sans qu'il leur fut besoin de titre ni de possession immémoriale (2), « la direction et les amendes des grands chemins, la direction et connaissance de leurs finages et des pâques et termes qui s'y trouvaient, la police des campagnes et par suite la connaissance et les amendes » (3). Bacquet prétend que ces trois sortes d'attributions n'appartenaient pas naturellement aux seigneurs : « toute voyrie appartenait en effet au roy dans son royaume » (4).

La police de l'église appartenait au curé qui devait en interdire l'entrée aux indignes, aux excommuniés et y maintenir l'ordre (5).

37. A la différence de nos maires actuels, les syndics des anciennes communautés d'habitants n'avaient aucune attribution de police. Simples mandataires

1. Ord. d'avril 1667, art. 3 et 7. Isambert, tome XVIII, p. 130 et 131. Déclaration du 28 décembre 1700.

2. Merlin, *Comm. sur la coutume de Vitry*, art. V, n. 1, p. 49.

3. Art. 35, des *Anciennes coutumes de Champagne*.

4. Jean Bacquet, *Traité des dr. de justice*, tr. I, chap. XXVIII, n. 25 et ss.

5. Achille Luchaire, *Manuel des Institutions françaises*, Paris, Hachette, 1892, p. 7.

des habitants qui n'avaient eux-mêmes aucun pouvoir propre de police, ils ne pouvaient avoir plus de droits que leurs mandants.

Et si, dans certaines localités l'on aperçoit vers les xvii^e et xviii^e siècles des syndics jouissant d'attributs de police (1), ils les tiennent soit du seigneur soit surtout du pouvoir central.

A cette époque en effet la police générale, comme nous l'avons vu, était organisée, et les intendants de police utilisèrent les syndics comme agents subalternes dans les petites localités. C'est ainsi qu'un arrêt général du Parlement (2) leur enjoint de faire exécuter les prescriptions relatives à la destruction des chenilles; que l'ordonnance du subdélégué de Troyes du 30 décembre 1778 rappelle aux syndics de sa circonscription, qu'ils ont à informer l'intendant de tous les événements pouvant intéresser le service du roi et la tranquillité publique, notamment des incendies et des épidémies (3).

Les syndics furent aussi chargés de fonctions relatives à la levée des impôts, au recrutement de la

1. Quand ils présidaient les assemblées, ils étaient chargés du maintien de l'ordre, devaient assurer l'assistance en infligeant 5 livres d'amende « aux refusans d'y assister », Fréminville, *op. cit.*, p. 193.

2. Arr. du 4 fév. 1732, rapporté dans Fréminville, *op. cit.*, p. 570.

3. Ord. du Subdélégué de Troyes, 30 décembre 1778, *Intro. inv. Arch. Aube*, p. 69.

milice, aux travaux de la corvée royale (1), ils étaient tenus de faire le recensement des juments du village pour les haras (2), de faire la police des épizooties (3), de veiller à la réparation des routes (4), d'empêcher la saisie des bestiaux et des instruments d'agriculture (5), de s'occuper du logement des troupes de passage (6). En un mot, au XVIII^e siècle, le syndic n'était plus avant tout l'homme de la commune, il était surtout l'homme de l'administration (7).

SECTION II

La Justice.

58. La justice fut sous l'ancien droit le service public dans lequel se manifeste le plus clairement la diversité et la complexité des institutions anciennes. L'autorité judiciaire fut en effet le partage, non seulement du pouvoir royal, mais encore de l'Église, des seigneurs et d'un certain nombre de villes.

1. A. Babeau, le *Village*, p. 55.

2. Déclaration du 22 fév. 1717, tit. VII, art. 1.

3. Arrêt du Conseil du 19 fév. 1746, art. 3, v. Fréminville, p. 120.

4. Décret des élus de Bourgogne en 1722, v. Fréminville, p. 182.

5. Edit. d'octobre 1713, Fréminville, 261.

6. Ord. du 13 fév. 1727, Fréminville, 394.

7. A. Babeau, le *Village*, sous l'ancien régime, p. 55.

en sorte qu'on distingue quatre juridictions : royale, ecclésiastique, seigneuriale et municipale.

Cette dernière doit être aussitôt éliminée de notre étude puisqu'elle suppose l'existence dans les villes de magistrats jouissant de pouvoirs propres et que par définition même notre syndic de village est totalement dépourvu de semblables attributions.

Quant aux justices royale, ecclésiastique et seigneuriale, elles s'exercèrent très diversement dans l'ancien droit suivant les temps, les lieux, les personnes et les affaires, et si la juridiction royale avait à la fin de l'ancien régime recouvré la plupart des attributions qu'avaient très longtemps exercées les juridictions seigneuriales et ecclésiastiques, il n'importe pas moins de connaître les attributions de celles-ci puisqu'elles ne disparurent qu'au cours de la période dans laquelle nous nous sommes placé.

59. La justice royale fut à l'avènement des Capétiens administrée dans les localités où juge d'église et juges des seigneurs ne l'exerçaient point eux-mêmes (1). Le roi institua des officiers dits prévôts qu'il eut soin de ne point rendre trop puissants pour éviter

1. Certaines personnes étaient exemptes de la juridiction des prévôts et relevaient de la « *curia regis* » ; certaines villes obtinrent également un droit propre de justice. Esmein, p. 351 ; *Etablissements de Saint-Louis*, I, ch. LXI et LXXVI ; *Livre de justice et de Plet*, I, 17, § 4.

qu'ils s'attribuent la justice comme l'avaient fait les comtes et vicomtes carlovingiens (1). Ces prévôts cumulaient en outre les attributions administratives, militaires et financières. Leurs charges étaient généralement affermées mais jamais à titre héréditaire.

Les prévôts étaient placés sous la surveillance du grand sénéchal qui faisait des tournées annuelles (2).

A cette première organisation se substitue au ^{xii}^e siècle, celle des baillis et sénéchaux (3), officiers supérieurs des prévôts et réunissant en leurs mains les mêmes attributions multiples.

Ces officiers supérieurs jusqu'au ^{xv}^e siècle furent ambulants comme l'était le grand sénéchal. Dès la deuxième moitié du ^{xiii}^e siècle ils connurent des cas royaux enlevés aux seigneurs et devinrent leurs juges d'appel.

Ces officiers, dont la charge pourtant ne fut jamais affermée comme le fut celle des prévôts, perdirent peu à peu leurs multiples attributions. Ils avaient pris l'habitude de déléguer leurs pouvoirs à des lieutenants qui d'abord révocables *ad nutum*, devinrent par la suite permanents et furent nommés directement par le roi. A la fin de l'ancien régime les fonc-

1. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 350.

2. Esmein, *op. cit.*, p. 353 ; Brussel, *Traité de l'usage des Fiefs*, ch. XXXII, I, p. 508 et 510.

3. Bailli se disait au nord et à l'est, Sénéchal au midi et à l'ouest.

tions des baillis et sénéchaux se bornaient à faire exécuter les sentences et à conduire l'arrière-ban de leurs provinces (1).

Le prévôt perdit également ses attributions administratives, militaires et financières, mais conserva ses attributions judiciaires. L'édit d'avril 1578 lui donna des assesseurs (2).

60. Dès le ix^e siècle, les détenteurs de la juridiction ecclésiastique prirent l'habitude d'en déléguer l'exercice à des tiers : archidiaques, vicaires, officiaux (3).

Au xiii^e siècle, c'était la règle (4), en sorte qu'évêques, archidiaques, archiprêtres, abbés, chapitres cathédraux et collégiaux se faisaient remplacer par des clercs dits officiaux. L'official n'avait aucun pouvoir propre et n'exerçait qu'en vertu d'un mandat conféré par un dignitaire ecclésiastique ; il devait être prêtre, gradué, ne faire partie d'aucun ordre religieux ni d'aucune autre juridiction (5).

L'official fut assisté plus tard d'un officier qui

1. Guy Coquille, *Histoire de Nivernois*. Œuvres, Paris, 1666, I, p. 396, « comme capitaines nés ».

2. Edit d'avril 1578, Isambert, *Anc. lois*, XIV, 343.

3. Les premiers officiaux paraissent vers 1170.

4. Paul Fournier, *Les officialités au moyen âge*, Paris, Plon et Cie, 1880, p. 3.

5. Il y avait pourtant une exception en faveur de l'abbaye de Fécamp (arrêt du 12 mars 1682).

remplissait le rôle de ministère public et connu sous le nom de promoteur. Mais de ce que l'évêque ne continuait pas à rendre lui-même la justice, il ne s'ensuit pas qu'il en avait perdu le droit ou que ce droit lui avait été retiré comme il en fut pour le seigneur. Les évêques en effet tenaient leur officialité quand ils le jugeaient à propos (1).

La compétence des tribunaux ecclésiastiques était spirituelle ou temporelle. La première découle « de l'existence même de la société chrétienne, elle est de droit divin » ; la seconde n'était que « de droit humain et positif (2) ».

La compétence spirituelle des tribunaux ecclésiastiques ne fut jamais contestée ; il n'en fut pas de même de sa compétence temporelle qui jusqu'au xvi^e siècle fut des plus étendues.

Cette dernière compétence peut être envisagée au point de vue des personnes et au point de vue de la nature des affaires.

Ratione personæ, elle s'étendait à certaines catégories de personnes exemptées par là même du for séculier et relevant des tribunaux ecclésiastiques tant pour les poursuites pénales que pour les

1. Guyot, *Répertoire*, mot : Juges, p. 586, 2^e col.

2. Ludovic Beauchet, *Origines de la juridiction ecclésiastique et son développement en France jusqu'au XII^e siècle*. (*Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, juillet-août 1883, p. 389).

poursuites civiles personnelles et mobilières mais non pour celles qui étaient relatives à la tenure féodale. Pour ces dernières, le juge féodal fut toujours compétent *ratione materiæ* même contre un défendeur clerc.

Le privilège du for ecclésiastique procurait en outre l'avantage de soustraire à la saisie des justices séculières les biens meubles des privilégiés.

Jouissaient de ce privilège, notamment les clercs ; et l'identité de ceux-ci n'était pas rigoureusement exigée. Il suffisait que la possession de la cléricature fut attestée soit par l'autorité publique, la tonsure ou l'habit, ce qui, on le conçoit, favorisait bien des fraudes (1).

Le privilège du for ecclésiastique s'étendait encore aux croisés (2) qui devaient pour l'obtenir porter la croix en un endroit apparent de leur costume (3) ; aux écoliers des universités de Paris, de Toulouse et d'Orléans (4), enfin aux *miserabiles personæ*, veuves et orphelins, au moins quand elles ne pouvaient obtenir justice du juge séculier (5).

La compétence *ratione materiæ* des tribunaux ecclésiastiques prit une extension plus considérable encore.

1. Paul Fournier, les *Officialités au moyen âge*, p. 75.

2. Beaumanoir, XI, p. 8.

3. Ord. de 1215.

4. Paul Fournier, *op. cit.*, p. 77.

5. Thomassin, I, 2^e Part. 3, c. 112, § 6 ; Ord. p. 499. Paul Fournier, p. 78.

Elle évoquait à elle, en vertu d'anciennes concessions royales et par suite d'une théorie très bien conduite, un grand nombre d'affaires parmi lesquelles il faut mentionner spécialement le mariage et ses dépendances, les testaments et les contrats sauf féodaux (1).

La compétence temporelle des tribunaux ecclésiastiques, tant *ratione personæ* que *materiæ* fut si bien combattue par le pouvoir central qu'à la fin du ^{xvii}^e siècle il n'en subsistait plus qu'une ombre : l'ordonnance d'avril 1695 ne reconnaît plus aux juges d'église que les connaissances des causes purement spirituelles (2).

Le privilège du for ecclésiastique fut au criminel battu en brèche par la théorie des cas royaux ; il reçut en outre au ^{xvi}^e siècle, un coup dont il ne devait pas se relever. En effet l'édit de Melun de 1580 ordonna que l'instruction criminelle qui jusqu'alors se faisait en deux instances distinctes, l'une royale, l'autre ecclésiastique, se fit conjointement. Le juge

1. Pour l'évolution de la compétence des tribunaux ecclésiastiques, cf. Paul Fournier, *les Officialités au moyen âge*; Ludovic Bauchet, *Origines de la juridiction ecclésiastique...*, dans la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, juillet-août 1883.

2. « La connaissance des causes concernant les sacrements, les vœux de religion, l'office divin, la discipline ecclésiastique, et autres purement spirituelles, appartiendra aux juges d'église ». Ord. d'avril 1695, art. 34. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, tome XX, p. 253.

royal devait se rendre au siège de la juridiction ecclésiastique (1).

Les deux sentences se rendaient il est vrai séparément et pouvaient être contraires ; mais au cours du xvi^e siècle on considéra l'ecclésiastique coupable d'un crime, comme dégradé par le fait même, ce qui rendait illusoire l'intervention du juge d'église.

La royauté usa d'un double procédé pour combattre les attributions civiles du juge d'église. Elle étendit d'abord aux actions purement réelles, puis aux actions personnelles nées de contrats constatés par acte notarié emportant hypothèque (2) la règle que seule la justice séculière était compétente à l'égard des clercs quand il s'agissait de tenure féodale.

Elle fit en outre admettre qu'elle statuait valablement quand le clerc poursuivi ne demandait pas son renvoi au juge d'église (3). Quant aux laïques, la royauté fit défense en 1539 (4) de les citer devant les juges d'église pour les actions purement personnelles et l'édit de 1695 (5) consacra les résultats déjà obtenus par la jurisprudence.

1. Art. 22. Ord., 1580. Isambert, *Anc. lois fr.*, XIV, p. 471.

2. L'hypothèque était considérée comme un droit immobilier.

3. Au xvii^e siècle, les clercs préféraient la juridiction royale à la justice ecclésiastique. Fleury, *Institutions*, II, p. 49.

4. Art. 1^{er}. Ordonnance de 1539 (Villers Cotterets).

5. Art. 34. Edit de 1695. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.* XX, 243 ; Loiseau, des *Seigneuries*, ch. XV, n^o 79.

61. Des trois sortes de justices : royale, ecclésiastique et seigneuriale, la troisième est celle qui fut la plus commune dans les villages. Mais il convient de bien préciser ce qu'il faut entendre sous le mot justice seigneuriale.

Il y avait dans la société féodale deux compétences (1) : l'une pour les litiges relatifs à la tenure, dite féodale ; l'autre pour toutes autres affaires, dite seigneuriale. De cette double compétence, la seconde seule nous intéresse (2).

1. Pour M. Esmein, *Cours élémentaire*, p. 413, la justice féodale appartenait à tout seigneur sur ses vassaux et tenanciers, la justice *seigneuriale* appartenait au seul seigneur justicier. M. Esmein admet donc pour la justice *seigneuriale* la règle « fief et justice n'ont rien de commun », il la rejette en ce qui concerne la justice *féodale*. M. Chénon fait remarquer que, de ce que certains textes distinguent en effet les deux compétences (Beaumanoir, *Coutumes de Beauvaisis*, ch. VI, n° 33. Nouv. éd. Comte Beugnot, 1842, p. 120), ne s'en suit pas nécessairement que la compétence féodale appartint à tout seigneur. — Bien au contraire, certains textes parlent des seigneurs fonciers qui n'ont pas « justice foncière ». (*Coutumes du Maine et d'Anjou*, art. XIII). M. Chénon conclut que la règle « fief et justice n'ont rien de commun » devait s'appliquer à la justice féodale comme à la justice seigneuriale » (*Cours de 1898-1899*).

2. Dès le x^e siècle d'ailleurs, le juge féodal n'avait plus aucun pouvoir de juridiction ; son seul droit était d'avoir un sergent pour faire exécuter la saisie féodale ou censuelle, mais ce dernier pouvoir lui fut enlevé au xvi^e siècle, car à cette époque les saisies durent être prononcées en justice ; Esmein, *op. cit.*, p. 414, *Grand Coutumier de France*, I, IV, ch. XI, p. 645 ; Bacquet, *Traité des droits de justice*, ch. IV, n°s 1 et 2.

La justice seigneuriale au sens précis du mot, se distingua d'abord en haute et basse justice (1).

Les hauts justiciers pouvaient juger les crimes entraînant la peine de mort ou une mutilation. Ils connaissaient seuls en outre de tous les procès civils dans lesquels pouvait intervenir le duel judiciaire. Les autres affaires étaient abandonnées aux bas justiciers ; ce ne fut qu'au xiv^e siècle que parut la moyenne justice. Hauts et bas justiciers eurent alors une compétence plus étroite ; les moyens justiciers firent l'instruction des crimes commis sur leur territoire, surveillèrent les poids et mesures et condamnèrent jusqu'à 60 sols parisis. Mais les attributions des moyennes et basses justices variaient à ce point suivant les traditions et les coutumes, que Loiseau les compare au nœud Gordien, plus aisé à trancher qu'à dénouer (2).

62. La justice seigneuriale se rendit d'abord sans grands apprêts de formalités ni de procédure. Le seigneur tenait sa cour, à la porte ou sous le porche de l'église, dans les cimetières ou sous l'orme planté au milieu de la place de l'église. C'est de

1. Lettres de Philippe-Auguste de 1220 en faveur des marchands de l'eau de Paris (Delisle, *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, n° 1959) ; Beaumanoir LVIII, *Des hautes et basses justices* ; *Etablissements de Saint-Louis*, I, 34 ; *Livre de Jostice et de Plet*, II, 5, § 1.

2. Loiseau, *Livre des Seigneuries*, chapitre X, n° 130.
Fleurquin

ce dernier usage que vint aux juges des seigneurs le nom si connu de « juges dessous l'orme » — Plus tard, les services de fief occupant davantage les loisirs des seigneurs distraits d'ailleurs par les soins de l'administration et de la guerre, la justice fut déléguée à des officiers que nous avons déjà rencontrés sous le nom d'officiers principaux ou juges. Ce droit de délégation appartenait aux hauts, moyens et bas justiciers chacun en ce qui le concernait (1). Mais une autre cause hâta la transformation des justices seigneuriales ; ce fut la renaissance des études de droit romain. La connaissance de ce droit, des arrêts des cours, des corps de coutumes nouvellement écrits demandaient une étude approfondie pour laquelle les nobles n'avaient pas les aptitudes requises ; les praticiens remplacèrent alors les vassaux juges et le seigneur ; au jugement par les « hommes » succéda le jugement par « baillis » (2). Ainsi les seigneurs cessèrent de tenir leur cour, non à l'origine en vertu d'une défense législative, mais par la force des choses, de même que nous avons vu l'évêque abandonner peu

1. Guyot, *Répertoire*, mot : Juges, p. 599, 1^{re} col.

2. *Livre de Jostice et de Plet*, I. 17, 19 ; Beaumanoir, *op. cit.*, ch. I, n° 13 « il y a aucunes liex là u on fit les jugemens par le bailli, et autrelieu là u li homme qui sont home de fief font les jugemens ». Ed. Beugnot, p. 28.

à peu à l'official le soin de rendre la justice dont il était le titulaire.

Les habitants ne paraissent pas avoir gagné à être jugés par les délégués des seigneurs. D'un côté, le seigneur qui nommait les juges se préoccupait parfois moins de leurs connaissances que de leur dévouement à ses propres intérêts (1), d'un autre côté les juges de village prenaient facilement l'habitude « de croire qu'ils n'étaient établis que pour servir leurs maîtres » (2).

63. Aussi les jurisconsultes profitèrent de ce que les seigneurs déléguaient d'ordinaire leurs pouvoirs de justice pour faire considérer qu'ils y étaient obligés (3). Ils firent ressortir que si le roi avait laissé aux seigneurs la juridiction à titre patrimonial, c'é-

1. Cahier du Tiers Etat de Bar-sur-Seine, art. XLII.

2. Loiseau, *Traité des offices*, p. 708 et ss. « Le plus grand et plus important désordre qui soit en France, ce sont ces mangeries de villages qu'on ne peut appeler justices pour ce qu'il ne s'y fait rien moins que la justice.... s'il plaisait à Messieurs les gens du Roy en la cour du Parlement, pour la manutention des droits de Sa Majesté, et principalement pour la pitié du pauvre peuple, faire sonder ce guay par leurs substituts des provinces, ils y trouveraient encore plus d'ordures qu'il ne le dit. » *Ibid.*

3. Guy Coquille, *Histoire du Nivernois*, I, p. 325 « d'ancienneté, les seigneurs ayant droit de justice exerçoient eux-mêmes la justice..., mais, depuis a esté ordonné et est ainsi observé que les seigneurs justiciers doivent establir des juges sans eux-mêmes exercer : *imo*, il leur est défendu d'assister à l'expédition des causes ».

tait afin qu'elle fut intelligemment rendue. Il était donc logique d'admettre que le roi put contraindre les seigneurs à nommer des juges de capacité suffisante. Cette théorie fut nettement formulée dès le xvi^e siècle, et l'ordonnance d'Orléans impose aux juges des seigneurs toute une série de conditions.

Cette intervention royale (1), on le conçoit, provoqua de vifs mécontentements et maintes fois ses prescriptions furent transgressées (2), mais la jurisprudence du Parlement fit sous ce rapport cause commune avec la royauté et condamna sans pitié les seigneurs récalcitrants.

Les arrêts généraux des 28 juin 1516 et 9 janvier 1600 (3) ordonnent « à tous seigneurs ayant justice de commettre et députer juges et officiers ordinaires pour vaquer à l'exercice de leurs justices, leur constituer salaires et payer par leurs mains, tellement que justice fut administrée à leurs sujets, à peine d'y être pourvu, et de l'amende arbitraire envers le roi ».

1. Ord. de 1560 ; Déclaration de 1680 ; Edits de 1693 et de 1704.

2. Lange, *Pratique*, I, p. 24 « mais cette ordonnance n'est point exécutée ; au contraire, quand les officiers royaux ont voulu assujettir les seigneurs à faire examiner et recevoir leurs officiers par devant eux, leurs entreprises ont toujours été réprimées » ; Brodeau-sur-Louet, lettre O, n^o 4 ; Loiseau, *Traité des Offices*, V. ch. I, n^{os} 30-35.

3. Rapportés dans Guyot, *Répertoire*, mot : Juges, p. 599, 1^{re} col.

Le Parlement de Dijon, par arrêt du 26 mars 1768, consacra solennellement cette jurisprudence.

D'autre part les parlements intervinrent pour réprimer sévèrement les excès et abus de pouvoir (1) des juges des seigneurs. Ils intervinrent aussi pour les protéger contre le caprice et l'arbitraire du seigneur qui pouvait en cas d'exactions ou de cruautés être privé pendant sa vie du droit de justice (2). Le seigneur ne pouvait être dénonciateur ni partie contre un accusé poursuivi en sa justice (3).

Pour combattre la justice seigneuriale, la royauté employa trois moyens : la théorie des cas royaux, la théorie de la prévention et l'appel. La théorie des cas royaux paraît au ^{xiii}^e siècle, mais elle ne se manifeste avec quelque assurance qu'au ^{xiv}^e. Philippe le Bel fit défense aux officiers royaux de justicier sur les terres des seigneurs hauts justiciers, mais excepta les cas de ressort et les cas royaux. Elle fut tout à fait développée au ^{xvi}^e siècle, et l'on peut dire qu'à cette époque tous délits et crimes d'une certaine gravité étaient revendiqués comme cas royaux. Aucune liste limitative n'avait du reste été donnée, et le pouvoir royal sut très habilement tirer parti de cette incertitude qu'il se refusa toujours à

1. Fréminville, *Dictionnaire de la Police*, 28.

2. Fréminville, *Pratique*, II, 258.

3. Arrêt de Paris, 8 février 1704 ; Merlin, *Commentaire sur la coutume de Vitry*, art. I, n. 17, p. 5.

dissiper. Dans le grand coutumier de France est réputé cas royal, ce qui se rapporte « à la souveraineté, au ressort, au droit royal » (1). Loyseau énumère, comme cas royaux : la rebellion, la fausse monnaie, l'hérésie, le rapt, l'incendie, le parricide. Les juristes surent également tirer grand parti de la théorie générale de la prévention.

Ils posèrent en principe que toute justice émanait du roi et que si celui-ci en avait abandonné certaine portion aux seigneurs à titre patrimonial, cela n'avait pu se faire que sous la condition qu'elle fut bien administrée. Or, dans le cas où le juge royal se trouvait saisi d'une affaire avant le juge seigneurial, on considérait qu'il y avait négligence de la part de ce dernier, ce qui le rendait incompétent (2). Cette théorie, dit M. Esmein, rencontra une vive résistance et l'on dut admettre, hormis les cas royaux que le renvoi d'une affaire au juge seigneurial devait être accordé quand il était demandé soit par le défendeur, soit par le seigneur justicier (3).

Il faut noter enfin la théorie de l'appel qui rendait compétents les tribunaux du roi, là même où jus-

1. *Grand Coutumier de France*, p. 92 ; V. une autre énumération dans Muryart de Voughans, *Institutes au droit criminel*, 1^{re} partie, ch. IV.

2. Loyseau, des *Seigneuries*, ch. XIII, nos 5 et ss.

3. Loyseau, des *Seigneuries*, ch. XIII. n. 30. Esmein, *op. cit.*, p. 427.

qu'alors les autres juridictions avaient seules été compétentes.

La procédure des justices féodales ou seigneuriales ne connaissait point à l'origine l'institution de l'appel, mais seulement *l'appel de default de droit* qui supposait un déni de justice, et *l'appel de faux jugement*, par lequel on prétendait qu'il y avait eu jugement sciemment rendu faux et mauvais (1).

C'est au xii^e siècle que parut la théorie de l'appel, mais l'institution était alors bien vicieuse ; les degrés d'appel variaient d'un endroit à l'autre selon le nombre des seigneurs hiérarchiques. Un grand progrès se fit quand on obligea les plaideurs à s'adresser en appel aux tribunaux du roi, *omisso medio*, du moins en matière criminelle car les seigneurs conservèrent le droit d'appel en matière civile.

64 Ces persistants efforts de la royauté avaient eu pour résultat de ne laisser aux juges des seigneurs qu'une très médiocre autorité (2), ce qui était un avantage pour les justiciables. Mais la bonne administration de la justice fut en outre poursuivie par d'autres mesures.

1. Esmein, *Cours élémentaire*, p. 258.

2. Guy Coquille, au xvi^e siècle, appelle les justices seigneuriales des corps sans âme et sans sang.

Le droit d'asile dans les églises avait disparu depuis l'ordonnance de Villers-Coterets, 1539 (1).

On se préoccupa d'assigner à chaque justice un auditoire public où chacun pût avoir un libre accès. On fit défense aux seigneurs de siéger sous les porches des églises, dans les cimetières, cabarets, dans leurs châteaux et dans les maisons particulières (2).

Les seigneurs durent construire des prisons plus saines et nommer des geôliers attitrés.

Leur séculaire irresponsabilité fut battue en brèche par des ordonnances royales confirmées par l'article 27 de celle de Roussillon. Déclarés responsables du mal jugé de leurs juges et condamnés en cas de réformation de leurs sentences à 60 livres d'amende sans qu'ils pussent désavouer leurs juges et sauf leur recours contre eux, les seigneurs étaient même placés dans une situation trop précaire pour que cet état de choses pût durer. Aussi, bien que cette ordonnance n'ait jamais été expressément révoquée, elle était déjà tombée en desuétude, du temps de Loyseau.

La seule peine que pouvaient alors encourir les seigneurs était l'interdiction de juridiction. Cette peine était perpétuelle ou à temps, pour le tout ou

1. Ord. Villers Coterets, 1539, art. 166.

2. Arrêt de règlement de 1673; Guy Pape, *Décisions*, 62; Bœrius, *Décisions*, 304, n° 4 et 5; Bacquet, *Des droits de Justice*, ch. XVIII, nos 2 et ss.

pour partie suivant la gravité de la faute. Celle-ci devait se rapporter à l'exercice de la justice; elle consistait souvent en dénis de justice, vexations ou condamnations illégales (1).

Ces réformes atténuèrent le mal, mais n'en tarirent point la source : les juges des seigneurs dont les attributions pourtant étaient bien restreintes, furent encore l'objet de nombreux griefs. Plusieurs Parlements, pénétrés des dangers que présentait leur mode de nomination, tentèrent d'introduire le principe de l'inamovibilité (2). Leurs efforts n'empêchèrent point les récriminations d'affluer dans les revendications des Etats généraux (3).

SECTION III

L'instruction.

65. Nous voici parvenus à l'une des sections les plus intéressantes de notre étude. Notre but principal est en effet de rechercher le rôle que les différents pouvoirs de l'ancien régime jouaient dans l'administration du village. Or, grâce à de récents et mul-

1. Guyot, *Répertoire*, mot : Juges des seigneurs, p. 601, 1^{re} col.

2. Babeau, le *Village sous l'Ancien Régime*, p. 191.

3. Cahier de Bar-sur-Seine, art. XLII.

tiples travaux (1), nous pouvons très aisément saisir et dégager la part de chacun en ce qui concerne l'instruction. Mais outre cet intérêt majeur, il en faut noter d'autres qui ne manquent point d'importance. Et d'abord, il est peu d'institutions sociales qui intéressent chacun de nous plus que l'instruction, surtout primaire. Il importe sans doute à la grande majorité des citoyens que le pays possède une bonne justice, une bonne police, un service d'assistance joignant la douceur à la célérité, mais tous n'ont pas et dans la même mesure l'occasion de recourir à ces institutions. Toutes les personnes ont au contraire à recourir à l'instruction primaire. Les questions qui s'y rattachent doivent donc intéresser la nation toute entière.

Nos recherches nous ont conduit à penser que l'initiative de l'enseignement revenait à l'Église, la stimulation aux efforts combinés de l'Église et de la royauté; la réalisation aux pères de famille. C'est ce qui, nous l'espérons, apparaîtra clairement dans les pages qui vont suivre.

66. Nous étant placés sous l'ancien régime, nous ne pouvons remonter avec détails au moyen âge et dans les premiers temps du royaume des Francs ; il nous faut cependant rechercher si, dans ces temps

1. V. Allain, Max Quantin, Babeau, Charmasse, Ravelet, de Resbecq, Fayet, Beller, etc.

éloignés l'instruction était connue, ou si elle n'apparut qu'aux ^{xvi}^e, ^{xvii}^e, ^{xviii}^e siècles. Or, dès l'année 529 nous voyons le concile de Vaison exhorter les prêtres établis dans les paroisses à recevoir chez eux des lecteurs et à les instruire (1). Pendant les ^{vi}^e, ^{vii}^e et ^{viii}^e siècles l'instruction d'abord assez florissante tomba dans une décadence dont Charlemagne la voulut relever. Aidé de religieux d'un savoir éminent pour l'époque, il ordonna, en 789 à Aix-la-Chapelle, aux prêtres des paroisses d'y tenir école (2).

Le haut clergé ne cessait pas de recommander : « que les prêtres établissent des écoles dans les villages et dans les bourgs, et si quelqu'un de leurs paroissiens veut leur confier ses enfants pour leur apprendre les lettres, qu'ils ne les refusent pas mais qu'ils accomplissent cette tâche avec une grande charité » (3). L'état d'anarchie des ^x^e et ^{xi}^e siècles ne fut pas sans porter une grande perturbation dans les écoles qui se relèvent au ^{xii}^e siècle (4) pour retomber bientôt dans une profonde décadence causée par l'état lamentable où les guerres de religion plon-

1. Allain, *l'Instruction primaire en France avant 1789*. Paris, 1884, p. 24.

2. Hardouin, t. IV, p. 842.

3. Hardouin, t. IV, p. 946. Capitulaire de Théodulphe, évêque d'Orléans, 797.

4. Le Concile de Latran, 1179, ordonne d'instruire gratuitement les pauvres. Duruy, *l'Instruction publique et la Révolution*. Paris, 1882, p. 4.

gèrent la France ; elles ne se relevèrent définitivement qu'à la fin du xvi^e siècle.

En 1576 l'évêque d'Evreux, Cl. de Saintes, après avoir rappelé qu'« il eut été difficile de trouver autrefois une paroisse un peu populeuse qui n'eut sa maison ou sa fondation pour écoles » gémit sur l'anéantissement de certaines, sur l'usurpation, l'aliénation d'un grand nombre, et prescrit « la restitution sous les deux mois des biens des écoles » (1).

En 1600, F. Péricard, évêque d'Avranches, ordonne que « les escolles soient remises aux évêques où elles avaient accoustumé d'estre et que recherche soit faite de leur fondation » (2). Il n'est pas dans nos vues de multiplier les exemples ; quelques-uns nous ont suffi pour rendre compte de l'état florissant des écoles avant la réforme et de la sollicitude du clergé pour l'instruction des fidèles.

67. Aux xvii^e et xviii^e siècles, clergé, royauté, États, ne discontinuent pas de s'intéresser aux fondations d'écoles. En Normandie, les évêques de la généralité de Rouen provoquent l'établissement d'écoles dans les communautés qui en étaient dépourvues et « engagent les parents à envoyer leurs enfants dans celles qui existent » (3).

Un édit de 1551 s'occupe de l'admission des

1. De Beaurepaire, t. II, p. 5.

2. De Beaurepaire, t. II, p. 5.

3. Baudrillart, p. 99.

maîtres d'école. Les états d'Orléans de 1560 demandent l'application des décrets des conciles de Latran et de Trente concernant l'affectation d'une prébende dans chaque église cathédrale ou collégiale à un précepteur qui instruirait gratuitement la jeunesse (1).

Les états de Blois de 1576 agitent la question d'enseignement (2). L'édit de Melun de février 1580 donne pour mission principale aux conciles provinciaux qui se devaient réunir tous les trois ans, la fondation de séminaires et d'écoles dans chaque diocèse (3).

Les députés de 1584 témoignent des mêmes préoccupations qui provoquèrent plusieurs interventions royales (4).

L'édit de 1686 oblige toutes les communes à entretenir des écoles où l'on enseignera à lire, à écrire « le tout ainsi qu'il sera réglé par les évêques ».

Par la déclaration du 13 décembre 1698, Louis XIV insistant sur l'édit de 1686 prescrit l'établissement d'écoles dans toutes les paroisses ; il enjoint « à tous pères, mères, tuteurs et autres personnes qui sont chargées de l'éducation des enfants et notamment de ceux dont les père et mère ont fait profession de la religion prétendue réformée de les en-

1. G. Picot, *Hist. des Et. gén.*, 1872, t. II, p. 97 et 98.

2. G. Picot, t. II, p. 144.

3. G. Picot, t. II, p. 159.

4. *Mémoires du clergé*, t. I, p. 976, 982, 983 ; Edits de 1600 ; de décembre 1608, art. 14 ; de 1657, art. 21.

voyer auxdites écoles et aux catéchismes jusqu'à l'âge de 14 ans... ». Dans cette ordonnance le roi imposait en outre aux communes de s'imposer pour la subsistance des maîtres et maîtresses (1). Les déclarations de 1700 (2) et de 1724 (3) réitérèrent les prescriptions de celle de 1698. La dernière commettait les procureurs fiscaux au soin de surveiller l'assiduité des enfants. Ils devaient tous les trois mois se faire remettre la liste des enfants qui n'allaient point à l'école afin d'exercer des poursuites contre les parents, tuteurs et curateurs, chargés de leur éducation.

Nous voyons, par cette énumération, que l'instruction préoccupait les esprits sous l'ancien régime ; nous allons voir si les parents comprenaient leurs obligations à cet égard et comment il était obéi aux prescriptions royales.

68. L'instruction qui fixait ainsi l'attention des grands pouvoirs sous l'ancien régime était-elle répandue en proportion jusque dans les plus hum-

1. Déclar. du 13 décembre 1698, art. 10. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XX, p. 317 ; *Mémoires du clergé*, t. I, p. 982 et 983.

2. Déclaration du 16 octobre 1700. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, XX, p. 371.

3. Déclaration du 14 mai 1724, art. 5. Isambert, *Rec. des anc. lois fr.*, XXI, p. 263 ; *Mémoires du clergé*, t. I, p. 2413.

bles villages, les classes étaient-elles suivies, les branches d'enseignement variées, limitées ; l'école était-elle gratuite, mixte... telles sont les questions auxquelles nous nous proposons à présent de répondre.

Nous avons déjà cité le témoignage de l'évêque d'Evreux rapporté par M. de Beaurepaire suivant lequel il eût été difficile, avant la Réforme, de trouver une paroisse un peu populeuse qui n'eût sa maison ou sa fondation pour écoles ; or nous constatons, à mesure qu'on approche de 1789, les créations d'écoles se multiplier dans les paroisses qui en étaient jusque-là dépourvues.

L'archevêque de Lyon en crée et les place sous la direction de M. Démiat (1). Les témoignages concordants abondent dans ce sens : « dans les campagnes on avait pourvu à l'instruction populaire par l'établissement d'une multitude d'écoles tenues ici par le curé, là par le vicaire, ailleurs par les clercs, ou des marguilliers... » (2). Il est avéré que presque toutes les paroisses qui forment aujourd'hui le département de l'Eure avaient avant 1789 de petites écoles, la plupart des communes supprimées en avaient aussi.

1. *L'Enseign. primaire à Lyon et dans le département du Rhône avant et après 1789. Revue du Lyonnais*, mai-août, 1880.

2. Allain, *op. cit.*, p. 56.

« J'arrive d'une longue et pénible visite, écrit en 1741 un grand vicaire de Noyon, dans laquelle j'ai visité les deux tiers de ce diocèse. Le zèle avec lequel on y pourvoit à l'instruction de la jeunesse qui a presque dans chaque paroisse un maître et une maîtresse d'école, anime celui que j'ai toujours pour les garçons de Montfort » (1).

Les chiffres rapportés par différents auteurs ont aussi leur éloquence (2).

1. A. de Dion, les *Ecoles de Montfort l'Amaury*, p. 33-34.

2. Dans le diocèse de Rouen (Robillard de Beaurepaire, *l'Instruction publique dans l'ancien diocèse de Rouen*). En 1683, sur 38 paroisses visitées, 22 ont une école, II, p. 382 ; en 1687, sur 56 paroisses visitées, 42 ont une école, II, p. 383 ; en 1717, sur 1161 paroisses visitées, 1159 ont une école, II, p. 407. Dans le Doyenné de St-Romain (*ibidem*), en 1750, sur 40 paroisses, 36 écoles, II, p. 412 et 413. Dans l'Aube, en 1790 (Babeau, *l'Instruction primaire dans les campagnes*), sur 446 paroisses, 420 écoles. Dans le diocèse d'Autun (Charmasse, *l'Instruction publique dans l'ancien diocèse d'Autun*), sur 383 paroisses, 295 écoles. Dans le diocèse de Châlons (Edouard Barthélemy d'après un extrait des procès-verbaux de visite de Mgr de Saulx Tavannes), sur 319 paroisses, 235 écoles. Dans le diocèse de Coutances (Duruy, *op. cit.*), presque autant d'écoles que de paroisses. Dans le diocèse de Sens (M. Quantin, des *Ecoles dans le diocèse de Sens*), presque toutes les paroisses avaient école. Dans le Doubs (Sauzay, *Histoire de la persécution révolutionnaire dans le Doubs*), *idem*. Dans les Landes (de Tartières, de *l'Instruction publique dans les Landes avant la Révolution*), sur 448 paroisses, 235 écoles. Dans la Hte-Marne (Fayet, *op. cit.*), sur 550 paroisses, 473 écoles. Dans l'Aube en 1790 (Babeau, *l'Instruction primaire dans les campagnes*), sur 446 paroisses, 420 écoles.

Un grand nombre de paroisses rurales possédaient même leur maison d'école. Il en était notamment ainsi dans l'Aube (1), la Baucce (2), la Bourgogne, la Champagne, la Flandre, la Haute-Marne (3), le Maine (4), dans l'Election de Sens (5), etc.

Il nous est plus difficile de donner la proportion exacte des enfants qui suivaient les classes, car si nous possédons quelques données sur le nombre d'enfants présents (6), nous n'en avons guère sur le nombre d'enfants capables de suivre ces mêmes classes. Les prescriptions royales ne produisirent pas d'abord tout l'effet qu'on en aurait pu désirer ; les parents utilisaient volontiers leurs enfants aux travaux de la culture, aussi l'autorité royale dut réi-

1. Babeau, *l'Instruction primaire*, p. 74-76 (176 sur 446 paroisses).

2. Merlet, p. 7, 40, 45, etc.

3. Fayet, *Recherches sur les écoles de la Haute-Marne*, p. 327-334.

4. Bellée, p. 66, 67, 71, etc.

5. Quantin, p. 138 (18 sur 44).

6. De Resbecq, *Histoire de l'enseignement primaire avant 1789 dans les communes qui ont formé le département du Nord*, Paris, 1878. Il y avait par exemple dans le Nord, à Armentières, en 1789, 560 enfants, M. de Resbecq, p. 216-217 ; à Bergues, en 1651, 80 enfants, p. 178 ; à Cambrai, en 1626, 965 enfants, p. 133 ; à Douai, en 1615, 5 à 600 enfants, p. 155 ; à Lille, en 1616, 1.200 enfants, p. 247.

térer l'obligation d'assiduité. Les déclarations de 1698 et de 1724 furent plus respectées (1).

Quant à l'enseignement qui était donné, bien que l'édit de 1688 ne parle que de la « lecture », de « l'écriture », et du « catéchisme », il est certain qu'il comprenait également le calcul élémentaire. En certains endroits on donnait en outre aux garçons un enseignement professionnel et aux filles des notions de travaux manuels (2).

L'ancienne coutume d'apprendre d'abord aux enfants à lire le latin (3) combattue par le vénérable de la Salle (4) fut complètement délaissée vers le milieu du xvii^e siècle.

En général l'école de paroisse n'était pas gratuite en ce sens que les habitants aisés devaient payer au régent, pour leurs enfants, une rétribution appelée écolage (5). Dans les localités qui n'étaient pourvues que de ces écoles il était néanmoins très expressément recommandé aux régents de recevoir et d'instruire les enfants pauvres dont les parents ne pouvaient payer l'entretien (6).

1. Fréminville, *Dictionnaire ou traité de la police générale*, 1768, p. 224.

2. De Resbecq, *op. cit.*, p. 73-77.

3. L'*Escole paroissiale*, p. 248.

4. Ravelet, p. 327-328.

5. De Beaurepaire, II, p. 273.

6. Statuts et ord. d'Aix, 1672, p. 64; de Grenoble, 1690,

Mais il avait été fondé dans la plupart des grandes villes des écoles dites de charité uniquement ouvertes aux enfants indigents (1).

69. Dans un certain nombre de localités existaient aussi des écoles de filles, car l'Église recommandait la séparation des sexes dès l'âge le plus tendre.

La royauté se préoccupa de même de la création d'écoles de filles (2). La déclaration du 13 décembre 1698 prévoyait expressément le traitement à allouer aux directrices de ces maisons (3). La plupart des communautés rurales étaient sans doute trop pauvres pour créer des écoles spéciales pour filles, certaines même ne pouvaient avoir d'école mixte auquel cas elles se réunissaient à plusieurs pour payer un régent; mais dans un certain nombre (4), et surtout dans

p. 150; de St-Malo, 1675; D'Arras, 1678; ord. synodales de Mgr de Bertons de Crillon, archev. de Toulouse, 1719, p. 24, v. de Resbecq. p. 333, etc...

1. Amiens, Auxerre, Bourg, Cambrai, Douai, La Flèche, Lille, Mondidier, Moulins, Privas, Rouen, St-Quentin, Valenciennes possédaient de ces écoles (de Resbecq).

2. Lettre de Louis XIII, décembre 1640, à l'év. de Poitiers; *Mémoires du clergé*, t. I, p. 977; lettre de Louis XIV, 16 mai 1666, à l'évêque de Châlons, *Mémoires du clergé*, t. I, p. 1084.

3. Déclaration du 13 décembre 1698. Isambert, *Anc. lois fr.*, XX, 317.

4. A. de Dion, *Ecoles de Montfort l'Amaury*, p. 33 et 34.

les villes, il fut pourvu à l'établissement d'écoles de filles et au traitement de maîtresses (1).

70. Quelle était la condition et la situation des régents et régentes, quels étaient surtout les droits des chefs de famille dans l'instruction de leurs enfants, quelle était enfin la part de l'Église et de l'État dans l'administration de l'enseignement, telles sont les questions auxquelles il nous reste à répondre.

« La diminution progressive des ecclésiastiques dans les derniers siècles, en obligeant les paroissiens et les curés à recourir à des instituteurs laïques avait fait sentir la nécessité d'assurer un traitement à ces derniers et de favoriser autant que possible les donations en faveur des écoles paroissiales (2). »

En règle générale, régents et régentes étaient donc à notre époque des personnes laïques. Tout habitant avait le droit de se mettre à la recherche d'un régent. En fait, les paysans ayant d'autres occupations, c'était d'ordinaire le curé qui prenait l'initiative de faire connaître dans un certain rayon, la vacance de la place de régent. Ces places étaient souvent recherchées (3). C'est ainsi qu'à Bourbourg

1. En 1615 Douai avait déjà 6 écoles de filles. V. de Resbecq, p. 155.

2. De Beaurepaire, II, p. 273.

3. Schmidt, p. 273. *Rapport du subdélégué d'Epinal*, enquête de 1779.

(Nord) en 1674 se présentent 14 candidats pour une place (1); à Lucy le Bois (Yonne), en 1732, 8 briguent le même emploi (2). Mais dans certains pays pauvres il était au contraire parfois difficile de trouver des maîtres. En 1738 le subdélégué de Périgueux écrit à l'intendant de Guyenne que certaines paroisses de son ressort manquent de régents « parce que c'est une profession très ingrate dans les campagnes » (3).

Les candidats qui se présentaient étaient examinés par un jury composé naturellement des habitants les plus instruits. La composition de ce jury variait suivant les localités (4). Dans la plupart des villages on s'en remettait au curé pour le soin d'interroger les candidats et pour juger de leur savoir. L'avis du recteur sortant de charge, la notoriété publique, étaient pris en grande considération. — On attachait une grande importance à ce que le candidat sut déchiffrer les manuscrits des chartes et privilèges locaux.

Mais l'examen n'avait d'autre résultat que d'éclairer les examinateurs, de former leur jugement sur la valeur du candidat. Tous les habitants en effet

1. De Resbecq, p. 445.

2. Max Quantin, p. 38.

3. *Arch. Gironde*, C. 3097.

4. Max Quantin, 73; à Vermanton, le jury se composait du procureur du roi et d'autres notables.

étaient appelés en assemblée générale pour voter sur l'admission du régent.

« Le 19 présent mois, écrit un curé, sur l'invitation de l'un des syndics, j'ai annoncé au prône de ma messe paroissiale qu'il y aurait le dimanche suivant 26 aussi du présent mois, une assemblée générale d'habitants à l'effet de procéder à l'élection d'un maître d'écoles et que tous et un chacun des habitants étaient priés de présenter les sujets qu'ils étaient capables de remplir le rectorat de la paroisse » (1). Les habitants assemblés en la manière accoutumée délibéraient et votaient. Ce n'est pas que cette liberté dont disposaient les habitants n'eut pas quelquefois une influence fâcheuse sur le choix des candidats, le savoir étant parfois pris en moindre considération que la « force des poumons » ou la « sonorité du larynx » (2).

Les habitants étaient en outre appelés à voter les conditions et avantages consentis au régent. On débattait les termes du contrat qui affectait la forme d'un bail résiliable après 3, 6 ou 9 années à la volonté des parties, rédigé par un notaire, un juge ou un praticien (3).

On trouve aux registres de délibérations des mu-

1. Billet du vicaire de Celles, *Arch. Aubé*, c. 11.

2. Max Quantin, *Hist. de l'Inst. primaire avant 1789 dans l'Yonne*. Il en fut ainsi à Lucy-le-Bois en 1782.

3. Babeau, le *Village*, p. 274 et 276.

municipalités des renseignements sur les émoluments qui leur étaient alloués, sur les privilèges octroyés et sur leurs diverses obligations (1).

Exception faite pour les écoles de fondation, les régents avaient d'ordinaire pour rétribution les droits d'écolage que payaient mensuellement les parents. Cette rétribution scolaire variait du reste dans la même paroisse suivant le degré d'instruction de l'enfant. A Malay par exemple, dans la Haute-Marne, elle était fixée en 1701 à 3 sols pour la lecture, à 5 pour l'écriture, l'arithmétique et le plain-chant (2). Dans cette même localité le régent recevait en outre du blé de tous les habitants. Parfois le maître d'école ne recevait qu'une rétribution en nature, c'était le cas ordinaire dans le diocèse de Bordeaux (3) ; il en était de même dans le comté de Dunois (4). Les contributions en nature variaient suivant les localités : c'était ici du seigle, là du froment ou de l'avoine ou du vin. En Lorraine l'instituteur avait ordinairement la dîme de la troisième charrue ou un préciput sur le tout (5).

Louis XIV consacrant le principe de la dépense obligatoire mise à la charge des communes pour

1. *Arch. Comm.* Série B. B.

2. Fayet, *Recherches sur les écoles de la Hte-Marne*.

3. *Arch. Gironde*, C. 3093.

4. Merlet, p. 62 et 228.

5. Schmidt, p. 271.

l'instruction (1) prescrivit aux communes de s'imposer pour entretenir des maîtres et maîtresses. Il fixa la rétribution scolaire à 150 livres pour les maîtres et à 100 pour les maîtresses (2). Mais la majorité du pays continua ses anciennes pratiques. Dans un grand nombre de villages la communauté ne s'imposa que pour parfaire les 150 et 100 livres, déduction faite du montant des cotisations individuelles (3). En fait le montant de la rétribution variait sensiblement suivant les localités (4), mais le pouvoir central par l'intermédiaire des intendants s'efforça d'obtenir l'uniformité et le remplacement des contributions en nature par un traitement en argent (5).

Le contrat passé entre le régent et les habitants lui donnait droit parfois à certaines fondations, à la jouissance de certains communaux (6).

Le régent était encore dispensé des fonctions de

1. Babeau, p. 271.

2. Décl. du 13 décembre 1698. Isambert, *Anc. lois fr.*, XX. 317.

3. Babeau, le *Village*, 277.

4. Schmidt, *Revue chrétienne*, mai 1880, p. 267. En Lorraine l'enquête de 1779 indique un montant de rétribution variant de 100 à 300 livres. A Vazire le 28 mai 1780, les habitants affectent 100 livres pour instruire gratuitement les enfants pauvres de la paroisse (Merlet 258).

5. Charmasse, p. 59 ; Fréminville, *Tr. g. du g.* 492 et s. Décl. du 14 mai 1724.

6. Babeau, 275.

collecteur d'impôts (1), de la milice (2) et les prescriptions contraires de l'administration trouvèrent dans le clergé des adversaires résolus et victorieux.

Les baux stipulaient aussi exemption totale ou partielle des charges de la communauté, des tailles, corvées et autres impôts. Quand l'âge ne permettait plus au régent d'exercer ses fonctions, ces exemptions lui étaient maintenues ; il payait seulement une capitation de 5 à 6 sols (3).

La situation pécuniaire moyenne des recteurs était donc bonne et l'on en cite plusieurs qui, ayant amassé un certain capital achetèrent des charges importantes. La considération dont ils étaient entourés contribuait également à rendre leur place enviable. L'assemblée générale du clergé de France avait décidé que « les maîtres d'école revêtus de leurs surplis seraient encensés dans les églises et auraient les honneurs avant les laïques et les seigneurs des paroisses » (4). Aussi sont-ils pris en considération par les seigneurs eux-mêmes et

1. Babeau, le *Village*, p. 236 ; *Collection des procès-verbaux du clergé*, t. IV, p. 775.

2. Quantin, p. 18 et 19.

3. Babeau, *l'Instruction primaire dans les campagnes*, p. 26.

4. *Collection des procès-verbaux du clergé*, t. V. p. 602 et 603 ; Cf. *Statuts synodaux de Boulogne de 1744* (de Resbetq, p. 347).

qualifiés « honorables hommes » (1). Ils avaient comme le curé une place réservée pour leur cercueil dans le cimetière et même dans l'église, leur mort était un « deuil public » (2).

Cette estime générale pour les régents était à la fois cause et effet du temps prolongé pendant lequel ils exerçaient les mêmes fonctions ; de l'hérédité qui parfois s'attachait à leur place (3). A Douai, en 1731, le sieur Blanpain parvenu à un âge qui ne lui permet plus de diriger son école reçoit en récompense de ses longs services une pension annuelle de 60 florins (4).

Mais cette stabilité ne se retrouvait point partout ; la coutume de renouveler les baux de rectorat chaque année paraît avoir déterminé chez les recteurs des contrées où cet usage était admis une tendance à changer fréquemment de poste (5). Il semble également que sur la fin du xviii^e siècle, les maîtres d'école n'étaient plus si heureux que jadis ; on en trouve la preuve dans le cahier des doléances à présenter aux états généraux assemblés à Paris par les instituteurs des petites villes, bourgs et villages de la Bourgogne (6). Mais ce document est une base trop étroite pour apprécier la situation moyenne des

1. Fayet, p. 65.

2. Merlet, p. *iiij*, *iv* ; Quantin, p. 111.

3. De Resbecq, p. 51 ; Charmasse, p. 91 et 92 ; Fayet, p. 35

4. De Resbecq, p. 163.

5. Schmidt, p. 213. Il en était ainsi en Lorraine.

6. *Arch. nat.* ; A. Dupuy, *op. cit.*, p. 363 et ss.

recteurs. Il faut d'ailleurs se mettre en garde contre les revendications outrées de personnes directement intéressées à se plaindre beaucoup pour obtenir davantage.

Sous l'ancien régime, le droit public attribuait aux évêques la nomination et l'inspection des instituteurs (1), aussi les habitants à qui l'on ne pouvait imposer de recteurs, ne pouvaient émettre un vote définitif ayant force suffisante pour installer régulièrement un recteur, il fallait en outre que le candidat fut agréé par l'évêque. En fait cet agrément avait toujours lieu, en sorte qu'il est vrai de dire que les habitants, maîtres en droit de refuser la place de recteur à qui leur semblait, pouvaient en fait la concéder à qui leur plaisait.

Le candidat faisait entre les mains de l'évêque ou de son délégué une sorte de profession de foi et cette formalité dit Babeau (2), fut plus strictement exigée à partir de la fin du xvi^e siècle que par le passé.

L'acte de communauté n'était enfin visé qu'après interrogation du candidat par le promoteur sur les principes et devoirs de la religion, sur la lecture, l'écriture, l'arithmétique et le plain-chant (3).

1. Art. 14, édit de décembre 1606; art. 25, édit d'avril 1695; Duruy, *op. cit.*, p. 48 et 49; De Beaurepaire, *op. cit.*, t. II, p. 5.

2. Babeau, le *Village*, p. 277.

3. *Ord. synodale de Dijon*, 1744. ch. X. II. *Stat. synodai de Troyes*. éd. 1729, p. 170.

Alors le recteur pouvait entrer en fonctions, mais l'intervention du pouvoir royal dans l'administration locale de l'enseignement se fit sentir à un double point de vue. Les intendants, à une date qu'il est difficile de préciser prirent l'habitude d'homologuer le traité passé entre la communauté et le régent ; puis, à partir du xviii^e siècle, sanctionnèrent sa nomination (1). « Dès le milieu du xviii^e siècle, l'idée de la sécularisation de l'enseignement se manifestait, sans beaucoup de suite assurément et d'une façon bien timide encore, mais enfin l'impulsion était donnée : déjà quelques intendants, touchés de l'esprit révolutionnaire avant la Révolution, cherchaient à substituer leur pouvoir à celui de l'Eglise et s'attribuaient insensiblement le droit d'autorisation sans que cette victoire de l'esprit laïque sur l'épiscopat rencontrât de résistance tant il est vrai que l'heure était venue » (2).

Dès qu'un recteur avait été accepté par les habitants et régulièrement installé, il avait en quelque sorte le monopole de l'enseignement. Le bail en effet lui concédait certaines rétributions contre des services, aussi le recteur entendait être seul à bénéficier des frais d'écolage. Nous trouvons plusieurs exemples de régents demandant l'interdiction d'un

1. Babeau, *Le Village*, p. 278.

2. Duruy, *op. cit.*, p. 23.

importun concurrent, et toujours nous le voyons obtenir gain de cause (1).

Le recteur ainsi protégé devait de son côté remplir consciencieusement les obligations stipulées au contrat. Il devait se conformer à l'enseignement convenu, faire le nombre de classes déterminé, observer la durée des vacances. Le recteur était soumis à la surveillance du clergé et des habitants. Dans leurs visites, les évêques appelaient devant eux le régent et les écoliers, les habitants étant présents, et là se faisait un examen, puis chacun était admis à formuler ses plaintes. Procès-verbal était dressé du tout, revêtu de la signature des habitants présents et annexé au procès-verbal de la visite de la paroisse (2).

En cas de conduite scandaleuse et sur les plaintes des habitants, l'évêque pouvait révoquer les recteurs. Les habitants ne paraissent pas avoir perdu jusqu'à la fin de l'ancien régime, le droit de surveiller leur recteur ; ils le citent en l'assemblée générale, lui

1. Bellée, p. 420 ; *Arch. Gir. G.* 43. Actes des vicaires généraux (*sede vacante*) ; *Arch. de l'Arch. de Bordeaux* ; requêtes à l'archevêque.

2. A. de Charmasse, *Estat de l'Instruction primaire dans le diocèse d'Autun pendant les XVII^e et XVIII^e s.*, p. 403 ; *Estat des demandes qui seront faites et des articles qui seront examinez lors de la visite de Mgr l'archevêque de Bordeaux dans les paroisses de son diocèse. Bordeaux, 1731*, p. 20.

font les observations nécessaires, lui déclarent qu'on diminuera ses gages, lui rappellent ses obligations (1), et s'il échet, le destituent (2), recourant en cas de besoin à l'autorité publique pour « le faire déguerpir ».

71. La conclusion s'impose, et nous l'empruntons à M. Albert Babeau «.... si de grands progrès restaient à réaliser, de grands efforts n'avaient-ils pas été tentés ? chaque pouvoir dans sa sphère n'y avait-il pas contribué ? et les plus méritoires de ces efforts, n'était-ce pas à la communauté d'habitants qu'on les devait ? Qui d'ordinaire entretenait les écoles, qui salariait les maîtres, sinon les habitants, sinon les pères de famille ? Ils connaissaient la valeur et le prix de l'instruction, puisque, malgré les charges dont ils étaient accablés, ils n'hésitaient pas à s'en imposer de nouvelles pour y satisfaire (3) ; ils comprenaient leurs devoirs de pères et de citoyens quand ils faisaient des sacrifices pour assurer à leurs enfants l'enseignement primaire ; et qui peut dire, s'ils

1. *Arch. de l'Aube*, C. 696.

2. Maurice Clément, *Etude sur les communautés d'habitants*, p. 193. Paroisse de la Châtre, 10 juin 1545, *Arch. de l'Indre*, G. 70.

3. Le rapport de Condorcet estime à 20.000.000 les dépenses des écoles à la fin de l'ancien régime. La plus grande partie de cette somme était supportée par les fabriques et les fondations particulières. Albert Duruy, *op. cit.*, p. 12.

n'avaient pas puisé ces sentiments généreux dans ces fréquentes assemblées de paroisse, où sous les arbres séculaires, au sortir de l'église, ils délibéraient et agissaient sous l'inspiration multiple de la religion, de la famille et de la patrie, dont la communauté était pour eux l'image » ? (1).

SECTION IV

L'Assistance.

72. L'assistance ne revêtait pas sous l'ancien régime le caractère officiel et administratif que nous lui connaissons de nos jours. Elle n'en fut pas moins pratiquée suivant les époques avec un grand esprit de dévouement.

C'est au ^{xiii}^e siècle que furent créées le plus de maisons charitables. La foi et l'héroïsme chevaleresque avaient couvert la France d'hôpitaux, d'hospices et de maladreries, suscité des dévouements jusque chez les plus grandes châtelaines pour le soin des voyageurs, des pauvres, des malades et des infirmes.

Nous n'insisterons pas sur cette période : un exemple que nous empruntons à M. D'Arbois de

1. A. Babeau, le *Village sous l'Ancien Régime*, p. 283

Jubainville (1) suffira pour nous convaincre de cette véritable exubérance de charité : « on comptait au xiii^e siècle sur un territoire qui ne forme aujourd'hui qu'un département, 62 hôpitaux ou maladreries, 21 de ces établissements se trouvaient dans des communes rurales qui n'ont pas semblé assez importantes pour être érigées en chefs-lieux de canton. — Un seul hôpital subsistait au xviii^e siècle dans ces communes, et de nos jours le département n'a conservé que neuf hospices où hôpitaux tous situés dans les villes ».

A cette époque les établissements d'assistance ne dépendaient que des fondateurs et fondatrices ; ils étaient administrés par des prud'hommes désignés par eux (2). — La féodalité entraîna dans sa décadence hôpitaux et maladreries. La foi était moins vive, les seigneurs ne surveillaient plus et ne se croyaient plus obligés de soulager et de soigner les pauvres depuis qu'ils les avaient affranchis (3). Les religieux chargés des hôpitaux s'empressèrent de tirer parti pour eux du bien qui était celui des pauvres.

74. La royauté intervint : nous la voyons très net-

1. D'Arbois de Jubainville, *Voyage paléographique dans l'Aube*, p. 264.

2. Beaumanoir, Ed. Beugnot, t. II, p. 327.

3. Babeau, le *Village*, p. 286.

lement du xvi^e au xviii^e siècle se préoccuper uniquement des pauvres, puis aux xviii^e s'intéresser également aux malades.

Un édit d'avril 1561 s'inquiéta d'abord de la situation désastreuse dans laquelle se trouvaient les établissements d'assistance (1).

François I^{er} et ses successeurs (2) essayèrent de remédier aux abus en remettant l'administration des hôpitaux entre les mains des laïques.

L'édit de Charles IX de 1561, règle le mode de nomination desdits administrateurs (3). — La plaie du paupérisme allait croissant : les mendiants dont la profession était alors reconnue, affluaient dans les villes, surtout dans les temps de disette ou de crise.

Un édit de 1629 leur enjoint « de se retirer es lieux de leur naissance et domicile » (4). Cette mesure est insuffisante et la royauté en vient à prendre des moyens plus énergiques et plus sociaux.

L'ordonnance de 1536 (5) porte que les « mendi-cans valides seront contraincts de labourer et besogner pour gagner leur vie », sinon ils seront conduits à la ville prochaine pour être fustigés. — Dis-

1. Isambert, *Anc. lois fr.*, t. XIV, p. 105.

2. Isambert, *Anc. lois fr.*, t. XII, p. 841 ; t. XIII, p. 355.

3. Ord. de fév. 1561. Isambert, *Anc. lois fr.*, t. XIV, p. 209.

4. *Anc. lois fr.*, t. XVI, p. 235.

5. Edit du 30 août 1536, ch. III, art. 3. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XII, p. 525 ; édit du 25 janvier 1536. Isambert, *ibidem*, p. 531.

tinguant les pauvres involontaires d'avec les mendiants de profession, l'ordonnance de février 1556 (1) impose aux villes, bourgs et villages l'obligation de nourrir leurs pauvres.

Une ordonnance de 1661 porte qu'en cas de récidive ils seront condamnés aux galères.

L'ordonnance de 1686 réitère les prescriptions de celle de 1661 (2). En 1724 (3) Louis XV créa dans les villes importantes des dépôts de mendiants valides et invalides. Les valides étaient contraints au travail. — Cette manière de procéder donna paraît-il d'excellents résultats, mais l'expérience ne put être poursuivie faute d'argent.

Louis XV voulant joindre l'assistance des malades au soulagement des pauvres et à la répression de la mendicité ordonne en 1728 (4) l'envoi à tous intendants de province de remèdes destinés à être distribués gratuitement aux malades. En 1769 le chiffre de ces envois fut porté de 126. 910 à 952.136 (5). Louis XVI en tripla le nombre (6).

1. Isambert, *Anc. lois fr.*, t. XIV, p. 209.

2. Déclaration du 12 octobre 1686. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XX, p. 24 ; déclaration du 25 janvier 1687, *Ibidem*, p. 23.

3. Déclaration du 18 juillet 1724. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XXI, p. 271.

4. Arrêt du Conseil, 3 juillet 1728.

5. Arr. du Conseil, 1^{er} mars 1769. Isambert, *Rec. des anc. lois fr.*, t. XXII, p. 486.

6. Arr. du Conseil du 9 fév. 1776. Isambert, *Rec. des anc. lois fr.*, t. XXIII, p. 348.

Dans les cas de dangers et d'épidémies, le pouvoir central envoyait également des secours et des médecins dont les soins étaient donnés gratuitement aux personnes atteintes du fléau.

Notons aussi l'initiative de certains évêques (1) fondant dans leurs diocèses des bureaux d'incendie pour les paroisses de campagne. — Les procès-verbaux constatant les dégâts étaient dressés par le juge local ou par le syndic et envoyés à l'autorité ecclésiastique (2).

Les communautés rurales ne paraissent pas avoir assumé de bonne heure la tâche de l'assistance publique. Cette constatation mérite de nous arrêter un instant. En effet, après avoir vu l'intérêt qu'elles portaient à l'instruction, la liberté et l'aisance de leurs assemblées générales, une telle abstention en matière d'assistance doit surprendre et l'on est amené à se demander si l'assistance était alors utile.

Nous ferons à ce sujet une distinction : pour les voyageurs, les pestiférés ou autres malades atteints de germes contagieux, oui ; pour les malades ordinaires et les pauvres, non. En effet la constitution de la famille à cette époque, étroitement agglomérée dans un petit rayon, autour d'un même clocher, ne

1. En 1764 à Troyes, *Arch. Aube*, reg. G. 253 et liasse G. 251 ; Reims, 1779, Portagnier, *Hist. de Châtelet*, V. Tra-vaux de l'Académie de Reims, 1874, p. 415.

2. Babeau, le *Village*, p. 299.

permettait guère aux individus de se trouver isolés comme ils le sont de nos jours. Tout d'ailleurs concourait au groupement de la famille : les mœurs et les choses ; routes souvent impraticables, en tout cas moyens de transport non accélérés. Il y avait donc peu de chance pour que la misère atteignit l'un des membres d'une famille ; en tout cas la famille venait elle-même à son aide. De même il existait peu de familles misérables et s'il y en avait, les voisins, les proches remplissaient eux-mêmes le devoir d'assistance. Le même raisonnement s'applique aux malades qui recevaient dans leur famille des soins sinon plus intelligents, du moins plus affectueux que dans les hôpitaux les plus charitablement administrés. L'attitude généralement passive des communautés d'habitants en tout ce qui concerne l'assistance confirme notre manière de voir. N'avaient-elles pas du reste, comme nous l'avons vu plus haut, pour leurs voyageurs, des hospices, pour leurs pestiférés des maladreries ? Le besoin de bureaux de bienfaisance ne se faisait pas alors sentir et les communautés pensaient sans doute que subvenir aux besoins des « mendiants » était aviver une plaie que la royauté s'efforçait, mais en vain, de guérir.

M. Merlet rapporte comme étant dans le comté de Dunois la plus ancienne intervention des habitants dans la charité publique, une assemblée générale des habitants de Châteaudun du 18 novembre 1565

dans laquelle il fut décidé que chaque paroisse de la ville élirait deux députés qui se réuniraient « pour adviser et donner ordre aux pauvres de ceste ville tant mendians que passans » (1).

C'est en 1561 que fut conférée législativement aux communautés leur première attribution en matière d'assistance. Charles IX voulant remédier aux abus qui s'étaient glissés dans l'administration des établissements de charité, décide qu'ils seront régis par des gens de bien nommés tous les trois ans, soit par les personnes qui d'après les titres de fondations avaient droit de présentation, soit par les communautés des villes, des bourgs et des villages (2). Lesdites communautés furent aussi dotées du droit de contrôle. Chaque année, le compte des administrateurs devait être rendu devant le juge et les principaux habitants au nombre de quatre au moins. Le curé n'y était appelé qu'à titre de principal habitant (3). Bientôt les communautés se virent imposer l'obligation de nourrir leurs pauvres. Un édit de 1566 décidait que si les ressources de la communauté étaient insuffisantes, on aurait recours pour y pourvoir à une taxe spéciale que percevraient les

1. Lucien Merlet, *op. cit.*, p. 57.

2. Edit de 1561. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XIV, p. 209.

3. Fréminville, *Dictionnaire de la police*, p. 217.

maires, échevins, consuls ou marguilliers des paroisses (1).

Le rôle des taxes devait être dressé par le curé et le syndic ; tous les possesseurs d'héritage y étaient inscrits en proportion de leurs biens-fonds (2), nul ne s'y pouvait soustraire.

Le Parlement décida plus tard que le rôle serait dressé par le juge en présence du curé, du procureur fiscal, du syndic et de deux habitants nommés par les autres à la sortie de la grand'messe (3). C'était une première satisfaction donnée aux habitants de la communauté.

Conformément aux dispositions de l'édit de 1561 dans certains villages l'administration et la distribution du bien des pauvres furent confiés à un administrateur dit « procureur de charité (4) » élu pour trois ans. Ailleurs le curé ou les marguilliers faisaient fonctions de trésoriers. Chaque année les comptes devaient être rendus aux habitants ; mais

1. Ord. de février 1566. Isambert, *Anc. lois fr.*, t. XIV, p. 209 ; Fréminville, *Traité général du gouvernement*, p. 544 et ss.

2. A. de Boislisle, *Correspondance des contrôleurs généraux*, I, n° 1018 ; lettre de l'Intendant de Limoges 1691.

3. Arr. du Parlement de 1709 et 1740 ; Fréminville, *Dict. de la pol.*, p. 649-652 ; Delamare, *Tr. de la police* ; Jousse, *op. cit.*, p. 232. Ex. à Pathay, le 22 nov. 1693 ; Merlet, *op. cit.*, p. 322.

4. Jousse, *op. cit.*, p. 105.

il paraît qu'il n'était pas toujours obéi à cette prescription (1).

Nous avons vu, jusqu'à présent les communautés rurales jouer dans l'assistance un rôle passif qu'elles paraissent ne remplir qu'à regret, sous la pression de l'autorité royale. Mais à la fin du ^{xvii}^e siècle, et pendant le ^{xviii}^e, mœurs et état social se modifient. Aux mendiants de profession s'adjoignent de vrais pauvres et les communautés prennent une part active à leur soulagement. Des institutions spontanées jaillissent : en Normandie paraissent des confréries appelées *charités* dont les membres se soumettaient à des règlements particuliers et s'obligeaient à rendre les derniers devoirs aux habitants de la paroisse. En cas d'insuffisance des revenus de la fabrique, le commun de la paroisse y suppléait (2).

En 1693, sur les prières de l'évêque de Chartres Paul Godet des Marais, les habitants de Romilly-sur-Aigre consentent à payer chacun cinq sous par livre de leur revenu pour le soulagement des pauvres (3). Les paroissiens de Patay nomment deux d'entre eux « pour faire la levée des deniers nécessaires pour la subsistance de ceux qui ont besoin dans ladite paroisse ». Les habitants de Ruan agissent de même (4).

1. Jousse, *op. cit.*, p. 208, 212, 231.

2. Maitre, *Les Confréries bretonnes dans la Revue des sociétés savantes*, 6^e série III, p. 285 ; L. Delisle, p. 153.

3. Lucien Merlet, *op. cit.*, p. 247 et ss.

4. Lucien Merlet, p. 58 et 303.

La paroisse subvient à l'entretien des lépreux, des pestiférés (1). Elle n'hésite pas, dans les circonstances graves à s'imposer si ses revenus sont insuffisants. Elle nomme, quand elle en a les moyens, un médecin, parfois un chirurgien (2). Elle rémunère aussi une sage-femme (3) et parfois la dispense de la taille (4). La nomination de la sage-femme appartenait au curé (5), qui se préoccupait surtout de choisir une femme capable en cas de besoin, d'administrer aux enfants le sacrement du baptême. — Les communautés ne reculaient donc pas devant le nécessaire; on en voit quelques-unes acheter des pompes à incendie (6), mais les dépenses d'achat et d'entretien étaient en général trop lourdes pour elles. La plupart se contentaient d'indemniser

1. Lucien Merlet, p. 59 et 258; Babeau, le *Village*, p. 298, *Arch. Aube*, C. 209.

2. Ex. à Vazire en 1780. Merlet, p. 303 et 62.

3. A Châteaudun, les habitants réunis en assemblée générale ordonnent au Procureur de charité de lui payer « la somme de 50 sols pour chacun an ». Merlet, p. 63 et 87.

4. C'est ce qui a lieu à Vermanton à condition qu'elle n'exerce pas sa profession hors de la ville. Max Quantin, p. 61. — On lui alloue 3 livres par enfant de bourgeois, 40 sols par enfant d'artisan, mais doit servir gratuitement les pauvres.

5. Babeau, le *Village*, p. 332 rapporte le texte d'une élection. *Arch. de l'Aube*, C. 352; M. Menault, p. 381.

6. Babeau, le *Village*, p. 298.

les sinistrés. Les évêques autorisaient ceux-ci à quêter dans les églises (1).

Nous serions incomplets si, à côté des prescriptions royales, des efforts des habitants dans les circonstances nécessaires, nous négligions de signaler ceux des intendants. Ils recommandaient aux curés de créer des bureaux de charité dans leurs villages promettant de les protéger, de leur donner les secours, de leur envoyer directement des remèdes gratuits et d'accorder des modérations d'impôt aux indigents sur les rapports des bureaux (2). Un assez grand nombre de bureaux de charité se créèrent de la sorte. Les assemblées générales des habitants nommaient un procureur de charité qui devait résider dans la paroisse, savoir lire et écrire. Il assistait à toutes les assemblées générales ou particulières du bureau présidées par le curé (3) mais n'avait par voix délibérative. Ces assemblées connaissaient de tout ce qui touchait l'économie et l'administration de la charité, du soulagement des pauvres et des malades.

Le curé devait donner l'exemple de l'assistance. Même en temps d'épidémie, même en temps de peste

1. *Inv. arch. Aube*, G. 54 et 64. *Inv. arch. Seine-Inf.* G. 847, 849. (Babeau, p. 299).

2. *Inv. arch. Lot-et-Garonne*, G. 822.

3. Jousse, *op. cit.*, 186 et 208.

il ne pouvait s'absenter en vue de sauver sa vie sous peine d'être privé de son bénéfice (1).

L'assistance était donc entretenue, à la fin de l'ancien régime par le concours de toutes les volontés individuelles et collectives.

1. Arr. du Parlement du 31 janv. 1633 ; du 12 janv. 1670, v. au *Journal des audiences*. Fréminville, *op. cit.*, p. 471.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION DES BIENS

Section I. Gestion des biens de la communauté. — 76. Origine de ces biens. — 77. Intervention royale et tutelle administrative.

Section II. Gestion des biens de la fabrique. — 78. Elle appartient à l'origine aux ecclésiastiques. — 79. Elle passe entre les mains des laïques. — 80. Reddition des comptes. — 81. Revenus de la fabrique. — 82. Ses charges. — 83. Réparation et entretien de l'église. — 84. Du presbytère, du cimetière. — 85. Autres charges.

SECTION I

Gestion des biens de la Communauté.

76. Les villages n'étaient ni « bourgeoisies » ni « communes » ; mais s'ils ne possédaient point la personnalité politique, ils avaient au moins la qualité de personnes morales (1). A ce titre ils possédaient des biens dont il nous importe de connaître l'administration.

Quelle fut l'origine des communaux, prés, landes,

1. Luchaire, *Manuel*, p. 377.

bois, etc., des villages, c'est là une question à la fois fort controversée (1) et fort délicate qui d'ailleurs ne rentre pas dans notre étude (2). Que cette origine remonte à l'ancienne coutume germanique des allotissements périodiques (3), aux divisions successives du sol nouvellement conquis, par les chefs à leurs capitaines et hommes d'armes, qui s'efforçant chacun de peupler ces possessions, abandonnèrent aux habitants, outre une étendue de terre en propriété privative, des biens communs en pâturages et forêts (4) ; il est certain qu'au début de l'ancien régime les villages étaient propriétaires d'un grand nombre de biens communaux.

77. A cette époque, les communautés rurales exerçaient sur ces biens un droit absolu et sans aucun contrôle. Mais cette liberté fut la cause d'abus qui nécessitèrent l'intervention du pouvoir royal.

Souvent trop faibles pour résister aux propositions des seigneurs, les communautés rurales consentirent à ceux-ci maintes aliénations de communaux. Certaines s'avisèrent-elles de refuser, le seigneur ne se fai-

1. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire*, p. 613 et 614.

2. Consulter Fustel de Coulanges, *Recherches sur quelques problèmes d'histoire*, p. 189 et ss. ; Glasson, *Etude sur les communaux* ; Blumenstok, *Die Entstehung des dent...*

3. Esmein, *op. cit.*, p. 43.

4. Fréminville, *op. cit.*, p. 4.

sait pas scrupule de prendre ce qu'il ne pouvait acquérir. Il fallut que ces usurpations aient été bien fréquentes ou que les prétentions des seigneurs aient été bien manifestes pour qu'un auteur signale comme grande différence entre la commune et la communauté d'habitants : « que la première a la propriété des biens communaux tandis que la seconde n'en a que l'usage » (1). Le seul remède à ces déprédations parut être *l'inaliénabilité*.

Un édit de février 1554 posa le principe de l'inaliénabilité sauf accession des grands maîtres. Forts de l'impuissance royale, les seigneurs continuèrent leurs déprédations. Les états d'Orléans signalent leurs entreprises et Charles X, dans l'ordonnance d'Orléans renouvelle la défense portée dans l'édit de 1554. L'article 106 de cette ordonnance pour la sanctionner plus efficacement renvoie « tous les procès intentés pour raison des droits d'usage, pâturages et autres prétendus tant par les seigneurs que par leurs sujets, aux baillis et sénéchaux ou à leurs lieutenants, et par appel aux parlements, chacun en son ressort ». Dès ce jour les seigneurs cessèrent d'être juges dans leurs propres causes (2).

En 1579, l'ordonnance de Blois déclara nulles et de nul effet toutes soumissions d'habitants envers les seigneurs, compromis, trasactions, sentences ar-

1. Bœrius, *Decisiones*, déc. 60.

2. Béchard, *Dr. mun. dans les temps modernes*, p. 171.

bitrales et autres actes par lesquels les seigneurs s'étaient fait céder une partie ou la totalité des communaux de leur communauté (1).

Une déclaration royale du 27 avril 1667 va beaucoup plus loin. Se fondant sur l'édit de 1566 qui avait déclaré le domaine public inaliénable, cette déclaration ordonne à tous les habitants qui s'étaient emparés de communaux, de les remettre et rétablir ainsi qu'ils étaient avant cet édit. — Les habitants sont autorisés à rentrer dans les communaux par eux vendus à quelque titre que ce soit depuis 1620 sans aucune formalité. Il les autorise à plus forte raison à se mettre en possession des communaux qui leur avaient été usurpés par leurs seigneurs ou autres particuliers, soit par violence et contre leur gré, soit de leur consentement, soit par simple tolérance, en souffrant que leurs seigneurs se les fussent appropriés depuis l'année 1620 au préjudice de la défense expresse de cette loi (2).

Les communes pouvaient consentir en observant des formalités rigoureuses, certaines autres aliénations, mais toujours à la charge d'un perpétuel retrait opéré par remboursement aux acquéreurs,

1. Ord. de Blois, 1579, art. 284. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XIV.

2. Déclaration du 27 avril 1667. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XVIII, p. 487. Les adversaires de la loi de 1893 eussent pu trouver dans le préambule de cette déclaration les meilleurs arguments.

par dix paiements annuels et égaux du prix principal desdites aliénations faites « pour causes légitimes et qui auraient tourné à l'utilité générale » (1). La déclaration du 29 juin 1669 retira aux habitants des paroisses ce droit restreint : « les biens communaux étant publics ne peuvent se vendre, n'étant à personne en particulier, et le corps des habitants auquel ils appartiennent n'en ayant que la jouissance et l'usufruit » ... « ventes, échanges et aliénations de biens communaux sont interdits à peine de nullité » (2).

L'édit de 1683 (3) et la déclaration du 2 août 1687 (4) renouvelèrent ces prescriptions, sauf en cas de peste, pour le logement ou l'ustensile des troupes la réédification des nefs des églises, prescriptions qui furent maintenues jusqu'à la fin de l'ancien régime. Cela n'empêcha pas d'ailleurs certains seigneurs de contester la jouissance des communaux aux habitants des villages qui d'abord protestaient, mais en général finissaient par transiger (5).

Ces diverses dispositions législatives eurent toutes

1. Béchard, *Droit municipal*, p. 311.

2. Béchard, *op. cit.*, p. 310.

3. Edit d'avril 1683. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XIX, p. 420 et ss.

4. Déclaration du 2 août 1687. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XX, p. 50.

5. Le 31 mai 1773, à Marboué (Merlet, *op. cit.*, p. 178).

pour but de protéger la propriété communale contre les abus de force des seigneurs.

Ce but étant atteint par l'inaliénabilité, le pouvoir central laissa jusqu'au milieu du xvii^e siècle aux communautés la liberté d'administrer leurs biens comme bon leur semblait. Elles pouvaient également consentir à ce qu'il fut imposé sur elles des taxes spéciales (1).

Le pouvoir de décider appartenait toujours aux assemblées d'habitants et l'action au syndic. Il avait la garde des papiers et archives conservés dans l'église et renfermés dans un coffre de chêne (2).

Mais cette liberté fut parfois trop grande. Certaines communautés s'obérèrent, et la tutelle administrative apparut comme une sauvegarde.

L'édit de 1667 pour prévenir certains abus interdit d'abord aux créanciers des communautés, même à ceux qui se trouvaient créanciers à raison du remboursement du prix pour lequel les communaux avaient été aliénés de les faire saisir ni d'en faire bail judiciaire, ni de s'en faire adjuger les fruits ou la jouissance à quelque titre et sous quelque prétexte que ce fut, en justice ou par convention faite par les habitants sous peine de perte de leur dû et

1. Merlet, *op. cit.*, p. 40.

2. Ces coffres avaient 2, 3 ou 4 serrures. Le procureur fiscal avait une clef. *Arch. Aube*, C. 1222. *Inv. Arch. Drôme*, C. 870 (Babeau, *op. cit.*, p. 54).

de dix mille livres d'amende. C'est par voie d'imposition sur les habitants que les dettes des communes doivent être acquittées (1).

L'édit de 1683 (2) dû à Colbert organisa plus étroitement la tutelle des communautés d'habitants. Après avoir renouvelé les anciennes défenses de vendre et d'aliéner les communaux, il défend aux communautés d'emprunter sauf dans des formes (3) et dans des cas bien déterminés (4). Il soumet les actes des communautés aux formalités du vote à la pluralité des voix en assemblée convoquée en la manière accoutumée, à la rédaction par un greffier ou notaire. L'acte doit être ensuite porté à l'intendant pour être autorisé par lui s'il le juge à propos. S'il s'agit d'un emprunt, avis doit être donné au roi (5).

L'édit enjoint aux maires, échevins consuls de déposer aux mains des intendants et commissaires départis l'état de leurs revenus, les baux des dix dernières années, les comptes rendus et pièces nécessaires.

Les intendants sont chargés de dresser l'état des revenus annuels et des dépenses des communes, et

1. Ord. de 1667; Bécard, *op. cit.*, p. 311.

2. *Anc. lois fr.*, t. XIX, p. 420 et *Code municipal*, t. I, p. 197. Amsterdam, 1760.

3. Bécard, *op. cit.*, p. 313.

4. Peste, logement de troupes, réédification des neufs.

5. Guyot, *Répertoire*, mot: Communauté d'habitants, p. 218.

il est interdit aux maires, consuls et échevins de divertir les sommes affectées à ces dépenses.

Les habitants doivent les prendre sur les revenus patrimoniaux des communautés et, en cas d'insuffisance, on les impose sur les contribuables aux tailles ou sur les consommateurs de denrées, sauf l'approbation du roi à qui les délibérations doivent être envoyées avec l'avis des intendants et commissaires départis. Les deniers imposés par capitation doivent être recueillis par les collecteurs nommés par la communauté. Les baux des impositions sur les denrées sont soumis aux enchères, faites en présence de l'intendant ou des commissaires départis. Les deniers provenant d'impositions ou d'emprunts sont remis par les collecteurs ou fermiers aux mains des receveurs, et, dans les lieux où il n'y en a pas, aux maires, consuls et échevins, avec défense de les divertir (1).

La tutelle administrative fut complétée par la déclaration du 2 octobre 1703 (2) enregistrée le 23 octobre suivant.

Elle fait défense aux communautés d'habitants d'intenter aucun procès sans y être autorisées par le commissaire départi dans la province. En général les habitants ne peuvent entreprendre aucune affaire,

1. Béchard, *op. cit.*, p. 312.

2. Déclaration du 2 octobre 1703. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XX, p. 436.

soit en demandant, soit en défendant, ni faire aucune députation ou autre chose concernant la communauté sans que cela ait été arrêté par une délibération en bonne forme.

Les maires et autres officiers de la communauté sont garants et responsables des infractions. — Les procureurs ne peuvent occuper, sous peine de nullité qu'après avoir reçu la permission des commissaires départis (1).

L'ordonnance de 1670 fixe la forme en laquelle on doit faire le procès aux communautés d'habitants et autres (2). Les assignations doivent être données un jour de dimanche ou de fête, à l'issue de la messe paroissiale ou des vêpres, en parlant au syndic, ou en son absence au marguillier, en présence de deux habitants au moins, que le sergent doit nommer dans l'exploit à peine de nullité (3).

Lorsqu'il s'agissait de baux d'octrois et de leur adjudication, les juges et officiers des lieux ne pouvaient présider aux assemblées. L'adjudication se faisait sous la présence de MM. des élections. Toutefois on y appelait les « Bailli, Procureur fiscal,

1. Guyot, *Répertoire*, mot: Communauté, p. 220.

2. Ord. de 1670, tit. XXI. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XVIII, p. 413.

3. Guyot, *Répertoire*, mot: Communauté d'habitans, p. 220.

Syndic, Echevins et deux habitans les plus haut cottisés à la taille (1) ».

La publication des adjudications de bois devait être faite par les curés aux prônes de leur paroisse (2) sous peine de 100 livres d'amende.

SECTION II

Gestion des biens de la Fabrique

78. Il n'est pas dans nos vues de faire l'histoire des fabriques, mais il est pourtant nécessaire que nous exposions brièvement par quelle série de phases, l'administration des biens de l'Eglise passa des mains de l'évêque en celles de laïques indépendants de l'autorité ecclésiastique.

Aux premiers siècles de l'Eglise, l'évêque seul avait l'administration des libéralités faites par les fidèles (3) ; il en fut encore ainsi quand il eut permis de fonder de nouvelles églises dans sa ville épiscopale et dans les campagnes, ces nouvelles paroisses étant

1. Arrêt du Conseil 14 juin 1689 et 21 novembre 1750. V. Fréminville, p. 192.

2. Ord. de 1669, art. 18 du tit. XV ; 4 du tit. XVII ; arrêt du Conseil, 7 mars 1734 (Fréminville, p. 66).

3. Thomassin, *Discipline de l'Eglise*, 2^e part., liv. IV, chap. XVII.

comme des démembrements de sa cathédrale(1). Au viii^e siècle nous voyons des économes gérer les biens d'églises sous la surveillance des évêques. Dans une seconde phase les évêques se déchargent de l'administration temporelle sur les archidiaques, économes et curés. Il en est ainsi du viii^e au xii^e siècle. Aux xii^e et xiii^e siècles, troisième phase qui nous laisse entrevoir les ancêtres des marguilliers sous le nom de *matricularii*, serviteurs dépendants de l'autorité ecclésiastique et n'ayant aucune part dans l'administration du temporel des paroisses ; ils sont alors indifféremment clercs ou laïques. Nous voyons dans une transaction entre le chapitre et l'évêque de Troyes de 1304 quel était leur état de dépendance : ils devaient coucher dans l'église chacun une semaine à tour de rôle et tous ensemble la veille de certaines solennités, l'évêque devait les priver de leurs bénéfices s'ils manquaient à leur devoir. La condition des marguilliers s'améliora au xve siècle ; les conciles de cette époque autorisent à confier la gestion des biens d'églises aux laïques agréés par l'évêque « *Laici sine assensu praelatorum et capitulorum bona fabricæ deputata administrare non possunt* (2). »

1. Affre, *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, p. 4.

2. Concile de Salzbourg, 1420. Can. 53.

79. La transformation fut complète au xv^e siècle. Le concile de Mayence tenu en 1449 veut que les biens de la fabrique soient administrés par des laïques mais que le curé soit néanmoins le principal fabricien.

L'autorité ecclésiastique, on le voit, avait elle-même opéré cette transformation (1) que la jurisprudence royale devait rendre absolue. Pendant tout l'ancien régime en effet, les marguilliers furent les seuls administrateurs des biens des fabriques ; ils n'étaient plus à la nomination ni à la révocation des curés et ne leur devaient point de comptes. Les évêques dans les premiers temps résistèrent bien aux tendances royales, mais les officiers de justice, les cours du Parlement (2) et les juristes s'opposèrent à leurs doléances. On répéta que l'administration des biens des paroisses était chose purement temporelle et ne pouvait en sorte leur appartenir (3). On se fondait sur la décision du concile de Calcédoine portant « prohibition et défenses aux prélats des églises de se mêler du maniement du revenu et temporel d'icelles et leur enjoignant, au lieu de ce faire, de se démettre de cette charge d'administration entre les mains des

1. Affre, *op. cit.*, p. 4.

2. Arrêt du Parlement du 23 avril 1550, rapporté par Chenu, nombre 8.

3. Chopin, *Traité de police ecclésiastique*, liv. II, t. II, n. 7 et 8.

économés et administrateurs particuliers ». — Un édit de 1556 attribua la connaissance des comptes des fabriques aux juges laïques « connaîtront aussi, nos dits prévôts et châtelains des causes et procès, soit des comptes et autres différends dont les juges laïques doivent et peuvent connaître, soit des églises et fabriques, de quelque qualités qu'elles soient, situées au dedans de leurs prévotés et châtellenies ».

Une série d'arrêts des parlements de Rouen, Bretagne, Dijon, jugea qu'il y avait abus pour le juge d'église à prendre connaissance de l'institution ou destitution d'un fabricien ou de la reddition de ses comptes (1). Il ne resta à l'évêque ou aux grands vicaires quand ils faisaient leurs tournées, que le droit de prendre sommairement connaissance de l'administration des deniers de la fabrique pour voir si l'emploi en était fait dans les règles (2), mais les marguilliers ne devaient que « représenter leurs comptes, et non pas rendre compte » (3).

80. Si la jurisprudence pendant tout le cours de l'ancien régime fut unanime à refuser toute part

1. Arrêts rapportés dans Fevret, *Traité de l'abus*, liv. IV, chap. IX.

2. Edit de 1695, art. 17. Isambert, *Rec. des anc. lois fr.*, t. XX, p. 247.

3. Fréminville, *Traité du gouvernement des biens*, p. 522.

active dans l'administration du temporel des paroisses à l'autorité ecclésiastique, il est assez difficile de dire à qui les comptes de cette administration durent être rendus. Il n'est point possible de poser une règle générale pour les petites localités. — Nous avons, en parlant du seigneur et de ses officiers, vu que tout puissant d'abord, il avait suivant les localités abandonné aux habitants plus ou moins de liberté. C'est ainsi que nous expliquons la différence des autorités chargées de nommer les marguilliers et de recevoir leurs comptes.

Un arrêt célèbre du Parlement de Paris de 1716 (1) ordonne « que les comptes de la fabrique seront présentés au seigneur de la paroisse et qu'il y sera dénommé avant le curé » mais d'autres arrêts (2), tenant compte de ce que le seigneur se donne rarement la peine de procéder à cet examen, autorisent les juges des seigneurs à recevoir eux-mêmes lesdits comptes. — Nous croyons qu'en règle il appartenait aux habitants des paroisses rurales réunis en assemblée générale de nommer leurs marguilliers ou gagers. C'était aussi à eux de recevoir les comptes et de les approuver.

Mais assez fréquemment avant le xviii^e siècle les marguilliers sortants rendaient d'abord leurs comptes

1. Arrêt Parl. de Paris, 40 juin 1716.

2. Arrêts du Parl. de Paris, 26 mai, 26 juillet 1657.

à leurs successeurs, et ceux-ci appelaient la communauté des habitants à statuer à son tour. « Le dimanche 6 février 1564 par devant Guillaume Noyer, notaire, issue de messe paroissiale, les gagers sortants se sont adressez aux gagers nouvellement nommez et leur ont offert de rendre leurs comptes ce que ceux-ci ont accepté, et après avoir vu et examiné les dix comptes, se sont derechef transportés à ladicte église et fait sonner la cloche pour assembler les paroissiens ; sur quoy se sont présentez onze habitants et autres paroissiens, lesquels ont approuvé les dix comptes (1). » Lecuré avait le droit d'assister à toutes les assemblées de la fabrique, d'y avoir la première place et d'y donner la voix (2). Il pouvait aussi assister à la présentation et à la reddition des comptes de la fabrique (3).

81. L'église paroissiale jouissant de la personnalité juridique pouvait à ce titre avoir un patrimoine. C'est ce patrimoine dont il nous faut à présent connaître la consistance et la gestion. Il comprenait naturellement un actif et un passif. L'ac-

1. Merlet, *op. cit.*, p. 155 et p. 13, note 1.

2. Arrêt, 23 juillet 1707, confirmatif de l'ord. de l'archév. de Paris, 1^{er} nov. 1698, art. 16.

3. Arrêts du 28 avril 1673 ; du 21 août 1704 pour le diocèse de Soissons ; du 8 mars 1704 pour le duché d'Enguien (Jousse, 184).

tif était composé des biens antérieurement acquis à la paroisse et de ce qui lui était dû.

En entrant en charge les marguilliers devaient faire dresser un inventaire exact et complet de tous les « meubles, titres, enseignemens » et en général de tous les biens appartenant à la fabrique. Chaque année devait en outre être dressé un récolement en bonne forme de tous les biens dont ils étaient les gardiens (1). Ces biens étaient notamment les ornements, linge, argenterie, tapisseries, reliques, tableaux, livres et autres meubles d'église. Les marguilliers pouvaient confier ces biens, à telles personnes qu'il leur plaisait (2). Ils avaient en effet l'habitude de laisser au sacristain tout ce qui sert pour la sacristie. La garde des clefs de l'Église était à leur soin et à celui du curé, mais ils les confiaient généralement au portier ou au sonneur (3). Les cloches étaient placées sous leur surveillance, on ne pouvait les sonner, soit pour les défunts, soit pour orages et incendies, soit pour offices de confréries et autres services extraordinaires sans leur permission ; à eux seuls il appartenait de les faire sonner

1. Ce n'est qu'exceptionnellement que l'inventaire est dressé contradictoirement par le général des habitants ; ex. le 9 mai 1743 à Neuvy en Dunois (Merlet, p. 201).

2. Arrêt du 8 juillet 1538 et 30 octobre 1560. V. aussi Chenu, tome I, tit. I, ch. 10 et 12.

3. Chenu, t. I, tit. I, ch. X ; Jousse, *Traité du gouvernement*, p. 185.

pour les offices, la grand'messe paroissiale à l'heure accoutumée (1). Leur gestion s'étendait aussi aux meubles incorporels : papiers, titres de la cure et de la fabrique dont ils devaient vérifier l'état pour les rendre à leur sortie de charge. Ils n'en devaient laisser tirer et prendre aucun que pour cause nécessaire, et sans qu'on leur laissât un récépissé « qui expliquera la raison pourquoi il a été ôté » (2). Dans quelques paroisses le curé avait une des clefs du trésor où étaient renfermés les titres de la fabrique surtout quand ceux de la cure y étaient aussi contenus (3).

Les immeubles de la fabrique devaient être également visités et réparés par leurs soins. Il n'est pas jusqu'aux plus petits détails d'entretien qui n'aient été réglementés : c'est ainsi qu'un règlement rendu pour la fabrique de Nogent-sur-Marne porte que les marguilliers doivent veiller à la propreté de l'église et de tout ce qui peut avoir rapport à l'office divin, ils « auront attention que dans les beaux temps il y

1. Arrêt du 8 janv. 1538. V. Chenu, t. I, t. I, ch. X. Pour les défunts il fallait le consentement du curé. Arrêt 21 mars 1665, *Mém. du clergé*, t. I, tit. II, chap. VI, art. 7 (Jousse, 185).

2. Fréminville, *Traité du gouvernement des biens*, p. 531.

3. Jousse, *Traité*, p. 184.

ait quelques vitraux de l'église ouverts, pour prévenir l'humidité » (1).

Pour la gestion des immeubles paroissiaux les règles étaient tout aussi précises : les baux des immeubles appartenant à la fabrique étaient faits par les marguilliers, mais il fallait que ces baux fussent passés devant notaires (2). — Les revenus n'étaient point disponibles entre leurs mains sinon pour les dépenses prévues ; toute dépense extraordinaire en cire ou autrement devait être autorisée par une délibération de l'assemblée générale (3). Une autorisation royale par lettres patentes dûment enregistrées était même nécessaire pour qu'ils pussent construire aucun bâtiment, réparer ou augmenter leur église (4). Le consentement du curé et de l'assemblée générale était nécessaire pour qu'ils pussent accepter les fondations (5).

L'un des revenus les plus importants était la concession de bancs, chapelles, caves, tombes et places pour épitaphes. C'étaient encore les mar-

1. Règlement du 25 fév. 1763. Jousse, *Traité*, p. 167.

2. Déclarations du roi des 19 mars 1696, art. 4 ; 14 juillet 1699, art. 3 ; 10 mars 1708, art. 2.

3. Arrêt du 28 février 1756, art. 7 pour la fabrique de Morangis ; arrêt du 25 février 1763, art. 27, pour la fabrique de Nogent-sur-Marne.

4. Déclaration du roi, 31 janvier 1690.

5. Ord. de Blois, art. 53. Isambert, *Rec. des anc. lois fr.*, t. XX, p. 396 ; Jousse, *Traité*, p. 30, 129 et 185.

guilliers qui avaient le droit de mettre bancs, épitaphes, titres, d'ériger chapelles, etc. (1) de les concéder à vie (2) et de toucher les arrérages des fondations dus.

La procédure pour concession de chapelle était minutieuse. Il fallait trois publications de huitaine en huitaine, un acte passé devant notaires, les curés, marguilliers en charge et concessionnaire intervenant. Le concessionnaire devait actuellement demeurer sur la paroisse (3).

Les concessions de bancs exigeaient également trois publications ; elles ne pouvaient être faites qu'à vie et pour le temps où les concessionnaires demeuraient sur la paroisse. En outre il ne pouvait être concédé qu'un banc par personne ou par chef de famille (4).

Les marguilliers exerçaient ensemble et conjointement le droit de présenter aux bénéfices et chapelles qui étaient à la nomination de la fabrique (5).

La fabrique avait également une créance de pain

1. Arrêt Parl. Paris de 1562, art. 6.

2. Jousse, *Traité*, p. 54 et 70.

3. Duperray rapporte une concession faite le 4 fév. 1609 « à sçavoir que les dits Marguilliers ont baillé et baillent de tout et à toujours à Antoine Robineau et sa femme pour eux et les leurs présens et à venir la chapelle de...

4. Fréminville, *Traité du gouvernement*, p. 531.

5. Jousse, *Traité*, p. 171. Brodeau, *Controverses*, 170 et 171.

bénit contre chacun des paroissiens à tour de rôle. Le marguillier pour s'assurer du paiement de ladite créance devait avoir un registre par rue et maison de chacun des habitants « où ils écriront ceux qui ont rendu le pain à bénir et le jour qu'ils l'ont rendu, afin de le faire rendre à chacun chef de famille à leur tour, et que chacun d'eux s'acquitte de ce devoir, sans omission, préférence ni acception d'aucun paroissien (1) » et s'il était des personnes qui refusaient de le rendre, le marguillier devait se faire donner leurs noms par les sonneurs ou bedeaux afin de les poursuivre (2).

Enfin la fabrique percevait par les mains des marguilliers le produit des quêtes, offrandes, droits de tentures, sonneries, sépultures, produits des baux et des ventes.

Les marguilliers avaient à cet effet le droit de poursuivre et de contraindre les débiteurs de tous les revenus dus à la fabrique ; ils pouvaient intenter et soutenir les procès nécessaires. Leur responsabilité pécuniaire les engageait du reste fortement à ne rien négliger pour faire rentrer les créances dans le patrimoine de la fabrique. D'ailleurs ils étaient déchargés quand ils avaient pendant leur exercice employé les moyens ordinaires de con-

1. Fréminville, *Traité du gouvernement des biens*, p. 531.

2. Jousse, *Traité*, p. 87 et 171.

trainte. Les débiteurs de fondations faites à l'église ne pouvaient d'ailleurs invoquer la prescription « étant juste que les offices fondés ne cessant pas, la récompense qui y est attachée subsiste perpétuellement: *ita ut quæ perpetua sunt perpetuam causam habeant* » (1). Ce qui n'empêche pas qu'il était recommandé aux marguilliers, pour éviter les procès, de faire renouveler les titres au moins tous les 30 ans afin qu'ils fussent toujours exécutoires.

82. Après avoir vu quelles étaient les diverses sources des revenus des fabriques et leur gestion, nous allons nous demander quel emploi en était fait.

Une partie de ces revenus provenait des concessions, fondations, dons à titre de charge. Dans tous ces cas la fabrique était tenue à laisser faire ou à faire. Ainsi, pour les concessions de bancs, d'épitaques, de chapelles, elle était tenue de procurer au concessionnaire la libre jouissance de ce qui lui avait été concédé. Pour les fondations, elle était tenue à les acquitter exactement. Qu'il s'agit de messes, d'obits, de services, le marguillier devait veiller à ce qu'ils fussent célébrés aux jours et heures marqués par les titres de la fondation. Si les jours et heures n'étaient pas indiqués, il appartenait au

1. C'est le sentiment d'Henrys, de Dolive, de Duperrier, de Catelan.

curé d'en fixer l'époque (1). Afin que le service des fondations fût régulièrement fourni, les marguilliers devaient dresser et faire afficher en leur église au lieu le plus commode et apparent, hors toutefois du chœur, un tableau des messes et offices de la fondation (2).

Les autres revenus de la fabrique étaient affectés, suivant les localités, à différents emplois.

En général ils servaient d'abord à l'entretien des biens meubles ou immeubles appartenant à la fabrique. Ils servaient encore à pourvoir d'une manière convenable à la pompe extérieure du culte, à la subsistance des desservants. C'est avec les revenus de la fabrique que le marguillier payait la rétribution fixée par l'assemblée de paroisse aux officiers de l'église : chantres, bedeaux, suisses, sonneurs, organiste, sacristain ; les honoraires des prédicateurs de l'avent, du carême et des autres fêtes de l'année (3).

83. De tous les immeubles, l'église était celui qui

1. Jousse, *Traité*, p. 31 et 170.

2. Ord. Blois, art. 41. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.* t. XX ; Fréminville, *Traité*, p. 530.

3. La nomination des prédicateurs appartenait aux marguilliers, non au curé, mais celui-ci avait le droit de prêcher tous ses sermons ; s'il ne voulait prêcher lui-même il devait prévenir les marguilliers un certain temps d'avance fixé pour les évêques, par arrêt du Conseil du 26 janv. 1644, à trois mois avant le carême ; il devait en être ainsi à plus forte raison pour les curés dit Jousse, *Traité*, p. 170.

exigeait le plus d'entretien. Cet entretien était à l'origine à la charge des gros décimateurs (1), il était l'une des obligations correspondantes aux avantages de la perception de la dîme. Mais par suite de causes très diverses (2) et toutes plus ou moins déplorables, la dîme qui devait revenir aux pasteurs chargés de la conduite des âmes passa pour le tout ou pour partie entre des mains étrangères. Ce fut la cause de fréquentes contestations à propos de l'entretien et de la réparation des églises ; fallait-il les maintenir aux décimateurs, fallait-il en charger les habitants ?

L'article 52 de l'ordonnance de Blois, mai 1579,

1. On entendait par gros décimateurs ceux qui percevaient les gros fruits ordinairement produits dans la paroisse, tels que blé, vin, etc. Mais il n'est point possible de donner une liste limitative et générale de ces gros fruits précisément parce qu'il faut tenir compte de la culture et de l'usage des lieux. Ex. le foin était parfois gros fruit, parfois menu.

2. Soit que les évêques qui à l'origine, en qualité de premiers pasteurs touchaient la dîme en eussent conservé une partie pour eux, soit qu'ils en eussent doté chanoines ou abbayes, soit que certains ordres religieux appelés à desservir les cures se fussent maintenus dans l'habitude de percevoir la dîme sans plus desservir les cures par eux-mêmes mais par un prêtre qu'ils rétribuaient, soit encore que les titulaires eussent inféodé la dîme à des seigneurs laïques pour obtenir leur protection, soit même qu'ils en eussent été dépouillés par usurpation. V. Guyot, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, t. VI, mot Dixme, p. 43, et Emile Chénou, *Histoire de Sainte-Sévère-en-Berry*. Paris, Larose et Forcel, 1888, I, p. 259.

suppose bien qu'une partie des réparations est à la charge des habitants, mais il ne fixe pas la quote-part de leur obligation (1).

L'édit de Melun (2) se borne à reproduire la lettre de l'art. 52 de l'édit de Blois. Le règlement du 18 février 1661 rappelle la même obligation des paroissiens et curé, et dans des termes analogues (3). L'édit d'avril 1695 est au contraire très formel ; il contient une sorte de transaction : son article 21 met l'entretien du chœur à la charge des décimateurs ecclésiastiques et subsidiairement à la charge des possesseurs de dîmes inféodées, la nef (art. 22) est à la charge des habitants (4).

1. « ... ausquels officiers enjoignons... contraindre les marguilliers et paroissiens par toutes voies et manières dues et raisonnables, même les curés par saisie de leur temporel à porter telle part et portion desdites réparations et frais qui seront arbitrée par lesdits prélats selon qu'ils auront trouvé le revenu des cures le pouvoir commodément porter. » Isambert, *Recueil gén. des anc. lois fr.*, tome XIV, p. 396.

2. Edit de février 1580, art. 3. Isambert, *Rec. des anc. lois fr.*, t. XIV, 1^{re} partie, p. 446.

3. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XVII, p. 399 et 400.

4. Art. 21. « Les ecclésiastiques qui jouissent des dîmes dépendantes des bénéfices dont ils sont pourvus, et subsidiairement ceux qui possèdent des dîmes inféodées seront tenus de réparer et entretenir en bon état le chœur des églises paroissiales, dans l'étendue desquelles ils lèvent lesdites dîmes... » Art. 22. « Seront tenus pareillement les habitants desdites paroisses d'entretenir et de réparer la nef des églises et la clôture des cimetières, et de fournir aux curés

La différence entre le chœur et la nef de l'église quant à leur entretien et réparation ne fut donc précisée qu'en 1693. Que fallait-il entendre par « réparations » ? — Ce n'étaient point seulement les usufructières et du père de famille, mais encore les grosses, telles dans le chœur, celles des « murs, voûtes, lambris, couvertures, pavés, stales, sièges, vitres, autel, rétable, tableau de l'autel » ; il fallait même y comprendre la reconstruction totale en cas de destruction par cas fortuit (1).

Tous les codécimateurs devaient contribuer à ces dépenses au prorata de ce qu'ils percevaient. Si le curé était codécimateur, il devait payer sa part ; mais il était en droit de se réserver 300 livres sans y comprendre le casuel et les fondations. Les codécimateurs pouvaient d'ailleurs, conformément à la déclaration du 30 juin 1690, s'affranchir de toute réparation en abandonnant leur portion de dîme (2).

Il n'était pas toujours aisé de délimiter le chœur et la nef ; aussi les intérêts contraires des habitants et décimateurs soulevèrent de fréquentes difficultés. Pour la partie du chœur appelée cancel (3), il n'y

un logement convenable... » Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XX, p. 249.

1. La Poix de Fréminville, *Traité général du gouvernement des biens et affaires des communautés d'habitants*, p. 439.

2. La Poix de Fréminville, *op. cit.*, p. 439.

3. On appelait Cancel la grille ou cloison qui entourait le

avait guère de contestations possibles puisqu'il se limitait par lui-même ; mais il en était autrement pour les parties du chœur qui se rattachaient à la nef. — On se préoccupait surtout de rechercher quelles en avaient été primitivement les limites : les modifications postérieures qu'on aurait pu faire, soit pour la commodité des habitants, soit pour la décence du service divin, n'influaient en rien sur les obligations des parties intéressées (1). Mais pour procéder à cette recherche, toutes les présomptions étaient admises ; d'ordinaire on se fondait sur l'état des lieux, la différence des matériaux, la diversité de style, etc., (2).

Cette première difficulté résolue, d'autres pouvaient naître relativement aux bas côtés, à la sacristie, au clocher, au beffroi, à la flèche.

Il était de règle que les bas côtés construits après le chœur étaient à la charge des habitants ; s'ils l'avaient été en même temps, une sous distinction s'imposait : était-ils sous la même voûte et le même toit que le chœur, leurs entretien et réparations in-

chœur ou le séparait d'avec la nef, v. Guyot, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, mot : Réparation, t. XV, p. 189, 2^e col.

1. Arrêts du Parlement de Paris, 4 janv. 1642 ; du Parl. de Dijon, 11 fév. 1708 ; v. Guyot, *op. cit.*, mot : Réparation, t. XV, p. 189, 2^e col.

2. La Poix de Fréminville, *op. cit.*, p. 443.

combaient aux gros décimateurs ; dans le cas contraire, aux habitants.

La sacristie située derrière le chœur et faisant corps avec lui ou située sous le même toit et la même voûte était à la charge des décimateurs ; il en était de même quand elle était construite dans un des bas côtés dont l'entretien appartenait aux décimateurs. — Si elle était située dans une chapelle collatérale, son entretien incombait à ceux-là (décimateurs, particuliers, habitants) qui étaient tenus d'entretenir la chapelle.

Le clocher jouait, par rapport au chœur et à la nef, le rôle d'un accessoire : son entretien revenait aux décimateurs s'il était posé sur le chœur, ayant muraille commune et paraissant faire corps avec lui. Était-il au contraire construit sur la nef, était-il adossé à elle, ou formait-il un édifice séparé de l'église, seuls les habitants étaient tenus de le réparer et entretenir. Dans le cas où il reposait moitié sur le chœur et moitié sur la nef, la charge se répartissait également entre les décimateurs et les habitants. S'il reposait enfin sur les bas côtés, il était à l'entretien de ceux-là mêmes qui répondaient des collatéraux et bas côtés.

Ces règles ne s'appliquaient point au beffroi et à la flèche qui, toujours, étaient à l'entretien des ha-

bitants : le beffroi (1), c'est-à-dire la charpente qui soutient les cloches, sans doute parce qu'il était à l'usage exclusif des habitants ; la flèche (2), parce qu'elle était considérée comme un ornement. Or, les décimateurs étaient déchargés de tout ce qui n'était qu'ornement et décoration.

Toutefois, le beffroi et la flèche étant considérés comme les accessoires du clocher, les décimateurs, en cas de destruction totale de celui-ci, étaient tenus de le reconstruire tout entier, à le remettre comme il est dit dans un arrêt du 9 mai 1668 « dans son ancien état » (3).

Aux églises paroissiales, on assimilait les succursales : l'édit de 1695 sans doute n'en parle point explicitement, mais il était admis qu'il les comprenait sous le mot générique « d'églises paroissiales ».

Ces règles concernant l'entretien et la réparation de l'église comportaient une double exception. Dans certaines contrées d'une part l'ancien droit qui consistait à faire supporter toutes les réparations par les gros décimateurs s'était maintenu ; il en

1. Arrêt du 15 mai 1734 (dans l'espèce le beffroi est moitié sur la nef, moitié sur le chœur) ; arrêt du 12 décembre 1744 (le beffroi est tout entier sur le chœur) cités par Guyot, *op. cit.*, mot : Réparation, t. XV, p. 150, 2^e col.

2. Arrêt du Grand Conseil, 29 mars 1758. Guyot, *op. cit.*, mot : Réparation, t. XV, p. 150, 2^e col.

3. Guyot, *op. cit.*, XV, mot : Réparation, p. 150, 2^e col.

était ainsi dans la Flandre et dans l'Artois. D'autre part et à l'inverse les fabriques étaient seules dans le Roussillon, tenues à l'ensemble des réparations (1).

84. Le logement du curé, des vicaires, était en quelque sorte un accessoire de l'église, aussi les gros décimateurs furent-ils seuls chargés à l'origine de l'entretien de l'un et de l'autre. — Pour les mêmes causes auxquelles nous avons fait allusion plus haut, les décimateurs se dispensèrent dans la suite de procurer le logement aux desservants qui en furent réduits à solliciter l'intervention des habitants. Ceux-ci, presque partout au xvi^e siècle fournissaient le presbytère à leur curé. La jurisprudence consacra cet état de fait et l'édit d'avril 1695, art. 22, précisant l'obligation que diverses prescriptions royales (2) antérieures avaient faite aux habitants de loger leur curé, la mit exclusivement à leur charge (3). La fabrique qui ne pouvait disposer d'une maison se libérait en donnant au curé une somme d'environ 40 livres pour la campagne, 80 pour les petites villes, avec laquelle celui-ci pourvoyait à son logement.

Le cimetière était la propriété de la fabrique d'où découlait pour elle l'obligation de l'entretenir, de

1. Guyot, *op. cit.*, XV, mot : Réparation, p. 189, 1^{re} col.

2. Ord. de Blois, mai 1579, art. 52 ; Isambert, t. XIV, p. 396.
Edit de Melun, février 1580, art. 3 ; Isambert, t. XIV, p. 446.

3. Isambert, *Recueil gén. des anc. lois fr.*, t. XX, p. 249.

le clore, et le droit de jouir de ses revenus : fruits, bois, etc. (1).

85. Pour acquitter soigneusement les charges de la fabrique, les marguilliers devaient tenir, outre le tableau des fondations, un registre paraphé du juge des lieux par premier et dernier feuillet (2) sur lequel ils écrivaient le titre, la redevance, ce qu'ils recevaient et les quittances qu'ils délivraient.

Suivant certains auteurs (3), les créanciers de la fabrique pouvaient poursuivre les marguilliers jusqu'à concurrence de leur créance si elle résultait d'une charge ordinaire, encore le marguillier n'eût-il point reçu une somme équivalente, et sauf son recours contre la fabrique. Mais la plupart repoussaient cette théorie contraire au principe général que les administrateurs du bien d'autrui ne peuvent être poursuivis et contraints que sur le bien de leurs mandants et non sur le leur propre, si ce n'est pour

1. Guyot, *op. cit.*, XV, mot : Réparation, p. 195, 2^e col.

2. Arrêt du Parlement du 13 fév. 1692 rendu entre le sieur curé de Conty, les habitants et marguilliers de ladite paroisse, sur les conclusions de M. le Pr. Gén. pour transcrire non seulement les fondations, mais les rétributions des bancs, offrandes, quêtes, dons et aumônes qui seront faites à ladite église et servir aux comptes que lesdits marguilliers et fabriciens doivent rendre.

3. Héricourt, *Lois ecclésiastiques*, part. IV, sect. IV, art. 36, note.

reliquat de compte ou négligence (1). Il faut d'ailleurs remarquer que les marguilliers, en leur qualité de mandataires étaient tenus de leur dol, de leur faute lourde et même légère ; d'où résultait que s'ils avaient omis par négligence d'exercer en temps utile les poursuites nécessaires contre un débiteur de la fabrique, il est hors de doute qu'ils étaient responsables envers ses créanciers jusqu'à concurrence de ladite créance.

1. Merlet, *op. cit.*, p. 230.

TROISIÈME PARTIE

Rapports de la communauté avec le pouvoir central.

La connaissance que nous aurions de l'administration du village serait nécessairement incomplète si nous nous en tenions à l'étude de son fonctionnement intérieur. Le village sous l'ancien régime n'était plus une agglomération d'habitants isolés de toute communication, indépendants de toute autorité, un organisme complet à lui seul. Cette autonomie ne peut du reste jamais exister dans aucun pays, elle est loin d'être pour les habitants une garantie de tranquillité et de liberté voués qu'ils sont, isolés et sans défense, à la servitude qu'un voisin plus habile ou plus fort ne tardera pas à leur imposer. C'est même ce danger, qui au moment où les rois de la deuxième race perdaient toute autorité et abandonnaient à chaque partie du pays une indépendance absolue, suscita ce mouvement dit féodalité dans lequel apparaît nettement la tendance à cher-

cher une protection par la recommandation et le groupement.

La profonde décentralisation qui en fut le résultat ne pouvait laisser au pouvoir central qu'une autorité purement nominale. Ce fut à la suite d'une lutte séculaire soutenue avec perspicacité et ténacité, que ce même pouvoir royal reprit peu à peu l'autorité qui est nécessaire dans un grand pays ; mais le courant centralisateur emporta trop loin ceux qui avaient pris à tâche de le guider.

Le village fut donc, sous l'ancien régime, réuni au pouvoir central par des liens qui lui enlevèrent autant de liberté qu'ils étaient plus étroits : quels étaient les agents du pouvoir central, comment se développa leur influence, quelles furent les obligations du village envers l'Etat, telles sont les trois divisions de notre troisième et dernière partie.

CHAPITRE PREMIER

AGENTS DU POUVOIR CENTRAL.

86. Intendants. — 87. Leur origine. — 88. Les subdélégués. — 89. Edit d'avril 1704. — 90. Les syndics.

86. Il faut pour la bonne administration d'un vaste pays, à côté du pouvoir central, des agents qui, dépendant de lui, le remplacent dans les provinces éloignées. Ces agents furent, sous l'ancien régime, les intendants.

Les intendants, dit Guyot, « sont des magistrats que le roi envoie dans les différentes parties du royaume pour y veiller à tout ce qui peut intéresser l'administration de la justice, de la police et des finances. Ils sont, en général, chargés de maintenir le bon ordre dans les provinces de leur département qu'on appelle généralités, et d'exécuter les commissions que le roi en son conseil leur donne » (1).

1. Guyot, *Répertoire*, mot : Intendant.

87. Les intendants ont une origine ancienne : dès le règne de saint Louis nous trouvons des enquêteurs extraordinaires (1) chargés d'exercer un contrôle sur les officiers locaux. Après une éclipse, l'institution de ces agents reparait au xvi^e siècle. Ce sont alors des maîtres des requêtes qui accomplissent des *chevauchées* dans leurs départements. Dès la seconde moitié du xvi^e siècle apparaissent enfin des agents qui exercèrent leurs fonctions à poste fixe, ce furent à proprement parler les intendants, ils portaient le nom de *commissaires départis dans les généralités du royaume pour l'exécution des ordres du roi*.

L'institution des intendants est donc antérieure, on le voit, à Richelieu. Les officiers créés par lui en 1635 (2) sous le même nom, étaient simplement des présidents des bureaux de finances érigés en titre d'office (3).

La compétence des intendants s'étendait à la justice, à la police et aux finances (4). Ils étaient du

1. A. Luchaire, *Manuel des Institutions*. p. 553.

2. Edit de mai 1635. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, XVI, p. 442 et ss.

3. Esmein, *op. cit.*, p. 391 ; Gabriel Hanotaux, *Origine de l'institution des intendants des provinces*. Paris, 1884, in-8 ; d'Arbois de Jubainville, *L'Administration des intendants d'après les archives de l'Aube*, Paris, 1880, in-8 ; de Boislisle, *Les Chevauchées d'un maître des requêtes*, 1879.

4. Guyot, *Traité des droits, fonctions, franchises, exemptions, etc.*, t. III, p. 119.

reste à la nomination et à la révocation du roi et subissaient de la part des parlements un contrôle assez efficace. Les circonscriptions territoriales où ils exerçaient leur autorité portaient le nom de généralités (1) tant dans les pays d'élection que dans ceux d'état.

88. Les intendants, suivant en cela les instructions données, mais souvent les outrepassant, s'ingérèrent de plus en plus dans les affaires locales ; nous en dirons quelques mots à la fin de notre troisième partie. Il suffit ici de mentionner leur influence croissante, elle fait comprendre la nécessité où ils se trouvèrent un jour d'avoir eux-mêmes des délé-

1. La généralité tire son nom du bureau des finances où siégeaient depuis 1577 les trésoriers généraux. En 1774, il y avait 34 circonscriptions appelées généralités bien que quelques-unes n'eussent pas de bureau des finances ; 21 étaient pays d'élection : Paris, Amiens, Bordeaux, Bourges, Caen, Chalons, Lyon, Poitiers, Riom, Rouen, Tours (1551), Orléans, Limoges (1573), Moulins (1587), Soissons (1595), Grenoble (1628), Montauban (1635), Alençon (1636), La Rochelle (1694), Auch (1716), Pau et Bayonne (1767). (Ces généralités comptaient 25.862 paroisses) ; 15 étaient pays d'Etats : Aix (1551), Dijon (1551), Montpellier et Toulouse (avaient chacune un bureau de finances, mais ne formaient qu'une généralité administrative), Lille, Rennes, Pau, Metz, Besançon, Alsace, Hainaut, Lorraine, Roussillon, Corse. Ces sept dernières divisions étaient parfois dénommées intendances ; il y avait donc 33 intendants. Le Comte de Luçay, *La Décentralisation, étude pour servir à son histoire en France*. Paris, Guillaumin et Co, 1895, p. 18 et 19.

gués appelés subdélégués, puisqu'ils étaient sous la dépendance d'un délégué du roi (1).

Le pouvoir de délégation était alors accordé aux divers officiers royaux ; il donnait le droit de nommer et de révoquer, en sorte que les subdélégués, qui n'avaient aucun pouvoir propre, étaient sous l'absolue dépendance de l'intendant : ils étaient ses mandataires révocables *ad nutum*. — Les subdélégués n'avaient, en outre, que des indemnités de déplacement (2) ; ils exerçaient le mandat de l'intendant dans une circonscription dont l'étendue variait suivant la volonté de l'intendant (3). L'intendant qui la créait pouvait la supprimer, *a fortiori* la modifier comme bon lui semblait (4).

89. La royauté tenta d'assurer la stabilité de ces récentes institutions en érigeant les fonctions des subdélégués en offices proprement dits. Un édit d'avril 1704 qui créait cette vénalité nouvelle donnait aux subdélégués la mission de recevoir, chacun dans son département, les requêtes adressées à l'intendant de la généralité et ensuite de les lui renvoyer avec son avis (5). Mais cette tentative n'eut aucun succès :

1. Guyot, *Tr. des droits*, t. III, p. 441.

2. Guyot, *Tr. des droits*, t. III, p. 441, 444, 445.

3. Cette circonscription, dit M. Esmein, s'appelait *département* ; *op. cit.*, p. 594.

4. Guyot, *Tr. des droits*, t. III, p. 445.

5. Guyot, *Répertoire*, mot : Subdélégué.

un édit de 1713 supprima partiellement ces offices, un autre de 1715 totalement. Aussi les subdélégués redevinrent-ils les simples mandataires de l'intendant.

90. La circonscription du subdélégué était encore une trop grande division pour que l'action centrale pût s'exercer dans toutes ses parties, aussi voyons-nous les syndics de villages, de mandataires des habitants, devenir insensiblement les agents subalternes de l'intendant et du subdélégué. Cette transition s'opéra d'ailleurs insensiblement, mais elle fut complètement réalisée avant 1787. Cette mainmise sur le syndic ne fut pas sans conséquence sur ses fonctions primitives et sur les libertés communales. Plus le syndic devint l'homme de l'État, moins il était celui de la communauté. Les doléances des cahiers généraux en 1789 sont plus qu'éloquentes, elles accusent les abus d'une centralisation qui, détournant de leur but les institutions locales, ravissait au pays la plus précieuse de ses anciennes franchises : l'administration communale par le « général des habitants ».

CHAPITRE II

IMMIXTION DU POUVOIR CENTRAL

91. Dans quel cas. — 92. Comment. — 93. Protestations.

91. Bien que le pouvoir central ne fût guère intervenu dans l'administration de la communauté avant la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle, laissant aux habitants la liberté de se gouverner à leur guise, d'emprunter, d'aliéner, de plaider (1), pourtant il avait déjà porté ombrage à ceux-ci en assurant le recouvrement des impôts. Aussi signale-t-on dès la fin du ^{xvi}^e siècle (2) des protestations contre « l'envahissement des anciens droits municipaux » (3).

Le pouvoir royal, après avoir utilisé la paroisse et l'assemblée paroissiale pour l'accomplissement des prestations et services publics qu'il exigeait des

1. Henry Babeau, *Les assemblées générales des communautés d'habitants en France, du ^{xiii}^e siècle à la Révolution*. Paris, Rousseau, 1893, p. 207.

2. Etats de 1576, 1588, 1615.

3 Béchard, *Droit municipal dans les temps modernes*, p. 252.

campagnes, chargea cette même assemblée de nommer les asséeurs et collecteurs de la taille. Il ne faisait en cela du reste que continuer ce qui se pratiquait pour la taille servile et seigneuriale (1). M. Beugnot nous apprend que les prud'hommes furent chargés de la levée des aides extraordinaires (2). — Charles VII s'en servit pour la levée des francs-archers (3). Louis XIV et Louis XV s'en servirent plus tard pour la levée de la milice et la corvée royale (4).

92. La royauté profita du reste de toutes les circonstances favorables pour s'immiscer à bon escient dans les paroisses : les abus dans l'administration des paroisses causés par l'ignorance ou par l'imprévoyance de ses mandataires lui fournit l'occasion, de proclamer la tutelle administrative (5).

Cette tutelle qui rendait les communautés « mineures » fut organisée par de nombreux édits qui, coup sur coup restreignirent leur liberté (6).

1. Esmein, *Cours élémentaire*, p. 229 et 560.

2. Beugnot, *Revue française*, octobre 1888.

3. Lettres du 28 avril 1448. Isambert, *Anc. lois*, IX, 469 et ss.

4. La Poix de Fréminville, *Traité du gouvernement des biens*, p. 187.

5. Déclaration du 22 juin 1569, Isambert, t. XVII, p. 370 et ss.

6. Ed. d'avril 1683 et déclaration du 2 août 1687. Isambert, t. XIX, p. 420, t. XX, p. 50.

En 1666 « le roi ayant été informé que les dettes des villages et communautés procèdent en partie des frais de voyage et desputation des maires, eschevins, consuls et autres qui ont l'administration des affaires publiques, lesquels ayant des procès en leurs mains ou autres affaires particulières en la ville de Paris ou à la suite de la Cour ou ailleurs, font naître ou supposent des affaires aux dites villes et communautés, et soubs ce prétexte, se font nommez députez pour les solliciter et poursuivre, et ensuite payer les frais de leurs voyages et des longs séjours qu'ils font pour leurs propres affaires, à quoi étant nécessaire de pourvoir, sa Majesté, en son conseil, a ordonné et ordonne qu'il ne sera fait à l'advenir aucune députation par les villes et communautés, que préalablement les maires, eschevins ou consuls n'en aient fait connoître les raisons et le besoin aux commissaires députés par Sa Majesté dans les provinces, et pris sur ce leur avis, et en cas qu'ils estiment les dites députations nécessaires, les dites villes et communautés pourront desputer ceux qu'elles jugeront propres à cet effet, autres toutes fois que les maires, eschevins ou consuls en charge, auxquels Sa Majesté deffend très expressément d'accepter les dites députations si ce n'est en déclarant sur les registres du greffier qu'ils ne prétendent aucune chose pour

leur voyage et séjour » (1) ? S'il faut en croire Forbonnais, cette réforme souleva des résistances, et ceux dont elle arrêtait les pillages ne manquèrent pas d'accuser le ministre d'enfreindre les privilèges des villes.

Un édit de 1683 (2) défendit aux créanciers des communes d'exercer aucune poursuite contre les maires, échevins, syndics, capitouls, jurats et consuls sans la permission par écrit des intendants et commissaires départis.

L'édit défendait également aux dits maires, échevins et autres d'intenter aucun procès sans avoir obtenu le consentement des habitants en assemblée générale dans une délibération approuvée par le commissaire départi.

Une dernière disposition de l'édit faisait « très expresses inhibitions et défenses aux habitants des autres communautés et paroisses des dites généralités qui ne sont villes ni gros bourgs fermés de faire aucuns emprunts, ventes ni aliénations de leurs biens communaux sous quelque cause ou prétexte que ce puisse être ».

Une déclaration du 2 août 1687 porta règlement

1. Edit du 18 juin 1666.

2. Edit d'avril 1683. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois. fr.*, t. XIX, p. 424.

sur les formalités à suivre par les syndics des communautés pour intenter procès (1).

L'ordonnance de Moulins réglementant les attributions administratives des gouverneurs de province leur ordonnait (article 22), de « tenir le pays à eux commis en sûreté, le garder de pillerie, visiter les places fortes et avertir des entreprises qu'on pourrait faire en pays et terres de leurs gouvernements » (article 25), de veiller à ce que les communautés ne lèvent aucun impôt sans lettres patentes du roi, « attendu qu'à nous seul il appartient de lever des impôts en notre royaume » (2) .

Un arrêt du conseil du roi donne à l'intendant de Champagne le droit de recevoir les comptes communaux et de trancher les contestations qui s'y rapportent (3).

Ce même arrêt lui donne aussi le droit de nommer les syndics quand il le juge convenable.

93. Cette ingérence ne fut passans soulever de nombreuses protestations (4) mais elles se firent surtout

1. Isambert, *Anc. lois fr.*, t. XX, p. 50; *Précis de l'administration communale*, par M. le baron Dupin, p. 38.

2. Ord. de Moulins, 1566, art. 25. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XIV.

3. Arr. du Conseil du roi du 31 juill. 1776, p. la Champ.; d'Arbois de Jubainville, p. 430.

4. M. de Luçay, *les Secrétaires d'Etat depuis leur institution jusqu'à la mort de Louis XV*, p. 562, note 1; V. aussi, Remontrances Cour des aides, 6 mai 1775.

entendre lors de la convocation des États généraux de 1789. « Les communautés ne peuvent disposer d'un sou sans l'autorisation des assemblées provinciales, souvent de l'intendant, quelquefois du conseil du roi (1) » Ces protestations étaient plus violentes que fondées : L'administration, dit M. de Tocqueville, « à mesure qu'elle est devenue plus détaillée, plus étendue, est aussi devenue plus régulière et plus savante. Elle s'est modérée en achevant de s'emparer de tout ; elle opprime moins, elle conduit davantage » (2).

Si cette appréciation est fondée, on peut assurer d'autre part, que les communautés rurales ne tardèrent pas à payer les bienfaits de l'administration royale : elles furent en effet frappées d'impositions nouvelles, et ces charges parurent d'autant plus lourdes que les classes privilégiées et les villes en étaient exemptes au moins dans une large mesure.

1. Cahiers de Chelles et de Jablines, *Arch. parl.*, t. IV p. 422-609.

2. Alexis de Tocqueville, *l'Ancien régime et la Révolution*, p. 89.

CHAPITRE III

IMPOSITIONS ROYALES

Section I. En argent. — 94. Impôts directs : taille. — 95. Son assiette. — 96. Son recouvrement. — 97. Recours. — 98. Vingtièmes. — 99. Capitation. — 100. Impôts indirects, gabelle.
Section II. En nature. — 101. Corvée. — 102. Milice.

SECTION I

Impositions royales en argent.

94. La royauté demanda aux habitants des campagnes des contributions en argent et en nature, les premières sous forme d'impôts directs et indirects, les secondes sous forme de corvée et de service militaire.

Il ne saurait entrer dans notre plan d'étudier ces impôts pour eux-mêmes, ils l'ont été déjà maintes fois, avec tous les développements nécessaires. La seule question qui doive nous retenir est celle de la participation des communautés d'habitants dans la

fixation, la répartition et la perception de ces contributions.

La taille royale était l'impôt direct le plus lourd et le plus vexatoire (1). Elle se substitua aux anciennes tailles seigneuriales et devint permanente sous le règne de Charles VII (2).

95. Qu'elle fut personnelle, réelle ou tarifée (3),

1. « Ce qu'on a toujours trouvé à redire dans l'imposition des tailles et à quoi les ordonnances réitérées de nos rois n'ont pu remédier jusqu'à présent, est qu'on n'a jamais pu bien proportionner l'*imposition* au *revenu*, tant parce que cette proportion demande une connaissance exacte de la valeur des terres... qu'on n'a point pour l'ordinaire,... que parce que ceux de qui dépendent les impositions, ont toujours voulu se conserver la liberté de favoriser qui il leur plairait dans les pays où la taille est *personnelle*. Et pour ce qui concerne les pays où la taille est *réelle*, une expérience sûre, et bien éprouvée par un fort long temps, fait voir que les anciennes estimations n'ont point de proportion au produit présent des terres. .. » Vauban, *Dîme royale*, dans les *Economistes français du XVIII^e siècle* de M. Eugène Daire, Paris, Guillaumin, 1843, p. 57.

2. Ordonnance du 2 novembre 1439. Isambert, *Rec. gén. des an. lois fr.*, t. IX, p. 70.

3. La taille personnelle frappait le revenu apparent et global de chaque contribuable; elle était la règle bien qu'elle fût plus vexatoire et plus injuste que la taille réelle. Celle-ci frappait le revenu seul des immeubles, elle n'était usitée que dans trois généralités d'élection; celles de Grenoble, Montauban et Auch et dans deux élections de la généralité de Bordeaux, celle d'Agen et celle de Condom. V. Guyot, *Répertoire*, mot: Taille, p. 6; Moreau de Beaumont, *Mémoires concernant les impositions et droits en Europe*.

son quantum était arrêté en conseil du roi, puis réparti entre les généralités et les élections. Le tableau de la taille était envoyé aux bureaux des finances qui faisaient leurs observations et revenait au conseil du roi où il était définitivement arrêté ; de là, on le transmettait aux élus (1). Ceux-ci procédaient à la répartition entre les différentes paroisses.

Enfin le montant de la contribution fixée pour la paroisse était réparti entre les habitants de celle-ci par des assesseurs élus suivant l'ancien usage des assesseurs et collecteurs des fouages « par les habitants mesmes des villes et paroisses, ou par la plus saine et greigneure partie, tels et tant comme bon leur semblera en leurs périlz » (2). Défense était faite aux élus, sous peine de suspension de leurs offices et

1768, II, p. 48. Cette taille était basée sur des cadastres. La taille tarifée tenait compte de la nature des biens-fonds, du prix des journées de travail des diverses professions. Elle était la plus équitable mais fonctionna relativement tard. Elle existe en 1740 dans l'Aunis, la Champagne, l'Ile-de-France, le Limousin et dans une partie de la Normandie ; v. vicomte de Luçay, *Des assemblées provinciales sous Louis XVI*. Paris, 1877, p. 65.

1. Les élus tirent leur nom de ce qu'ils étaient anciennement élus dans une assemblée de communauté, mais quand Charles VII rendit la taille imposition ordinaire et annuelle, il institua les élus en offices. Leur nom se maintint dit, Coquille « jaçoit qu'ils ne fussent plus élus et choisis par le peuple ». Guyot, *Répertoire*, mot : Taille, p. 7. 1^{re} col.

2. Art. 5, ord. du 22 novembre 1379. Isambert, *Réc. gén. des anc. lois fr.*, t. V. p. 516.

d'amende arbitraire de nommer les asséeurs (1). Ce pouvoir large et arbitraire des asséeurs les exposait à bien des sollicitations, à des influences qui s'efforcèrent de les circonvenir en faveur de tel ou tel contribuable (2). Aussi le pouvoir royal s'efforça-t-il de garantir l'indépendance absolue des asséeurs. « Ne feront lesdits asséeurs l'assiette, sinon en lieu où ils seront libres, n'y assistera personne que ceux qui en auront la charge : deffendons mesmes aux seigneurs d'y faire procéder en leurs maisons, de n'y estre présent quand elle se fera ailleurs et de n'apporter aucune contrainte à la volonté desdits asséeurs pour les forcer ou obliger de la faire autrement qu'ils ne doivent à peine de perdition de leurs fiefs et droicts de haute justice » (3). Même défense fut faite au curé (4).

La répartition, pour les tailles tarifées se faisait par un commissaire nommé et généralement pris parmi les officiers de l'élection. Chaque année il se rendait dans les villages, où en assemblée géné-

1. Guyot, *Réperloire*, mot : Taille, p. 7, 2^e col.

2. *Mémoires de J. Foucault*, appendice p. 467 ; Babeau, *le Village*, p. 213.

3. Art. 48, de l'édit de mars 1600 ; Isambert, *Réc. gén. des anc. lois fr.*, t. XV, p. 231 ; Fréminville, *Traité du gouv.*, p. 230 ; Guyot, *Réperloire*, mot : Taille, p. 8, 2^e col.

4. Ord. d'Orléans, 1560 ; ord. de l'intendant de Champagne de 1712 ; *Arch. Aube*, C. 1712. Babeau, *le Village*, p. 213.

rale des habitants, il recevait les déclarations sur mutations de biens et aussi les réclamations (1).

Le rôle achevé devait retourner à l'élection pour y être approuvé. De là il revenait à la communauté pour y être publié et exécuté. La publication en était faite un dimanche à l'issue de la messe à la porte de l'église, afin que nul n'en pût ignorer le contenu (2).

Il était fait de très expresses défenses par les ordonnances aux habitants de dispenser qui que ce soit de la taille. Il était pourtant fait exception pour certains agents de la communauté, tels que maître d'école, tambour, serrurier chargé de l'entretien de l'horloge. La responsabilité des syndics était couverte quand il y avait eu délibération en bonne forme de l'assemblée de communauté approuvée par l'intendant (3).

96. Le recouvrement était opéré par des collecteurs distincts en général des assésurs (4) appelés quelquefois égailleurs (5), également nommés en

1. Ord. de l'intendant de Champagne, Lescalopier, 1722, *Arch. de l'Aube*, C. 1465. (Babeau, le *Village*, p. 113).

2. D'Arbois de Jubainville, *Introduction à l'Inventaire des Arch.* p. 27.

3. Fréminville, *Traité général du gouvernement*, p. 244.

4. Lucien Merlet, *Des assemblées de communautés d'habitants*, p. 43, note 3. (L. 3056 ; E. 3080).

5. Arrêt du Parlement de Bretagne du 20 février 1669. Merlet, *op. cit.*, p. 132.

assemblée générale (1) convoquée en la forme ordinaire. L'élection avait lieu d'ordinaire en septembre ou octobre. Nul taillable ne s'y pouvait soustraire fût-il même d'une ignorance absolue. Il y avait cependant des dispenses, tels étaient les syndics, marguilliers, maîtres d'école, septuagénaires, incurables, mendiants pères de huit enfants (2).

Mais le rôle des collecteurs était si ingrat que l'assemblée de communauté refusait parfois d'en affliger l'un de ses membres (3). Dans ce cas, les élus nommaient d'office (4) l'un des plus imposés et souvent, malgré ses plaintes, les habitants convoqués en assemblée pour le décharger de ce fardeau et nommer quelqu'un à sa place « s'évadaient de l'église sans vouloir faire aucune nomination » (5).

Dans d'autres cas les collecteurs abusaient étrangement de leurs pouvoirs ; ils déchargeaient leurs parents, les fermiers des seigneurs, se réunissaient « pendant trois mois au cabaret, sans rien terminer,

1. Henri III tenta vainement de réunir les fonctions d'assesseurs et de collecteurs et de les ériger en office. Max Quantin, *Hist. des Impôts; Mémoire* de Claude Haton, p. 280.

2. La Poix de Fréminville, *Traité gén.* p. 304.

3. A Saint-Doulchard, le 29 août 1636, *Arch. du Cher*, E. 1278 (Maurice Clément, *op. cit.*, p. 132).

4. A Menoux, le 20 août 1769, *Arch. du Cher*, C. 127 (Maurice Clément; *op. cit.*, p. 228).

5. C'est ce qui se produisit dans la paroisse de St-Denys-les-Ponts, le 21 décembre 1642. Merlet, *op. cit.*, p. 187.

soulevant les haines et les récriminations » (1). Aussi, dans quelques paroisses les habitants prennent l'initiative d'une réforme ; ils nomment ici un certain nombre d'entre eux qui, assistés des gagers et du syndic auront à faire le rôle des tailles (2) — ailleurs ils adjoignent trois habitants au syndic et aux collecteurs » (3).

Le 22 novembre 1711 les habitants de Châtillon « pour faire cesser parmi eux tous les sujets de querelle, de haine et de vengeance qui y règnent depuis que la taille est devenue arbitraire aux collecteurs, pour empêcher la brigue qui se fait dans la nomination desdits collecteurs » résolvent de dresser une liste de tous les habitants, afin que, par une sorte de roulement, chacun d'entre eux soit collec-

1. ... « On épargne ou l'on considère (ce qui est le mot en usage) les fermiers du seigneur de la paroisse à proportion que l'on croit qu'il s'est employé lui-même auprès de MM. les Intendants pour faire considérer la paroisse ; on a le même égard pour les gentilshommes qui sont de quelque considération, pour ceux qui appartiennent à des personnes de justice, jusqu'à des procureurs et des sergents. En sorte que tout le fardeau tombe sur les artisans ou marchands, qui n'ont d'autre fonds que leur industrie, à proportion que l'on croit que l'on en pourra être payé ». Boisguilbert, le *Détail de la France sous le règne présent* (de Louis XIV) 1697, chap. V. Dans les *Economistes français du XVIII^e siècle*, par E. Daire, p. 185.

2. Paroisse de St-Valérien de Châteaudun, 20 octobre 1675. Merlet, *op. cit.*, p. 46, E. 3629.

3. Paroisse de La Madeleine, Merlet, *op. cit.*, p. 46, E. 2630.

teur à son tour. — Le 8 décembre suivant, ils rédigeaient un état dans lequel chacun est tarifé d'après sa profession et sa propriété (1).

L'administration dut modifier le mode d'élection des collecteurs ; elle le fit dans le sens de la libre réforme accomplie à Châtillon. Elle dressa un tableau de tous les habitants en trois colonnes suivant leur imposition, et les habitants réunis en assemblée devaient porter leurs suffrages sur le plus ancien de chaque colonne (2) qui était de droit collecteur. C'est là une bizarrerie qui prouve combien on attachait d'importance au maintien sinon des libertés communales, du moins de leur apparence.

Le recouvrement de la taille était pour les collecteurs une corvée dont les dédommageaient à peine les 6 deniers pour livres du montant des impositions, qu'ils recevaient d'ordinaire. D'ailleurs, si les assesseurs étaient garants envers eux des non-valeurs, ils répondaient eux-mêmes de la perception.

Leur situation s'aggrava quand, en 1773, la déclaration du 3 février (3) déclara non solidaires du

1. Merlet, *op. cit.*, p. 47 et p. 232 et 234. Châtillon avait donc devancé de près de 30 ans la réforme de la taille tarifée mise en vigueur en 1740.

2. Décl. 9 août 1723 ; Fréminville, p. 300 ; ord. imprimée de l'élection de Troyes, *Arch. Aube*, 4290 (Babeau, le *Village*, p. 221).

3. Décl. 3 fév. 1775. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XIII, p. 427.

paiement de l'impôt les principaux contribuables de la paroisse.

Munis de leur rôle qui était un titre paré, exécutoire, les collecteurs s'en allaient par les communautés recueillir la taille et saisir les meubles et effets de ceux qui refusaient de la payer.

Défense était faite aux receveurs des tailles de recevoir quoi que ce soit sous prétexte de présent ou gratification, à peine de concussion (1).

La violence leur était également défendue ; ils ne pouvaient ouvrir les portes et armoires en cas d'absence ou de refus des contribuables sans y être autorisés (2).

Il leur était également interdit de saisir certains objets de première nécessité tels que lits, linceuls, couvertures, habits et autres choses nécessaires (3), pain, lit, chevaux et autres bêtes de labour, ustensiles et outils de manœuvres et artisans, comme aussi de découvrir les maisons, d'arracher les portes et fenêtres, le tout à peine de la vie (4). On juge, par la

1. Art. 37, édit de janvier 1634, Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XVI, p. 402.

2. Edit de février 1668 ; sentence de l'élection de Paris, 18 décembre 1748, dans La Poix de Fréminville, p. 249.

3. Arrêt du Conseil, 17 septembre 1643 ; art. 6, règl. du Conseil et de la Cour des aydes, 5 octobre 1664 ; 4 juillet 1665 ; 17 nov. 1712, rapportés dans La Poix de Fréminville, p. 251.

4. Art. 55, édit de janvier 1634. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XVI, p. 402.

sévérité de la sanction, si le mal qu'on se proposait de faire disparaître était violent.

L'édit d'octobre 1714 enjoint aux syndics des paroisses de veiller à ces prescriptions et de donner aussitôt avis de leur violation au subdélégué du département pour en être transmis information au commissaire départi (1).

Les rôles étaient en ce temps d'une grande simplicité. Les collecteurs avaient pour chaque taillable un bâton carré long de 2 aunes et d'environ 2 doigts de large. C'est en opérant des tailles sur ce bâton qu'ils se rendaient compte de ce qui était dû et acquitté par chacun (2).

Les comptes des collecteurs au xviii^e siècle étaient rédigés par eux et envoyés par leurs soins aux receveurs des tailles (3). Indépendamment des collecteurs ordinaires, les habitants nommaient parfois des collecteurs spéciaux pour recouvrer les taxes spéciales (4).

Les demandes de dégrèvement : décharge et réduction étaient portées au tribunal de l'élection.

Les tribunaux d'élection étaient juges en dernier ressort des réclamations en surtaxe qui ne dépassaient pas 100 livres.

1. Edit d'octobre 1713, art. 29.

2. Feuillet, *Misère au temps de la Fronde*, p. 298.

3. A. Babeau, le *Village*, 225.

4. Exemple dans la paroisse de Lanneray le 27 nov. 1676. L. Merlet, *op. cit.*, p. 173.

saient pas 5 livres ou 30 livres suivant les époques (1). — L'appel était porté devant les cours des aydes (2).

Mais ces demandes supposaient une imposition indue ; or, dans certains cas il arrivait qu'une imposition justement répartie ne pouvait être perçue. Les causes les plus fréquentes en étaient l'inondation, l'incendie ou la grêle.

Les élus se rendaient alors dans la localité où s'était produit le sinistre, et de concert avec le syndic, le procureur fiscal et les principaux habitants, désignaient deux prud'hommes domiciliés dans un village voisin. Avec ceux-ci, ils se rendaient sur les lieux, examinaient les dégâts, les estimaient et rédigeaient d'un commun accord le procès-verbal (3).

La déclaration du 7 décembre 1715 porte que les actions en radiation ou modération des taxes seront jugées par les intendants dans les deux mois, et qu'après les deux mois les taxés non jugés pourront se pourvoir directement aux cours des aydes à la charge néanmoins de payer lesdites taxes avant d'être reçus appeleurs (4). Pas plus alors qu'aujourd'hui la de-

1. Ord. de 1560, art. 134, Isambert, *Anc. lois fr.*, t. XIV, p. 95 ; Guyot, *Répertoire*, t. VI, p. 652.

2. Esmein, *Cours élém. d'hist.*, p. 597 ; Guyot, *Traité des droits*, t. III, p. 433.

3. *Arch. Aube*, C. 1002-620 (Babeau, le *Village*, p. 217).

4. Décl. 7 décembre 1715 ; La Poix de Fréminville, p. 232.

mande en dégrèvement ne pouvait être un moyen dilatoire pour ne point payer.

98. Impôt du vingtième. — Le 14 octobre 1710, Louis XIV, en prévision d'une guerre avec la Hollande ordonna la levée d'un impôt du dixième du revenu ; il annonçait que la perception cesserait trois mois après la publication de la paix. Le dixième fut cependant perçu jusqu'en 1717 puis rétabli le 17 novembre 1733, supprimé le 1^{er} janvier 1737 pour être rétabli de nouveau le 29 août 1741. C'est en mai 1749 qu'il fut remplacé par l'impôt du vingtième auquel fut ajouté le 7 juillet 1756 un second vingtième, puis un troisième en février 1760 prorogé aux années 1762 et 1763 par une déclaration du 16 juin 1761 enregistrée dans un lit de justice (1). Au principal de l'impôt s'ajoutaient en vertu, de dispositions successives dont la première date de décembre 1746, deux sous pour livre des dixièmes et vingtièmes.

L'impôt du vingtième, à compter du 1^{er} janvier 1750 dut être annuellement levé « sur tous revenus et produits des sujets et habitants... sans aucune exception » (2). Mais le clergé parvint, au moins

1. Moreau de Beaumont, *Mémoires concernant les impositions et droits*, nouv. éd. par Poulin de Vieville. Paris, Desaint, 1787, tome II, p. 324.

2. Art. 1^{er} de l'édit de mai 1749. Rapporté dans Guyot, *Répertoire*, mot : Vingtième, p. 550.

celui « de France » (1) à s'y soustraire en allouant des dons gratuits dont le montant était réglé en proportion de l'augmentation des besoins (2). Les pays d'état obtinrent la faculté de s'abonner pour les vingtièmes et pour les deux sous pour livre. Les abonnements étaient plus considérables que ne l'avaient été ceux du dixième en 1742 (3).

La taxe du vingtième devait frapper le revenu réel ; il supposait donc une estimation très précise des biens-fonds ou des déclarations exactes, à peine d'être tenu de payer le « quadruple en cas de fausse déclaration » (4). Mais avec le temps, la valeur des fonds changeait et l'imposition n'était plus proportionnée aux revenus. Il aurait fallu procéder à des vérifications périodiques. C'est pour réaliser cette réforme que parut l'arrêt du conseil du 2 novembre 1777.

Il ordonnait aux directeurs des vingtièmes chargés de la confection des rôles de mentionner en marge du rôle exécutoire qui, chaque année, devait être envoyé aux paroisses, la date de la dernière vérifica-

1. Par opposition au clergé étranger, c'est-à-dire des provinces annexées à la couronne à partir du milieu du xvi^e siècle. Esmein, *op. cit.*, p. 567.

2. Moreau de Beaumont, *op. cit.*, tome II, p. 323.

3. Moreau de Beaumont, *ibid.*, p. 323.

4. Edit de mai 1749, art. XIV, rapporté dans Guyot, *Répertoire*, mot : Vingtième, p. 551.

tion. On ne pouvait les renouveler avant vingt années révolues.

Le contrôleur des vingtièmes devait, pour ces vérifications, se faire assister du syndic, du préposé au recouvrement des vingtièmes, des collecteurs des tailles et de trois propriétaires notables (1). Ces trois notables étaient élus dans une assemblée générale convoquée par le subdélégué dans le mois qui précédait l'arrivée du contrôleur dans la paroisse (2).

Le contrôleur assisté de la sorte, se rendait sur les lieux et déterminait « la proportion entre les vingtièmes et le revenu des fonds et droits réels » qui y étaient assujettis. En cas de désaccord entre le contrôleur et les syndic, préposés, collecteurs et notables, le directeur en rendait compte à l'intendant qui faisait procéder à une nouvelle vérification s'il était nécessaire.

L'intendant ne devait rien négliger en effet pour que les vingtièmes fussent « en même temps proportionnés au produit des fonds et droits réels » qui y étaient sujets. Le contrôleur qui s'écartait de cette juste proportion pouvait être privé de son

1. *Arch. Aube*, c. 408 (d'Arbois de Jubainville, p. 29) ; *Encyclopédie*, éd. 1777, VII, 369-380.

2. Arrêt du Conseil du 2 novembre 1777, art. II, rapporté dans Guyot, *ibidem*, p. 555, 1^{re} col.

emploi et encourir même une peine plus forte si le cas l'exigeait (1)

La vérification dressée par le contrôleur et ses assesseurs devait en outre être attentivement examinée par le directeur, alors seulement il en pouvait être fait usage.

Il fallait prévoir le cas où une paroisse refuserait de s'assembler pour élire les trois notables : le contrôleur devait en dresser procès-verbal et procéder à la vérification sans eux. Le résultat de ses recherches était communiqué au directeur, puis à l'intendant qui statuait sauf appel au conseil du roi (2).

La perception du vingtième et des deux sous pour livre était faite dans les pays d'élection, par les receveurs des tailles et dans les pays d'états par les receveurs et trésoriers ordinaires des revenus de la province (3).

99. La capitation établie par la déclaration du 18 janvier 1695 puis supprimée en 1697, fut définitivement rétablie le 12 mars 1701. Dans sa conception première, la capitation était un impôt sur le revenu

1. Arrêt du Conseil du 2 novembre 1777, art. III, rapporté dans Guyot, *Répertoire*, mot : Vingtième, p. 555, 2^e col.

2. Arrêt du Conseil, 2 novembre 1777, art. VI, Guyot, *ibidem*.

3. Edit de mai 1749, art. XV, rapporté dans Guyot, *Répertoire*, mot : Vingtième, p. 552, 1^{re} col.

levé à tant par tête suivant la classe à laquelle on appartenait. En 1701 le système des classes fut abandonné et la capitation devint un simple impôt sur le revenu fixé par les intendants. Il devait atteindre tous les sujets quelle que pût être leur condition. Cet impôt fut, pour les taillables, déterminé suivant leur cote de taille et fixé au marc la livre de celle-ci. C'était donc, pour les villages, le mode d'assiette ordinaire. En étaient seuls exemptés les taillables dont la cote était inférieure à 40 sous.

Mentionnons aussi certaines impositions militaires dont la principale était celle d'*ustensile* (1).

100. Les principaux impôts indirects étaient les aides, les traites (2) et la gabelle. Qu'ils fussent affer-

1. L'ustensile donnait généralement droit au « lit garni de linge, pot, verre, écuelle, place au feu et à la chandelle ». L. Merlet, des *Ass. d'hab. dans l'anc. comté de Dunois*, p. 48 ; « nous ordonnons aux habitants des paroisses..., où il y a des troupes casernées, de leur fournir une table et deux bancs par chambrée de quatre ou six hommes, un pot de terre pour la soupe, une nappe, une cuillier d'étain ou de bois à chaque soldat, cavalier ou dragon, une cruche par chambrée, une assiette à chacun, de bois ou de terre, un sceau, un torchon, une cuillier à pot pour tremper la soupe..., pour deux soldats, cavaliers ou dragons, une couchette avec une pailleasse, un matelas, un traversin, une couverture et une paire de draps que l'on changera tous les vingt jours ». Ordonnance de l'Intendant de la Généralité de Riom du 4 octobre 1722, rapportée dans Fréminville, *op. cit.*, p. 391.

2. Ce qu'on appelle aide au sens étroit et récent de ce mot,

més ou mis en régie, ces impôts ne devraient point nous retenir puisqu'il ne s'agit pour eux ni de les répartir ni de les percevoir directement, d'où suit que les habitants des communautés n'avaient aucun sujet d'intervenir. Et cependant, par suite d'une conception tout à fait anormale, la gabelle fut en certains pays un impôt direct des plus diversement réparti. Certaines provinces ne la connurent jamais (1), d'autres en obtinrent l'exemption par rachat (2).

Celles enfin auxquelles l'impôt de gabelle s'appliquait, n'y étaient point uniformément soumises. Le

est un droit qui se percevait sur la vente tant en gros qu'en détail de certaines denrées, notamment du vin et des spiritueux. Les aides proprement dites ne se levaient que dans les ressorts des cours des aides de Paris et de Rouen. Elles furent rétablies par l'ord. du 28 février 1435, Isambert, *Anc. lois*, VIII, p. 834. Leur contentieux était jugé en première instance par les officiers des élections et en dernier ressort par les cours des aides. — Par traites, il faut entendre un système de douanes extérieures et intérieures.

1. Telles étaient la Bretagne, l'Artois, la Flandre, le Hainaut, le Calaisis, le Boulonnais, l'Alsace, le Béarn, la Basse-Navarre, etc. *Mémoire sur la Gabelle* présenté aux notables de 1787, *Procès-verbal*, p. 170.

2. Ces provinces étaient dites *rédimées*; telles étaient : le Poitou, la Saintonge, l'Aunis, l'Angoumois, le Haut et Bas Limousin, La Haute et Basse-Marche, le Périgord, la Haute-Guyenne, etc... *Mémoire sur la Gabelle*, p. 170; Moreau de Beaumont, *Mémoires concernant les impositions et Droits*... Nouv. éd. par Poullin de Vieville. Paris, Desaint, 1787, tome III, p. 75; Pierre Vieville, *Nouveau traité des Elections*. Paris, Mouchet, 1739, p. 42.

régime d'imposition variait de telle sorte qu'on distinguait les systèmes de grande gabelle et de petite gabelle, de franc salé et de saline, mais ces deux derniers étaient exceptionnels. Dans les pays de grande gabelle (1) était imposé le *devoir de gabelle* pour *pot et salière* seulement, on y était donc astreint à acheter une certaine quantité de sel pour cet usage exclusif (2).

La répartition pour *pot et salière* se fit suivant deux procédés : parfois la quantité de sel *de devoir* fut fixée par chef de famille, parfois elle le fut par paroisse. Dans ce cas une répartition nouvelle s'imposait entre les taillables ; elle était opérée par les soins de collecteurs nommés annuellement par les contribuables comme l'étaient les collecteurs de la

1. « La grande gabelle comprend la meilleure partie du Royaume, appelée le grand Parti ; ce sont les Généralitez de Paris, Orléans, Soissons, Amiens, Normandie, Tours, Champagne, Bourgogne, Moulins et Bourges. » Pierre Vieville, *Nouveau Traité des Elections*, p. 43 ; Moreau de Beaumont, *op. cit.*, t. III, p. 92.

2. La déclaration du 21 octobre 1710 servant de règlement pour la régie de la Ferme générale des Gabelles, commentée par l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 mai 1724 enjoint à toutes personnes, dans l'étendue de ladite ferme, de prendre dans les greniers le sel nécessaire pour leur usage et provision « à raison d'un minot pour quatorze personnes pour le pot et salière seulement »... Les déclarations du nombre des personnes devaient être données exactes à peine de 50 livres d'amende pour chaque contravention. Fréminville, *Traité du Gouv.*, p. 323.

taille (1). Comme ces derniers, ils étaient responsables du recouvrement des cotes (2) ; comme eux encore, ils recevaient une indemnité. Cette indemnité était de deux deniers pour livre de chaque minot (3), de deux sols pour chaque lieue de distance des paroisses au grenier, de cinq sols par minot pour le prix et la distribution du sel (4).

Un arrêt de 1732 fit défense aux officiers de la gabelle de s'ingérer à procurer les mesures. Elles devaient être fournies par les collecteurs, « à leurs frais et dépens, bonnes et bien conditionnées, étalonnées et marquées » en présence des officiers du grenier sur les matrices qui devaient être déposées par le fermier général aux greffes des greniers (5).

Dans les pays de petite gabelle (6), il y avait simplement monopole au profit des greniers, mais il n'existait pas de *sel de devoir*. Le prix était fixé pour

1. Ordonnance de mai 1680, titre VIII ; Pierre Vieville, *op. cit.*, p. 44.

2. A. Babeau, le *Village sous l'ancien régime*, p. 227.

3. Le minot était une mesure qui devait peser cent livres ; quatre minots faisaient un septier, et douze septiers un muid.

4. La Poix de Fréminville, *Traité du Gouvernement*, p. 326.

5. Arrêt de la Cour des aydes du 24 mai 1732, rapporté dans La Poix de Fréminville, *Traité du Gouvernement*, p. 330.

6. « Les petites gabelles sont celles du Languedoc, du Lyonnais, Dauphiné, de Provence et du Roussillon. » Pierre Vieville, *Nouveau traité des Elections*, p. 44.

chaque grenier par des états arrêtés en conseil (1). Les habitants des communautés n'avaient aucune-ment à intervenir dans ce régime de gabelle pas plus que dans celui de franc salé où l'on achetait le sel au prix marchand (2), et de saline qui était spécial au comté de Bourgogne (3).

La gabelle était la redevance la plus impopulaire. Elle exposait en effet les habitants à de nombreuses vexations ; ils étaient soumis à des visites domiciliaires, devaient montrer leurs billets de gabellement, devaient prêter main forte aux employés des fermes pour la perception, ils devaient encore sonner le tocsin contre les faux sauniers ; défense fut faite aux habitants des provinces limitrophes de Bretagne, pour empêcher la contrebande, de tenir des chiens mâtins, sauf deux pour les troupeaux (4). La contrebande, malgré ces mesures, fut toujours pratiquée et l'on enregistrait chaque année à la fin de l'ancien régime plus de cinq cents condamnations à la chaîne

1. Moreau de Beaumont, *Mémoires concernant les Impositions et Droits*, tome III, p. 149.

2. Cette faveur était parfois accordée aux établissements charitables et à certains fonctionnaires royaux. A. Esmein, *op. cit.*, p. 572.

3. Moreau de Beaumont, *op. cit.*, tome III, p. 177.

4. Lettres patentes du 6 juin 1734, rapportées dans Fréminville, *op. cit.*, p. 322 et 333.

ou à la prison, et plus de quatre mille saisies auxquelles elle donnait lieu (1).

SECTION II

Impositions en nature.

101. La corvée royale était une prestation en nature, en journées de travail, imposée aux taillables des campagnes pour la construction ou l'entretien des routes royales.

Elle ne fut généralisée qu'en 1737 par le contrôleur général Orry. L'intendant eut dès l'origine en cette matière un pouvoir exclusif et absolu (2). Sur un ordre de lui, tous les habitants valides de 12 à 60 ans étaient envoyés à la corvée. Dans la généralité de Rouen, n'en étaient exempts que les pères de familles chargés de nombreux enfants (3).

A l'origine la corvée variait de 6 à 50 jours ; mais après quelques oscillations, sa durée moyenne fut de 12 (4). Elle ne s'exerça que par la contrainte, car les

1. *Mémoire sur la Gabelle* présenté aux notables de 1787. *Procès-verbal*, p. 165.

2. Guyot, *Traité des Droits*, III, 317.

3. Ord. Intendant de Rouen (*Mercure de France*, mai 1763, p. 482) ; Fréminville, p. 756.

4. Vignon, *Etudes historiques sur l'administration des voies publiques en France*. Paris, 1862, III, p. 16.

habitants des communautés ne conservèrent même pas le simulacre de leur ancienne liberté. Ils ne décidaient rien, mais obéissaient passivement; ils se bornaient à constater chaque année les tâches arriérées (1); aussi n'avons-nous qu'à signaler son existence. Le voyer, ou directeur des travaux lui-même était désigné par l'intendant, que ce fut le syndic ou quelqu'autre habitant (2). Les taillables trouvant cette corvée vexatoire agirent pour en obtenir le rachat. Cette faculté leur fut donnée dans un grand nombre de communautés et l'édit de 1787 (3) généralisa le rachat. Mais la contribution représentative ne fut pas plutôt obligatoire qu'elle souleva partout d'unanimes protestations (4); tant il est vrai que ce que l'on souhaite devient odieux dès qu'il vous est imposé.

Mentionnons également l'existence en certaines localités de la corvée bourgeoise pour l'entretien des chemins de petite communication, généralement

1. « Nous, soussigné, conducteur des travaux du Roy pour les ponts et chaussées, assisté des syndic et hauts cotisés de la paroisse de Lanneray... avons visité les tâches arriérées et non faites de la corvée d'automne 1782 », 29 mai 1783, C. 33. (Merlet, 56).

2. Babeau, le *Village*, p. 239.

3. Déclaration du 27 juin 1787. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. XXVIII, p. 374.

4. Babeau, le *Village*, p. 241.

fixée à quatre jours, et régie par les mêmes règles que la corvée royale.

102. Au début de l'ancien régime les habitants des campagnes jouissaient au point de vue du service militaire d'une absolue tranquillité (1), mais ils étaient par contre en proie à de véritables dévastations quand passaient chez eux les corps d'armées composés d'Italiens, d'Allemands, d'Espagnols, de Suisses, véritables pillards qui étaient autant à craindre que les armées ennemis. Plusieurs ordonnances s'efforcèrent de remédier au mal (2). Louis XIV mit bon ordre à la discipline des troupes ; Louis XV voulut que les syndics fissent la revue des soldats ; ils en dressaient la liste et l'envoyaient en double au ministre de la guerre avec les certificats des fournitures faites aux étapiers pour la nourriture des troupes. Le prix de ces fournitures était avancé par les communautés (3) et remboursé par l'Etat (4) au moyen d'impositions spéciales connues sous le nom de subsistance, de quartier d'hiver et d'usten-

1. Boutaric, *Institutions militaires de la France avant les armées permanentes*. Paris, 1863, liv. IV et V.

2. Ord. de 1355. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois fr.*, t. IX, p. 57 ; ord. de 1367 ; ord. de 1439.

3. Ord. du 13 juillet 1727, Fréminville, p. 393.

4. D'Arbois de Jubainville, 44.

stiles (1). Mais le service régulier fut organisé par Colbert pour la marine (2), par Louvois pour l'armée de terre (3).

Les assemblées de communauté furent à l'origine chargées de trouver les miliciens : après avoir fait un rapide recensement le dimanche au sortir de la grand'messe, de tous les célibataires et veufs sans enfants ayant au moins cinq pieds de taille, le syndic, plus tard assisté du juge, du curé et des quatre principaux habitants en dressait la liste et l'envoyait aux intendants. Les habitants, en assemblée générale, éalisaient le milicien (4). Mais cette désignation ne se faisait pas sans larmes, aussi le tirage au sort fut, dès 1691, c'est-à-dire trois ans après l'établissement de la milice, substitué à l'élection. Il fut maintenu jusqu'en 1789.

Au jour fixé pour le tirage, le syndic conduisait au chef-lieu de l'élection tous les garçons et veufs de 20 à 40 ans et l'on procédait au tirage.

Le tirage se faisait simplement, après un appel nominal; on déposait dans un chapeau autant de billets blancs, moins un, qu'il y avait de noms. Un

1. Fréminville, p. 391 ; ord. de l'Intendant d'Auvergne de 1727 (Babeau, le *Village*, p. 255).

2. Edit de 1673. Isambert, *Rec. des anc. lois fr.*, t. XIX, p. 116.

3. Ord. du 10 décembre 1691 (Merlet, 51).

4. Procès-verbal de Moisy, 6 janv. 1693 (Merlet, p. 266).

billet noir ou écrit était mêlé aux autres. Celui qui le tirait était milicien. Un procès-verbal était alors rédigé et signé par le syndic et le sortant. La durée du service fut successivement de 2, 4 et 6 années, mais en temps de paix les miliciens pouvaient demeurer chez eux. Ils étaient pendant leur service exemptés en partie de certaines contributions ; après leur congé ils pouvaient être exemptés des tailles jusqu'à six années (1). Ils recevaient en outre, lors du tirage au sort, une somme d'argent dite « convention » versée soit par la communauté, soit par leurs camarades.

Si l'on songe à la situation des miliciens et à leur petit nombre (2), on s'explique difficilement les violentes protestations qui s'élevèrent jusqu'en 1789 contre ce service militaire. Ne faut-il pas les attribuer à la tendance générale alors de s'élever contre toute institution avec plus d'aigreur que de mesure ?

1. Déclaration du roi, 30 novembre 1715, Fréminville, p. 367.

2. En 1765 l'effectif se monta à 74.500 hommes, mais d'ordinaire il était moindre et comme la durée du service était de six années, c'était un contingent annuel effectif d'environ 10.000 hommes. Comme il y avait plus de 10.000 communautés, les petites s'unissaient pour fournir un milicien. Boutaric, *op. cit.*, p. 470 ; Babeau, le *Village*, p. 261.

CONCLUSION

103. Le village aux dernières années de l'ancien régime. — 104. Ce qu'il est devenu depuis. — 105. Réformes proposées.

103 Tel qu'il vient de se révéler à nous, le village, à la fin de l'ancien régime présente les caractères d'un organisme ayant sa vie propre, ses institutions autonomes. Il diffère à ce point de vue de notre commune actuelle qui tend de plus en plus à ne devenir qu'une subdivision administrative.

Ce n'est pas à dire qu'il n'existait pas alors comme aujourd'hui certains rapports de dépendance entre les villages et le pouvoir central. C'est ainsi que l'État avait pris la direction des services publics qui lui sont propres et qui, dans un grand pays, doivent être nécessairement centralisés : la police générale était exercée par l'intendant, il avait sous ses ordres les subdélégués et les syndics qui deviennent insensiblement les hommes du pouvoir central : à la suite d'une lutte persévérante dirigée par la royauté, les justices ecclésiastiques ont leur compétence réduite aux affaires purement spirituelles : la justice

seigneuriale n'est plus qu'un degré de juridiction tout à fait subalterne comme l'est de nos jours la justice de paix : la justice royale évoquait en effet à elles toutes les causes de quelque importance en première instance, et toutes les autres en appel ; dès longtemps le pouvoir central levait les troupes et les impôts.

Ainsi donc, le village, en 1789, en ce qui concernait la police, la justice, la défense du territoire et les finances générales était en principe et dans les grandes lignes soumis comme aujourd'hui au système de la centralisation. — Mais à côté de ces points de ressemblance, il faut remarquer plusieurs oppositions saillantes. Dans l'ancien village, l'administration des affaires locales, tant communales que paroissiales appartenait directement aux habitants. Les syndics et marguilliers n'étaient en effet que des simples mandataires. Le droit de suffrage appartenait aux chefs de famille sans distinction de sexe, le vote en principe était obligatoire. La participation à la vie communale était donc un droit et un devoir pour tous les chefs de famille. C'était le gouvernement direct pour les affaires locales.

Ce gouvernement s'étendait :

A l'assistance : les assemblées nommaient des bureaux de charité, rétribuaient s'il y avait une sage-femme nommée par le curé, un médecin, un chirurgien.

A l'instruction : les assemblées étaient appelées à élire le maître d'école muni d'un certificat délivré par l'autorité ecclésiastique, à lui voter les crédits nécessaires, à passer avec lui le contrat qui déterminait ses droits et ses obligations.

A la gestion des biens de la commune et de la fabrique : les assemblées avaient le pouvoir d'accomplir tous les actes de la vie civile, mais il fut restreint à la fin du xviii^e par le pouvoir central qui pour prévenir certains abus et dilapidations, organisa ce qu'on a appelé la tutelle administrative.

La liberté des habitants s'accuse même dans l'administration des services publics généraux. C'est ainsi qu'ils furent longtemps maintenus, même contre leur gré dans le droit d'élire les miliciens ; c'est encore ainsi que pour la levée des diverses impositions, l'assemblée générale était convoquée à l'effet d'élire les assesseurs et les collecteurs ; et, quand les inconvénients de ce procédé contraignirent à recourir à l'institution de la *colonne*, on maintient néanmoins l'assemblée dans ses anciennes prérogatives désormais purement nominales, tant à cette époque on attachait d'importance à la participation des habitants aux affaires publiques.

104. Depuis lors les principes qui régissaient la constitution de l'autorité civile locale ont au cours

du siècle subi de profondes modifications (1). Il y a lieu de remarquer surtout :

1. La loi du 14 décembre 1789 fit place nette de toute ancienne organisation communale. Elle abolit tout droit de présentation, nomination, confirmation, présidence ou préséance. L'ancienne assemblée des chefs de famille fit place à un collège de citoyens actifs élisant un maire et un corps municipal de nombre variable suivant le chiffre de la population (art. 25). Si ce corps comprenait plus de trois membres, il se divisait en un conseil pour délibérer, un bureau pour agir. Au scrutin de liste étaient aussi nommés des notables en nombre double de celui des membres du corps municipal. Réunis à ces derniers, les notables formaient un conseil général de la commune appelé à prendre part à la délibération des affaires les plus importantes. Les municipalités avaient deux sortes d'attributions : les unes d'intérêt communal, les autres d'intérêt général (art. 49). — La loi des 29 et 30 décembre 1789, 8 janvier 1790 donne aux citoyens élus pour remplir avec le maire les places de la municipalité, le nom d'*officiers municipaux*. — La constitution du 5 fructidor an III institua les administrations municipales de canton, organisation factice et non viable. — La loi du 28 pluviôse an VIII plaça dans chaque localité un maire et un ou plusieurs adjoints, plus un corps municipal composé de dix membres au moins. Les fonctions administratives étaient exercées par les maires et les adjoints. En l'an VIII, maires, adjoints, et conseillers municipaux étaient nommés par le Premier Consul. Ils deviennent élus en 1831. — Les lois du 7 juillet 1852 et du 5 mai 1855 revinrent à l'ancienne conception en ce qui concernait le maire et les adjoints. Ils étaient nommés par l'empereur dans les communes de trois mille habitants et au-dessus, dans les autres par le préfet. Les maires et adjoints pouvaient être choisis en dehors du corps municipal. — Depuis 1870 les petites villes sont réintégrées dans la faculté d'élire leurs maire et adjoints. Ce système a été généralisé en 1882 et maintenu par la loi du 5 avril 1884.

1° Que le droit de vote n'appartient plus au « chef de famille » en cette qualité et quel que soit son sexe, mais à l'individu du sexe masculin remplissant certaines conditions déterminées.

2° Que le maire, après avoir à plusieurs reprises, été nommé par le pouvoir central, est actuellement élu au second degré, par les membres du conseil municipal et non au premier degré comme l'était jadis le syndic.

3° Que l'administration des affaires communales ne s'exerce plus directement par mandataire révocable, mais par des représentants entre les mains de qui les électeurs abdiquent pour un temps tous leurs pouvoirs.

L'administration des services publics locaux est non moins profondément modifiée : elle tend à échapper au pouvoir communal pour ne plus dépendre que du pouvoir central. Cette tendance est surtout manifeste en ce qui concerne l'assistance (1) et l'enseignement (2).

1. Décret du 19 mars 1793. — 29 floréal an II. — Loi du 23 messidor an II. — Le décret du 23 mars 1852 composait la commission administrative des hospices, hopitaux et bureaux de bienfaisance de 5 membres nommés par le préfet, non compris le maire de la commune. La loi du 21 mai 1873 y donnait place au plus ancien curé de la commune. La loi du 5 août 1879 compose la commission du maire et de six membres dont deux élus par le conseil municipal et les quatre autres par le préfet.

2. La loi du 30 octobre 1886 réglemeute les écoles pri-

En se qui concerne la gestion des biens communaux et paroissiaux l'on n'a pas appliqué le système de centralisation, mais l'impossibilité où se trouvent les habitants d'y participer eux-mêmes et d'exercer un contrôle efficace est d'un effet non moins regrettable. Et s'il est à la rigueur possible d'appeler contrôle le droit qu'ont les habitants de témoigner leur mécontentement tous les quatre ans lors du renouvellement des conseils municipaux, cela n'est d'ailleurs efficace que relativement aux affaires de la commune ; quant à celles de la paroisse elles sont confiées sans appel au conseil de fabrique (1).

maires publiques laissant la faculté d'en créer de libres. Les instituteurs sont nommés par le préfet, sous l'autorité du ministre de l'instruction publique et sur la proposition de l'inspecteur d'académie. — La loi du 18 juillet 1889 met les dépenses ordinaires de l'enseignement primaire public à la charge de l'Etat, des départements et des communes ; aux communes incombent (art. 4) l'indemnité de résidence pour le maître, l'entretien et s'il y a lieu la location des bâtiments, le logement des maîtres et les indemnités représentatives, les frais de chauffage et d'éclairage des classes.

1. Les conseils de fabrique furent créés par la loi du 18 germinal an X et organisés par le décret du 30 décembre 1809. Dans les paroisses de 5.000 âmes et plus, le conseil est composé de neuf membres, dans les autres de cinq. Dans les premières et pour la première fois, cinq conseillers sont nommés par l'évêque, quatre par le préfet ; dans les secondes et pour la première fois, trois sont nommés par l'évêque, deux par le préfet. — Les conseillers sont renouvelables partiellement tous les trois ans. Ceux qui doivent rem-

103. Nous tenant strictement sur le terrain de l'appréciation comparée des institutions anciennes et nouvelles, nous émettons plusieurs vœux relatifs aux réformes qu'il conviendrait de réaliser dans l'intérêt communal.

Il serait à désirer que l'on revint à l'ancienne conception du droit de vote conféré aux chefs de famille. Les femmes veuves pourraient ainsi participer à l'administration des affaires communes, ce qui serait justice puisqu'elles participent aux charges de la communauté. Un certain minimum d'imposition pourrait être exigé des électeurs comme il en était jadis. Il nous paraît également opportun, sinon de revenir à l'ancienne organisation des assemblées d'habitants qui serait aujourd'hui vu le chiffre de la population, impossible dans les grands centres et difficile dans les moindres, du moins, d'étudier ce qui pourrait rendre aux citoyens la faculté de participer d'une manière plus réelle à l'administration des intérêts communaux. Un moyen proposé, le référendum, paraît devoir donner satisfaction à ce désir. Les habitants seraient consultés chaque fois

placer les membres sortants sont élus par les membres restants. Le curé et le maire sont membres de droit du conseil. — Le décret du 27 mars 1893, en application de la loi du 26 janvier 1892 soumet les comptes et budgets des fabriques à toutes les règles de la comptabilité des autres établissements publics.

qu'il s'agirait de prendre une importante décision. Cette manière de procéder, tout en intéressant les citoyens aux affaires de la commune qui sont en définitive les leurs, aurait l'avantage de les initier à la vie publique. Elle atténuerait surtout les effets désastreux que produisent en général les élections, quand on a le tort très grave, notamment en matière communale, de les placer exclusivement sur un terrain politique.

Le nombre des suffrages exprimés étant souvent faible comparativement à celui des électeurs inscrits, l'on pourrait aussi songer à rendre le vote obligatoire comme il l'était en principe dans les anciennes assemblées d'habitants. Nous nous élevons enfin contre les tendances centralisatrices de l'Etat moderne. Il convient de rappeler que la famille est antérieure à la commune, la commune à l'Etat. Le pouvoir central est donc fait pour la famille et la commune, et ne doit rien entreprendre sur leurs attributions naturelles et légitimes. L'intervention de l'Etat dans les services qui ne sont pas de son essence constitutionnelle ne trouve sa légitimité que dans la mesure de sa nécessité, ce qu'il faut entendre d'une absolue nécessité, après qu'il a employé tous les moyens pour faire agir les individus et les collectivités chacun dans la mesure de leurs attributions sociales. Dans cette sphère d'action qui ne lui est pas essentielle, l'Etat doit avoir pour règle de

conduite d'intervenir pour être à l'avenir dispensé d'intervenir. Or, il nous paraît que l'initiative individuelle et collective ne manque nullement à l'heure présente ; il suffirait de l'orienter et de la seconder. Il en est notamment ainsi pour certains services tels que ceux de l'assistance et de l'instruction.

L'état dans ces services peut sans doute, et doit même conserver un pouvoir de contrôle, mais non substituer sa volonté aux préférences des habitants.

D'ailleurs, en agissant autrement, l'Etat travaille lui-même à sa propre décadence. — Le caractère des citoyens n'a rien à gagner dans une situation d'étroite dépendance ; or, le rêve des partisans d'un Etat pourvoyeur universel est de généraliser dans le pays le système des fonctions publiques. S'il était appliqué, il en résulterait une multiplication de solliciteurs d'autant plus serviles qu'ils seraient nombreux, et que vivre leur serait impossible s'ils n'étaient en grâce avec les puissants distributeurs de places et d'emplois.

Au point de vue économique, les conséquences d'un pareil système seraient non moins à craindre ; l'intérêt personnel étant jusqu'à présent le plus puissant stimulant du travail connu, c'est lui qu'il faut ce semble encourager, pour qu'il le féconde et lui donne toute sa force de productivité ; or cet intérêt disparaît si la libre profession devient un service rétribué. — Au point de vue politique enfin,

la centralisation qui est le résultat prochain de la théorie adverse, après avoir anémié les forces locales et régionales, voue le pays désarmé aux premières entreprises de la dictature.

Cette perspective n'a pas été sans provoquer de nombreuses mais inutiles protestations. C'est ainsi qu'il fut récemment proposé au Sénat de restituer aux chefs de famille dans chaque commune le droit d'exprimer librement et à la majorité des voix à qui ils entendaient confier l'instruction primaire et secondaire de leurs enfants; mais sur l'avis du rapporteur la prise en considération de cette proposition fut repoussée (1).

1. Voici le texte déposé au Sénat le 13 novembre 1896 par M. Fresneau :

« Art. 1^{er}. — Les communes sont réintégrées dans le droit que la loi du 15 mars 1850 leur avait reconnu, de confier leurs établissements d'instruction primaire et secondaire, soit à des instituteurs et institutrices laïques, soit à des associations religieuses vouées à l'enseignement, autorisées ou déclarées d'utilité publique.

« Art. 2. — L'option appartient exclusivement au chef de famille ayant des enfants; il est ouvert à cet effet dans chaque mairie un registre où pères, tuteurs ou tutrices sont appelés à inscrire leurs préférences, et, suivant leur libre choix, exprimé à la majorité des voix, il est pourvu à la nomination des instituteurs et institutrices, conformément à l'article 34 de la loi du 15 mars 1850.

« Art. 3. — L'instruction primaire cesse d'être une libéralité entièrement gratuite faite aux parents aisés par l'Etat, les départements et les communes. Sont seules dispensées de la rétribution scolaire les familles auxquelles en raison de leurs charges, il serait difficile de la payer.

De tels rejets sont inexplicables pour ceux qui se refusent à admettre que des législateurs puissent sacrifier la liberté des citoyens, dont ils affectent pourtant de se préoccuper beaucoup, à la conception Hégélienne de l'Etat-Dieu. Quelles que soient d'ailleurs les raisons d'une telle attitude, notre conclusion s'impose avec la même force : les chefs de famille sous l'ancien régime participaient à l'administration des affaires locales avec une latitude, une

« Art. 4. — Les subventions et fonds de secours accordés par l'Etat, les départements et les communes sont attribués indistinctement aux établissements publics ou libres par les conseils généraux et les conseils municipaux, suivant les besoins des communes, et dans le seul but d'y accroître l'élévation et la diffusion de l'enseignement.

« Art. 5. — Les dispositions de la loi du 30 octobre 1886, contraires à la présente loi sont abrogées. » (V. *Journal officiel*, 14 novembre 1896. Sénat p. 787, 2^e col).

Le 18 décembre 1896, M. Léopold Thézard, au nom de la 7^e commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition ci-dessus concluait comme suit : « Messieurs, vous avez renvoyé à votre commission d'initiative parlementaire une proposition de loi de l'honorable M. Fresneau. La commission a estimé que cette proposition, à la seule vue du texte s'affirmait comme ayant pour partie d'abroger les principes mêmes de la loi scolaire du 30 octobre 1886, et ne pourrait avoir d'autre résultat que de soulever des débats aussi stériles que passionnés. En conséquence, elle a le regret de vous proposer de ne pas en prononcer la prise en considération ». (*Journ. off.* 1896, annexes n^o 63, p. 414, 1^{re} col).

La prise en considération fut repoussée par 215 voix contre 53.

indépendance inconnue de nos jours ; il importe que l'Etat restitue aux communes toutes les libertés dont elles ont été indûment dépouillées et n'intervienne dans les affaires locales que dans la mesure de la nécessité (1).

1. « L'Etat ne peut pas et ne doit pas tout faire. L'Etat pensant et agissant seul pour le compte de tous est un Etat voué à la ruine. Les nations ne sont grandes et fortes que par l'activité de tous les membres qui les composent. » — Discours de M. de Leygues ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts prononcé à la Sorbonne, le 13 novembre 1898 à l'occasion du cinquantenaire de l'Association philotechnique.

Vu par le président,
CHÉNON.

Vu par le doyen,
GARSONNET

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Affre** (Mgr.). *Traité de l'administration temporelle des paroisses*. Paris, 1890.
- Allain** (l'Abbé). *L'Instruction primaire en France avant 1789*. Paris, 1881.
- Allain** (l'Abbé). *La question d'enseignement en 1789 d'après les cahiers*. Paris, 1886.
- Arbois de Jubainville** (d'). *L'administration des Intendants d'après les archives de l'Aube*. Paris, 1880.
- Babeau** (Albert). *Le Village sous l'ancien Régime*. Paris, 1880.
- Babeau** (Albert). *L'instruction primaire dans les campagnes avant 1789*. Troyes, 1875.
- Babeau** (Henry). *Les assemblées générales des communautés d'habitants en France du XIII^e siècle à la Révolution*. Paris, 1893.
- Bacquet** (Jean). *Traité des droits de justice haute, moyenne et basse, par Claude Joseph de Ferrière*, Nouvelle édition. Lyon, 1744.
- Beaumanoir** (Philippe de). *Les Coutumes de Beauvaisis*. Edit. Beugnot. Paris, 1842.
- Beaurepaire** (Ch. de). *Recherches sur l'Instruction publique dans le diocèse de Rouen avant 1789*. Evreux, 1872.
- Bécharde** (Ferdinand). *Droit municipal dans les temps modernes*. Paris, 1866.
- Beugnot** (A.). *De l'origine et du développement des mu-*

- nicipalités rurales en France*, (dans la Revue Française, octobre 1838).
- Boisguillebert** (Pierre le Pesant, sieur de.). *Le Détail de la France sous le règne présent* (de Louis XIV), 1697, (dans les Economistes Français du XVIII^e siècle, par Eugène Daire. Paris, Guillemin, 1843).
- Boislisle** (de). *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces*. Paris, 1874-1883.
- Boucheul**. *Corps et compilation de tous les commentateurs de la coutume de Poitou*. Poitiers, 1727.
- Boutaric** (Edgard). *Institutions militaires de la France avant les armées permanentes*. Paris, 1863.
- Cattelan** (Jean de). *Arrests remarquables du Parlement de Toulouse*. Nouvelle éd. Toulouse, 1725.
- Charmasse** (Anatole de). *Etat de l'instruction primaire dans le diocèse d'Autun pendant les XVII^e et XVIII^e siècles*.
- Chénon** (Emile). *Histoire de Sainte-Sévère-en-Berry*. Paris, 1888-1889.
- Chenu** (Jean). *Recueil de réglemens notables tant généraux que particuliers donnés entre ecclésiastiques*. Paris, 1611.
- Clément** (Maurice). *Etude sur les communautés d'Habitants dans les provinces de Berry*. Châteauroux, 1893. Publié dans la Revue du Centre en 1890-1893.
- Delamare**. *Traité de la police*. Paris, 1722.
- Durand de Maillane**. *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale*. Paris, 1770.
- Duruy**. *l'Instruction publique et la Révolution*. Paris, 1882.
- A. Esmein**. *Cours élémentaire d'Histoire du droit français*, 3^e éd. Paris, Larose, 1898.
- Fauché Prunelle** (Alexandre). *Essai sur les anciennes institutions autonomes ou populaires des Alpes Cottiennes Briançonnaises*. Paris, 1857.
- Ferrière** (Claude Joseph de). *Dictionnaire de droit et de pratique*. Toulouse, 1779.

- Fevret**, *Traité de l'abus*. Lyon, 1689.
- Flach** (Jacques). *Les origines de l'ancienne France*. Paris, 1893.
- Paul Fournier**. *Les officialités au Moyen Age*. Paris, Plon et Cie, 1880.
- De la Poix de Fréminville**. *Traité général du gouvernement des biens et affaires des communautés d'habitans*. Paris, Gissey, 1760.
- Glasson** (Ernest). *Histoire des institutions et du droit de la France*. Paris, 1887.
- Grand** (Louis le). *Coutume du Bailliage de Troyes*, 1737.
- Guyot**. *Traité des droits, fonctions, franchises, exemptions et privilèges*. Paris, Visse, 1736.
- Guyot**. *Répertoire universel de jurisprudence*. Paris, 1784-85, in-4.
- Henry** (Claude). *OŒuvres*. Paris, 1772.
- Isambert**. *Recueil général des Anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*.
- Jousse**. *Traité du gouvernement spirituel et temporel des paroisses*. Paris, 1769.
- Lagrèze** (de). *La Féodalité dans les Pyrénées*. Paris, 1864.
- Leber** (C.). *Histoire critique du pouvoir municipal*. Paris, 1828.
- Loyseau**. *Livre des seigneuries*. Paris, 1666.
- Le comte de Luçay**. *La Décentralisation, étude pour servir à son histoire en France*. Paris, Guillaumin, 1895.
- Luchaire** (Achille). *Manuel des institutions françaises*. Paris, 1892.
- Marie J. J.** *Traité du régime légal des paroisses catholiques*. Rennes, 1892.
- Mémorial alphabétique des choses concernant la justice, la police et les finances de la France sur le fait des tailles. Paris, 1762.**
- Merlet** (Lucien). *Des Assemblées de communautés d'ha-*

- bitants dans l'ancien comté de Dunois*, Château-dun, 1887.
- Merlet** (Lucien). *De l'instruction primaire en Eure-et-Loir avant 1790*. (Dans *Mémoires de la Société arch. d'Eure-et-Loir*, tome VI.)
- Moreau de Beaumont**, *Mémoires concernant les impositions et droits*, nouvelle éd. par Poullin de Vieville. Paris, Desaint, 1787.
- Ordonnances des rois de France de la III^e race jusqu'en 1514**. Paris, 1723-1849.
- Quantin** (Max). *Histoire de l'instruction primaire avant 1789 dans les pays formant, le département de l'Yonne*. Auxerre, 1874.
- Raynouard**. *Histoire du droit municipal en France*. Paris, 1829.
- Resbecq** (de Fontaine de). *Histoire de l'enseignement primaire avant 1789 dans les communes qui ont formé le département du Nord*. Paris, 1878.
- Rivière**. *Histoire des institutions de l'Auvergne*. Paris, 1874.
- Roche-Flavin** (Bernard de la). *Treize livres des parlements de France*. Bordeaux, 1617.
- Sauvageau**. *Arrêts et réglemens du parlement de Bretagne*. Nantes, 1712.
- Taine** (Hipp.). *Les origines de la France contemporaine*. T. I, *l'ancien régime*. Paris, 1875.
- Taumassière** (Gaspard Thomas de la). *Coutumes locales de Berry et celles de Lorris commentées*. Paris, 1680.
- Thierry** (A.). *Recueil des monuments inédits de l'histoire du tiers état*. Paris, 1850-1856.
- Thomassin** (le P.). *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*. Paris, 1725.
- Tocqueville** (A. de). *L'Ancien Régime et la Révolution*. Paris, 1857.
- Touloubre** (de la). *Jurisprudence observée en province sur les matières féodales et les droits seigneuriaux*. Avignon.

- Troncon** (Jean). *Le droit François et coustume de la Précoité et Viconté de Paris*. Paris, 1664.
- Pierre Vieville**. *Nouveau traité des élections contenant l'origine de la taille, aides, gabelles, octrois et autres impositions*. Paris, Mouchet, 1739.
- Vignon**. *Etudes historiques sur l'administration des voies publiques en France*. Paris, 1862.
- Viollet** (P). *Précis de l'histoire du droit français*. Paris, 1893.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — 1. Notre but. — 2. Ce que nous entendons par <i>administration</i> . — 3. Ce que nous entendons par <i>village</i> . — 4. Ce que nous entendons par <i>ancien régime</i> . — 5. Division du sujet.....	1
--	---

PREMIÈRE PARTIE

ORGANISATION DU VILLAGE.

CHAPITRE PREMIER. — La Paroisse. — 6. Origine et définition.	
— 7. Conditions d'Erection.....	12
Section I. — L'assemblée générale de Paroisse.	
— 8. Electeurs. — 9. Nombre d'électeurs nécessaire. — 10. Assistance obligatoire. — 11. Autorisation. — 12. Convocation. — 13. Publication. — 14. Lieu des réunions. — 15. Époque des réunions. — 16. Liberté des suffrages. — 17. Mode des suffrages. — 18. Présidence. — 19. Compétence. — 20. Procès-verbal. — 21. Contrôle.....	17
Section II. — Le curé. — 22. Origine et définition. — 23. Nomination. — 24. Conditions requises. — 25. Obligations. — 26. Peines disciplinaires. — 27. Nature de sa fonction.	37
Section III. — Les marguilliers. — 28. Définition. — 29. Cas de dispenses et cas d'exclu-	

	sion. — 30. Election. — 31. Durée de la fonction. — 32. Leur situation.....	46
CHAPITRE II.	— La communauté.....	52
	<i>Section I.</i> — L'assemblée générale de communauté. — 33. Origine. — 34. Composition. — 35. Présidence. — 36. Objet des délibérations. — 37. Agent d'exécution. — 38. Conclusion.	52
	<i>Section II.</i> — Le syndic. — 39. Définition et origine. — 40. Nombre. — 41. Nomination. — 42. Action de la royauté. — 43. Des intendants. — 44. Nature juridique des fonctions de syndic. — 45. Situation des syndics.	60
CHAPITRE III.	— Le seigneur de paroisse et ses officiers. — 46. Que faut-il entendre par seigneur de paroisse. — 47. Ses rapports avec la communauté. — 48. Droits honorifiques. — 49. Le juge. — 50. Le Procureur fiscal. — 51. Les sergents. — 52. Les notaires. — 53. Les greffiers, le geôlier.....	74

DEUXIÈME PARTIE

ADMINISTRATION DU VILLAGE.

CHAPITRE PREMIER.	— Administration des services qui concernent les personnes.....	97
	<i>Section I.</i> — La police. — 54. Définition et distinction. — 55. La police générale. — 56. La police locale. — 57. Attributions des syndics.	97
	<i>Section II.</i> — La justice. — 58. Différentes sortes de justice. — 59. La justice royale. — 60. La justice ecclésiastique. — 61. La justice seigneuriale. — 62. Elle passe quant à son exercice entre les mains des praticiens. — 63. Elle est combattue par les jurisconsultes, — les parlements, — la royauté: cas royaux, prévention, appel. — 64. Elle est réglementée par le pouvoir central.....	104
	<i>Section III.</i> — L'instruction. — 65. Intérêt de	

la question. — 66. Les premières écoles et le clergé. — 67. Action de la royauté. — 68. État de l'instruction. — 69. Écoles de filles. — 70. Le régent, ses rapports avec les habitants, l'Église et le pouvoir central. — 71. Conclusion.....	121
<i>Section IV.</i> — L'assistance. — 72. Les premiers établissements charitables. — 73. Leur décadence. — 74. Intervention royale. — 75. Action des habitants, des intendants.....	143
CHAPITRE II. — Administration des biens.....	155
<i>Section I.</i> — Gestion des biens de la communauté. — 76. Origine de ces biens. — 77. intervention royale et tutelle administrative..	155
<i>Section II.</i> — Gestion des biens de la fabrique. — 78. Elle appartient à l'origine aux ecclésiastiques. — 79. Elle passe entre les mains des laïques. — 80. Reddition des comptes. — 81. Revenus de la fabrique. — 82. Ses charges. — 83. — Réparation et entretien de l'église. — 84. Du presbytère, du cimetière. — 85. — Autres charges.....	164

TROISIÈME PARTIE

RAPPORTS DE LA COMMUNAUTÉ AVEC LE POUVOIR CENTRAL.

CHAPITRE PREMIER. — Agents du pouvoir central. — 86. Intendants. — 87. Leur origine. — 88. Les subdélégués. — 89. — Edit d'avril 1704. — 90. Les syndics.....	189
CHAPITRE II. — Immixtion du pouvoir central. — 91. Dans quel cas. — 92. Comment. — 93. Protestations.....	194
CHAPITRE III. — — Impositions royales.....	200
<i>Section I.</i> — En argent : — 94. Impôts directs : taille. — 95. Son assiette. — 96. Son recouvrement. — 97. Recours. — 98. Vingtièmes.	

— 99. Capitation. — 100. Impôts indirects.	
— Gabelle.....	200
Section II. — En nature. — 101. Corvée. —	
— 102. Milice.....	220
CONCLUSION. — 103. Le village aux dernières années de l'an-	
cien régime. — 104. Ce qu'il est devenu depuis. —	
105. Réformes communales proposées.....	225
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	237

